

Temps Libre

II

Contribution à la théorie des classes

Temps Libre

II

Contribution à la théorie des classes

ISSN 2563-7533 (imprimé)
ISSN 2563-7541 (en ligne)

Montréal, janvier 2021.

Table des matières

Avant-propos	8
Section 1 : L'actualité de la question des classes sociales	10
Section 2 : Travail productif, prolétariat et subordination	48
Section 3.1 : Critique de la théorie des classes de Théorie Communiste.....	112
Section 3.2 : Le problème de la classe moyenne salariée chez Astarian et Ferro.....	143
Section 4 : Classe moyenne, division sexuelle du travail et genre.....	168

Avant-propos

Il n'est pas surprenant qu'à première vue, il puisse sembler curieux de traiter des questions abordées dans cette revue alors que le monde est secoué par une crise d'envergure historique. Pourtant, la possibilité même de comprendre les impacts de cette situation inédite appelle une réflexion d'autant plus approfondie sur les éléments qui déterminent le développement de la société capitaliste, de même qu'une connaissance précise de sa configuration actuelle. Et s'il est déjà manifeste que la crise n'a pas affecté tout le monde de manière identique, il est aussi certain que la reprise économique ne pourra se faire sans intensification de l'exploitation. Or jusqu'à maintenant, les différents gouvernements ont martelé un discours qui évacue les aspects socialement conflictuels de la crise déclenchée par l'éclosion de la présente pandémie – où les « ça-va-bien-aller » pseudo-rassurants, les appels à l'unité nationale et les tentatives de constituer une union sacrée opposée au virus s'enchaînent inlassablement depuis presque un an. Sous ces cernes qui nous servent de yeux, c'est une réalité entièrement différente qui se dévoile : la fermeture temporaire (ou non) d'innombrables entreprises précarise un pan grandissant de la population, l'emprise des patrons s'étend jusque

dans les salons (et l'on ose même nous vanter les bienfaits de l'isolement productif!), celles et ceux qui étaient déjà à bout de souffle s'époumonent à en faire toujours plus dans des systèmes de santé et de services sociaux depuis longtemps au bord du gouffre. Toutes les mesures d'aide mises en place par les gouvernements témoignent, bien malgré elles, de l'impossible autorégulation du marché. Et pourtant, les dirigeant-e-s tentent de semer l'espoir d'une relance économique construite sur des bases inchangées, faisant ainsi fi de tout ce que cette pandémie a dévoilé de problématique, de contradictoire, dans le mode de production capitaliste. Face aux temps troubles qui cognent à nos portes, il est impératif de détenir les outils qui permettent de voir clair à travers les conflits qui, nous l'espérons, menaceront de rendre impossible le retour à la normalité.

SECTION 1

L'actualité de la question des classes sociales

Si le moindre doute subsistait quant à la pertinence de reparler sérieusement des classes, il s'est définitivement évanoui avec les innombrables situations émeutières ayant éclaté au courant des deux dernières années, que ce soit en France, en Équateur, en Irak, au Chili, à Haïti, au Liban, en Bolivie, en Iran ou encore aux États-Unis. C'est que tout bonnement, on ne peut rien comprendre de substantiel d'une lutte politico-économique donnée sans théorie des classes au moins implicite, en tant que c'est uniquement par son entremise que la dynamique de cette lutte peut être définie et partant, ses futurs scénarios possibles. En effet, si les groupes en lutte ne sont pas rapportés aux classes du mode de production capitaliste et par là, aux fonctions fondamentales par lesquelles il se reproduit, alors la compréhension que l'on peut s'en faire est d'emblée condamnée à en rester au niveau des généralités les plus insipides. Mais nul besoin d'ignorer totalement la question des classes pour se retrouver avec de sérieux problèmes théoriques. À cet effet, nous verrons comment une définition tronquée des classes fait de la

contradiction qui les met en rapport une opposition statique et morte, qu'elle ne permet pas de voir de quelle manière l'*activité spécifique* de ces groupes, de par la place qu'ils occupent au sein des rapports de production, participe de la reproduction contradictoire de l'ensemble. Ainsi, sans théorie des classes rigoureuse, c'est la saisie même du rapport entre la constitution de la société en groupes déterminés (les classes) et la dynamique contradictoire de la société capitaliste qui reste impossible. Cela montre que du moment que les classes sont mal définies, donc mal comprises, ce n'est plus seulement telle ou telle analyse particulière d'une situation donnée qui en pâtit, c'est bien plutôt *toute* la théorie de ce mode de production qui finit estropiée.

Théorie de la révolution : approches classiste et aclassiste

Ce qui distingue essentiellement le matérialisme historique d'autres théories qui traitent de la société capitaliste, ce n'est pas tant son objet que le point de vue à partir duquel il l'analyse, à savoir : du point de vue de son dépassement. C'est pourquoi il peut paraître spécieux, à l'intérieur de cette théorie, de différencier ce qui relève de l'analyse du mode de production capitaliste « en tant que tel » de ce qui relève de celle du procès de son abolition, c'est-à-dire de parler de théorie de la révolution à côté d'une théorie générale du mode de production

capitaliste. Ces deux niveaux d'analyse doivent être parfaitement imbriqués; on ne peut parler du mode de production capitaliste sans parler de son caractère contradictoire, fini, et des éléments qui concourent à sa fin. Or, on peut précisément évaluer la valeur d'une théorie du mode de production capitaliste à sa capacité à harmoniser l'analyse qu'elle produit de son cours « normal » avec celle de son dépassement ou mieux, à sa capacité à rendre compte du rapport qui lie ces deux moments. Plus concrètement, cette harmonie s'exprime par le caractère immanent au mode de production des éléments essentiels à son abolition; la théorie n'a donc pas à faire intervenir des éléments extérieurs au cours normal du développement du capitalisme pour expliquer son dépassement. On doit pouvoir montrer, compte tenu des contradictions qui sont les siennes, que ce dépassement est non seulement possible, mais qu'il ne peut pas ne pas se produire. En effet, si l'on prend au sérieux l'idée selon laquelle le système capitaliste n'est pas éternel et donc qu'il est voué à disparaître (« *tout ce qui existe est digne d'être détruit*¹ »), alors il faut pouvoir expliquer de manière rigoureuse le *comment* de ce processus. C'est évidemment ce à quoi doit répondre de manière spécifique une théorie des classes qui est aussi une théorie de la révolution.

¹ Goethe, *Faust et le second Faust*, Classiques Garnier, 1950, p. 62.

Le concept de « classe », s'il ne fut pas inventé par Marx et Engels, ne devient un concept réellement important qu'à partir du moment où ceux-ci s'en servent pour décrire l'organisation structurelle de la société capitaliste et la manière dont cette dernière pourra être abolie, remplacée par une forme d'organisation supérieure de la vie sociale. Grâce à ce concept, le rapport entre normalité capitaliste et révolution se révèle pensable : en définissant des agents par leur place dans un système de rapports sociaux d'exploitation et d'oppression, le concept de classe définit par le fait même des pratiques *antagonistes* qui, elles, permettent d'identifier ceux et celles amené·e·s à lutter contre ce même système et ayant les moyens de l'abolir. La classe ne sert plus à classifier les individus selon leur niveau socio-économique ou selon le degré de souffrance qu'ils éprouvent, comme c'était le cas chez les socialistes utopiques, mais bien à définir des groupes dont les pratiques *spécifiques* reproduisent contradictoirement la société. Il s'agit bel et bien ici d'une rupture avec l'idée selon laquelle la dissolution de cette société s'effectue de manière mécanique, comme si les classes ne faisaient que la subir, prises au piège dans une spirale infernale, dont l'aboutissement ne peut être ni prévisible ni modifiable. Par l'intermédiaire du concept de classe, les êtres humains retrouvent leur rôle d'acteurs effectifs du mouvement contradictoire de la société, ils peuvent être pensés pour ce qu'ils sont effectivement : l'élément actif de cette dissolution. Et bien que

l'importance historique qu'a eue ce concept pour le développement des mouvements révolutionnaires des deux derniers siècles représente déjà un indice clair du fait qu'une théorie de la révolution ne peut s'en passer sans explications, il reste encore à montrer précisément quels sont les problèmes qui émergent de son traitement négligent.

Schématiquement, on peut diviser en deux grandes catégories les différents écueils dans lesquels tombent les théories de la révolution ne portant pas d'intérêt conséquent à la question des classes : les théories à approche classiste et aclassiste. La première catégorie regroupe celles qui soutiennent en apparence la thèse selon laquelle il est nécessaire de se référer aux classes pour comprendre le procès d'abolition du capital; « en apparence », au sens où, pour elles, c'est bel et bien les classes qui jouent le rôle décisif dans le processus révolutionnaire, mais où ce qui fait de *telle classe la seule classe sans laquelle la révolution est impossible* n'a rien à voir avec son activité spécifique. Enfin, la seconde catégorie se rattache à l'approche aclassiste, c'est-à-dire cette approche pour laquelle la détermination de classe n'est pas réellement déterminante pour le mouvement du mode de production capitaliste et son abolition : elle peut à la limite reconnaître l'existence des classes, mais jamais reconnaître dans le prolétariat l'élément décisif du processus révolutionnaire; il s'agira donc tantôt des

« amis » (Comité invisible), des jeunes, du peuple, de la multitude, tantôt du 99%.

C'est à la première catégorie d'écueils qu'appartient l'une des définitions les plus répandues du prolétariat : serait prolétaire toute personne dépossédée/séparée des moyens de production, ne possédant donc que sa seule force de travail pour survivre. En rester là, c'est produire une théorie des classes qui a l'apparence de s'appuyer sur les rapports de production – les rapports sociaux fondamentaux de toute société – alors qu'il n'est question dans cette définition que de seuls rapports de *propriété*, à savoir « posséder ou ne pas posséder les moyens de production ». C'est bien plutôt les places occupées par les agents *au sein même* du procès de production, du procès de travail, qui définissent des rapports de production². Contrairement à ce que presuppose une telle manière de définir le prolétariat, dans le mode de production capitaliste, le fait d'être dépossédé·e des moyens de

² On a cherché à maintenir que certains rapports de propriété sont aussi immédiatement des rapports de production, au sens où les rapports de propriété qui ont pour moyen terme les moyens de production définiraient deux classes : celle devant vendre sa force de travail (les non-propriétaires) et celle détenant les moyens de production (celle des propriétaires). Ce rapport de propriété définirait ainsi, en même temps, un rapport d'exploitation et pourrait donc être utilisé comme critère de définition des classes. Le problème, c'est que ce rapport, à lui seul, est insuffisant – quoique nécessaire – pour définir le rapport d'exploitation capitaliste : en rester à celui-ci, c'est faire de toute personne non propriétaire de moyens de production (la classe moyenne salariée, notamment) des prolétaires.

production n'est pas tant la *cause* que l'*effet* du rapport de production d'exploitation. C'est ce dernier – au sein duquel le travail du prolétariat s'objective dans le capital sous forme de plus-value pour lui faire face comme une puissance étrangère – qui explique la non-possession et qui la reproduit au terme de chaque cycle de rotation du capital. Et cela, en dépit du fait que la séparation entre force de travail et moyens de production fut la cause du libre développement du mode de production capitaliste, entendue comme sa condition historique préalable³. En effet, à mesure que ce dernier s'affermit et s'impose en faisant correspondre le monde à son concept, ce qui se présentait comme sa « cause » – la séparation des productrices et producteurs de leurs moyens de production – est tourné en son contraire et devient « effet ». « Ne rien posséder », tout le monde est d'accord pour affirmer qu'il s'agit là d'une condition au travail salarié – mais cela, au même titre que l'existence d'une puissance qui s'érige au-dessus des classes pour assurer la pérennité des rapports de production actuels (l'État) : ce sont des conditions que pré suppose le *capital* et qu'il *produit effectivement* comme *ses* conditions.

Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre,

³ Cf. notamment, le cas de l'accumulation primitive en Angleterre.

et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. *Ce n'est plus le hasard* [entendre : cause extrinsèque à sa propre logique⁴] qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. [...] Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié⁵.

L'erreur consiste donc à confondre la genèse historique du capitalisme, le procès de sa formation, avec sa reproduction comme totalité cohérente. Or, pour saisir l'essence de la société capitaliste, on ne peut que l'analyser en termes de structures déjà constituées – analyse au terme de laquelle on constate que c'est précisément la production qui détermine chaque fois la même distribution et donc, la même contrainte au travail salarié.

Nous voyons que si une telle approche classiste reconnaît à juste titre la nécessité de partir des rapports de

⁴ Il s'agit de notre note.

⁵ Marx, *Le Capital*, livre 1, t. III, Éd. Sociales, 1978, pp. 19-20.

production pour définir les classes, elle en reste à un aspect secondaire : la (non-)propriété des moyens de production. Si, alors, ce type de propriété est un critère qui ne permet pas de rendre compte de la structure du mode de production capitaliste et conséquemment, des places qui définissent les classes, cela implique que le critère de « la vente de la force de travail » est tout aussi inutilisable à titre de critère définitoire des classes. Cette définition, qui prend pour objet un phénomène qui relève d'ailleurs de la sphère de la circulation, a alors pour double résultat théorique a) de faire de tous les agents qui ne possèdent pas de moyens de production des prolétaires et donc, de tendre à réduire au nombre de deux les classes du mode de production capitaliste (d'escamoter la différence entre travail productif et improductif) et surtout b) de rendre impossible l'intelligence *du rapport qui lie les classes aux fonctions de reproduction de la totalité sociale*. Cette définition peut toujours reconnaître qu'universitaires et ouvrier·ère·s de la construction, gérant·e·s de banque et concierges remplissent des fonctions sociales distinctes, mais elle reste incapable de traduire ces différences dans l'appartenance de classe respective de ces gens et dans leur capacité à produire de nouveaux rapports sociaux sur la base de la destruction des anciens. De plus, ainsi défini – c'est-à-dire sans référence à son activité spécifique –, le prolétariat peut être présenté comme une classe parfaitement indépendante du mode de production capitaliste, lui

préexistant et n'entretenant pas avec celui-ci de relation d'implication réciproque. Son rapport avec le capital et la nature antagoniste de ce rapport pourraient être ou tout aussi bien ne pas être mentionnés et cela n'affecterait aucunement la détermination de ce qu'il est essentiellement. Et ultimement, parce que la situation qui est celle d'être salarié·e/non propriétaire des moyens de production ne se réfère en rien aux pratiques propres du prolétariat – qui consiste justement à reproduire le rapport social qu'est le capital –, la théorie doit lui ajouter une caractéristique, un « quelque chose » par lequel celui-ci peut être révolutionnaire, sans que cela soit lié à son activité définitoire.

La première tentative de définition du prolétariat que nous avons formulée nous mena au même problème⁶. C'est que partir d'une définition du prolétariat qui a pour fondement un critère extérieur aux pratiques qui déterminent son rapport au capital, c'est s'obliger à séparer ce qui fait de lui une classe du mode de production capitaliste de ce qui fait de lui une classe révolutionnaire. Sur la base de cette définition – fondée sur la non-possession des moyens de production et sur la nécessité de vendre sa force de travail –, on voit bien que

⁶ *Temps Libre*, n. 1, 2018, p. 103. « Le prolétariat, loin d'être uniquement une masse ouvrière paupérisée, doit être compris comme regroupant *toute personne qui ne possède pas les moyens de production de son existence* et qui doit, corollairement, vendre sa force de travail. »

rien de révolutionnaire n'est impliqué par elle : rien dans le fait de devoir vendre sa force de travail n'implique la nécessité d'en finir avec la société de classes (les militaires et les flics vendent leur force de travail en défendant sordidement l'ordre établi). C'est pourquoi ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire doit être différent de ce qui en fait une classe du mode de production capitaliste. Pour nous, c'était précisément sa *conscience de classe*, acquise de chaude lutte, qui en faisait une classe révolutionnaire. À travers elle, ses membres sont amenés à conclure que, de par « leur position par rapport à la totalité sociale », ils ne peuvent se libérer « sans supprimer leurs propres conditions de vie et ne peuvent supprimer leurs conditions de vie sans, du même coup, supprimer toutes les conditions de vie inhumaines entretenues par les rapports sociaux capitalistes. » Debord ne disait pas autre chose lorsqu'il soutenait que « l'immense majorité des travailleurs qui ont perdu tout pouvoir sur l'emploi de leur vie » deviennent le négatif à l'œuvre « dès qu'ils le savent »⁷. Dans ce cadre, le caractère révolutionnaire du prolétariat n'a rien à voir avec sa pratique spécifique de classe – le travail productif – qui reproduit la contradiction qu'est le capital; il relève de sa capacité à prendre conscience de sa situation et à se révolter contre son destin. *Dissociation de ce qui fait de lui une classe du mode de production capitaliste et de ce qui fait de lui une*

⁷ Debord, *La Société du Spectacle*, Gallimard, 1996, p. 113.

classe révolutionnaire – voilà le problème auquel mène une définition tronquée du prolétariat. Et en faisant ainsi reposer ce qui fait de cette classe une classe révolutionnaire sur le développement hypothétique d'une conscience de classe révolutionnaire, cette manière de définir le prolétariat, devant l'échec historique d'un tel développement de la conscience comme *préalable* à la révolution, doit tout aussi nécessairement se résoudre à abandonner ou bien cette définition, ou bien l'approche classiste elle-même (l'histoire de la décomposition de l'ultragauche française n'indique pas autre chose⁸).

En fondant les définitions des classes sur la propriété des moyens de production on définit par là des classes dont on affirme, certes, qu'elles occupent des places antagonistes, mais d'une telle manière qu'on évacue ce qu'il y a de réellement dynamique dans leur antagonisme, c'est-à-dire de contradictoire *pour* l'ensemble qu'elles constituent. On s'empêche alors de comprendre ce qui tient ensemble le moment de la reproduction « normale » de la totalité capitaliste à celui de son abolition, parce qu'on se refuse à voir dans les pratiques spécifiques, quotidiennes d'une classe ce qui la détermine, de manière nécessaire, à abolir le capital; c'est-à-dire le fait que son activité entre dans un rapport d'exploitation qui est contradictoire pour lui-même. En définissant les classes

⁸ Que ce soit Debord, Vaneigem, ou la lamentable évolution de la revue *Invariance*.

uniquement en fonction de rapports de propriété qui les traversent, les membres de différentes classes ont des intérêts opposés, mais seulement en leur qualité de propriétaire ou de non-propriétaire. Et on manque justement l'essentiel, c'est-à-dire que ce qui constitue ces classes *comme telles* est immédiatement ce qui détermine leur place dans un rapport contradictoire pour la totalité dont elles font partie : le capital.

Quant à l'approche aclassiste, elle restera toujours imprégnée d'une certaine dose de mysticisme puisqu'elle se refuse les moyens de penser un lien quelconque entre l'activité spécifique du groupe qu'elle définit comme « sujet révolutionnaire » et sa fonction dans la reproduction contradictoire de la société capitaliste. Elle est alors forcée de sortir de son chapeau une raison *ad hoc* de le considérer comme un sujet révolutionnaire et ce faisant, ou bien elle s'illusionne et ne voit pas que le rôle que joue ce groupe dans la société n'est pas suffisamment fondamental pour qu'il lui permette de révolutionner la société en son entier, ou bien elle s'illusionne et définit un sujet vraiment révolutionnaire, tout en négligeant de vérifier s'il correspond à un groupe effectif de la société. En d'autres mots, ou bien elle identifie un groupe *réel*, mais est incapable de montrer en quoi il est réellement révolutionnaire, ou bien elle identifie un groupe *réellement révolutionnaire*, mais est incapable de montrer qu'il est un groupe réel. Parce qu'elle se refuse à voir dans

l'aspect matériel des pratiques humaines ce qui détermine de manière décisive la réalité sociale, l'approche aclassiste s'empêche de considérer les classes et les pratiques qui y correspondent comme les éléments les plus fondamentaux de la reproduction d'une structure sociale et donc, comme ceux qui seuls peuvent l'abolir.

Pour ne choisir qu'un exemple à la mode, les « appelo⁹ », notamment, refusent de se rabaisser à la vilaine méthode matérialiste dialectique lorsqu'il est question de la théorie de la société – ce réductionnisme notoire et dogmatique consistant à s'intéresser d'abord aux places qu'occupent les agents du mode de production capitaliste et aux rapports spécifiques avec le capital que celles-ci déterminent. Qu'une fonction donnée dans la reproduction de l'ensemble puisse déterminer plus ou moins rigidement les limites et capacités des agents qui les effectuent à abolir le capital, cela est une idée parfaitement mystérieuse pour les idéalistes de tout acabit. Non, pour l'appelo, le facteur déterminant, lorsqu'il est question de savoir qui sera amené-e à faire la révolution, dans quelles conditions et pourquoi, c'est bien évidemment celui de l'*activité* ou de la *passivité* « des gens », c'est-à-dire ce critère qui divise le monde en deux grands camps : dans le coin droit, les gens « qui laissent le

⁹ Mouvance d'abord et avant tout influencée par la revue *Tiggun* (deux numéros : 1999 et 2001), l'*Appel* (2003) et les textes du Comité invisible *L'insurrection qui vient* (2007), *À nos amis* (2014), *Maintenant* (2017).

désert s'approfondir » et dans le coin gauche, les gens « qui s'organisent ». Selon cette conception, la question de savoir *qui* s'organise, *comment* et *pourquoi eux et elles spécifiquement* n'importe pas – ce qui compte réellement, c'est... de « faire sécession », de « créer des liens nouveaux » ailleurs, autrement. S'il y a une quelconque évidence que ce genre de « théorie » arrive à mettre au jour, c'est bien son incapacité à comprendre quoi que ce soit de l'inégalité des rôles dans la production et la reproduction du capital et, par là, des raisons pour lesquelles cette inégalité détermine également des rôles inégaux au sein du processus révolutionnaire. C'est qu'en en restant au niveau de cette « situation commune », c'est bien toute différence qui est niée au profit d'une identité abstraite, que l'on fait mine de déterminer et de préciser par quelques vagues prédicats. Mais ces questions demeurent : pourquoi tel groupe ne se mobilise-t-il jamais? Pourquoi dans des circonstances données, tel groupe est-il nécessairement amené à lutter pour ses conditions d'existence? Pourquoi l'entièreté de l'AFESH-UQÀM pourrait-elle déserter l'UQÀM demain matin pour construire une nouvelle « écologie de la présence » sans menacer ne serait-ce que d'un iota la survie du capital? Et à l'inverse, pourquoi une grève générale, dans tel ou tel secteur de la production, crée-t-elle inévitablement une situation de crise à laquelle l'État répond par la répression la plus prompte? Et pourtant telles sont des questions qui resteront éternellement

étrangères à nos prophètes dont l'objectif n'est, somme toute, pas du tout de comprendre ni de rendre transparente la réalité de manière à pouvoir la transformer. Il n'a toujours été question que d'une seule chose : émuler un maximum d'ami·e·s à l'aide d'une prose pseudo-poétique, en espérant les gagner au camp des « organisé·e·s » qui s'affairent à créer des mondes nouveaux en vue de délivrer l'humanité. La révolution est suspendue au nombre de répondant·e·s à l'« Appel », ni plus ni moins.

En définitive, il n'y aurait aucune espèce d'utilité à définir les classes à l'aide des places qu'elles occupent dans la reproduction du capital si les fonctions que définissent ces places n'avaient pas une importance *inégale* relativement au processus révolutionnaire. On en parle, parce que chaque classe n'a pas la même capacité, de par son rôle dans le procès de reproduction du capital, à contribuer à son dépassement. Parce qu'une fois qu'est établi que telle classe est nécessairement amenée à jouer le rôle *décisif* dans ce procès d'abolition et que telle autre ou telle autre est tout aussi nécessairement amenée à s'y opposer, il devient possible d'analyser et de comprendre une conjoncture donnée de la lutte des classes.

Théorie de la société : idéalisme et matérialisme

« Rôle décisif », « importance inégale », ces concepts impliquent tous le rejet d'un ensemble de conceptions de la société que l'on peut qualifier d'*idéalistes*. L'idéalisme, lorsqu'il est question de conception de la société et de son développement, ne consiste pas seulement dans le renversement du rapport de détermination qui va de l'être à la pensée; c'est aussi *poser l'identité entre ces deux registres*, c'est-à-dire placer l'être et la pensée, l'économique et l'idéologique, les places occupées par les agents et la conscience qu'ils en ont *sur un seul et même plan*. En ce sens, ces conceptions sont identifiables à leur adhésion à la thèse selon laquelle il n'existe pas de sphère *dominante* au sein de la société, et ce, qu'elle soit pensée comme une « structure », une « totalité », un « flux indifférencié », un « ensemble désarticulé » – bref, peu importe le niveau de cohérence interne qu'on lui accorde. L'idée fondamentale, c'est que toutes les sphères de la totalité, même si elles remplissent des fonctions différentes, ne diffèrent pas entre elles relativement à leur importance dans la détermination du tout ou de l'ensemble. Or, c'est précisément parce que par là *elle ne prend pas les différences au sérieux* qu'il faut maintenir que cette thèse est idéaliste, c'est-à-dire uniquement utile aux curés de tout genre. En quel sens? C'est que sur la base de cette conception, la société est pensée comme un agrégat composé de différentes sphères uniformément

déterminées (en ce sens qu'elles sont les parties du tout – même si, par ailleurs, on ne reconnaît pas à ce tout de réalité comme telle). Elle admet, certes, la différence qui particularise chacune de ces sphères comme telles – à savoir, en sphère particulière –, mais cette différence-là, dont on pensait précisément qu'elle les constituait dans leur spécificité, cède aussitôt devant leur identité essentielle : elles ne sont *que* des parties (du tout). C'est d'ailleurs chez Hegel que cette conception de la société trouve sa formulation la plus rigoureuse et la plus radicale. Pour lui, la totalité sociale¹⁰ est pensée comme le déploiement d'une unité originale simple, qui, au terme de celui-ci, est amenée à nier les différences en son sein, à en faire des moments purement évanescents par leur récollection – en tant qu'elles ne sont que de simples phénomènes inessentiels par rapport à leur unité, elle, *essentielle*. C'est donc dire que les sphères d'une telle totalité sont toutes égales entre elles, parce qu'uniformément soumises à l'unité dont elles sont l'aliénation. Les différences qui déterminent ces sphères comme sphères *particulières* ne sont considérées que pour autant qu'elles manifestent et expriment le principe simple qui constitue l'unité du tout; pour elles-mêmes, elles sont indifférentes. Évidemment, on ne retrouve pas un tel degré de rigueur philosophique dans toute conception idéaliste de la société, mais ce qui subsiste,

¹⁰ Mais cela est valable pour son utilisation générale de la catégorie de « totalité ».

c'est l'incapacité à penser les rapports hiérarchisés *réels* des sphères sociales entre elles; ce qui conduit à faire l'économie d'une étude minimalement approfondie de la société, à savoir de sa structure, de ce qui la fonde, de ce qui lui permet de se maintenir, etc. Or, sans une telle étude des rapports fondamentaux de la réalité sociale, on doit nécessairement, lorsqu'il est question de comprendre son mouvement et son développement, les remplacer par des rapports fantastiques, sans relation de correspondance avec le réel, chaque fois selon le bon plaisir et la créativité de quelques *res cogitans*.

Au contraire, avec la catégorie marxiste de totalité, qui permet de penser la société comme un tout « toujours-déjà-structuré » au sein duquel les différents éléments peuvent préexister (et préexistent souvent) à leur unité, la théorie est immédiatement renvoyée à l'investigation de ces éléments, d'abord pour eux-mêmes et ensuite, dans leur rapport au tout¹¹. Du moment

¹¹ Si c'est le cas que toute société possède une structure hiérarchisée, il est tout aussi vrai que chacune ne naît que sur les ruines d'une autre. C'est pourquoi, parmi les éléments qui survivent au passage d'une formation sociale à une autre (traditions ou structures juridiques/religieuses/familiales, modes de penser, rapports au territoire, etc.), certaines contradictions (rapports de genre, rapports d'exploitation, rapports de domination entre nations/peuples, rapports raciaux, etc.) parviennent à se maintenir, même si leur poids respectif dans la détermination de l'ensemble peut avoir été modifié par ce passage. Lorsqu'un mode de production en supplante un autre, il n'abolit pas par le fait même tous les « problèmes » de la société précédente, mais, au contraire, en hérite; ceux-ci s'imposent comme un donné brut avec lequel il faut composer. La question est

qu'une sphère particulière est effectivement analysée, la seule manière de manifester qu'on prend ce qui la distingue au sérieux, c'est précisément de montrer qu'elle occupe une fonction distincte qui, par là, lui accorde un *degré d'importance déterminé* relativement à l'ensemble. Sans cette inégalité d'importance, les différences *ne seraient qu'apparences*; chaque partie serait parfaitement égale aux autres, indifférente par rapport au tout, sans consistance propre. Si les curés, les flics et les prolétaires étaient indifféremment en mesure de produire de nouveaux rapports sociaux sur la base de la destruction des rapports sociaux capitalistes, alors il n'y aurait aucun sens, pour une théorie de la révolution, à définir ces groupes, il ne servirait absolument à rien de les *distinguer* – ils seraient *essentiellement identiques*. De la même manière, l'économique, le politique, le religieux, etc. seraient des sphères toutes aussi essentiellement identiques si elles n'occupaient pas une place différente et ne détenaient pas une importance inégale dans la reproduction de la totalité sociale. On ne peut prendre au sérieux la complexité du réel *sans parler de sa structure hiérarchisée*, de sa structure « à dominante », parce que c'est justement une telle hiérarchie qui garantit au tout sa complexité. Inversement, si je fais fi de ce que ces

donc toujours ouverte *a priori* de savoir si elle parviendra à les résoudre ou non. Le fait qu'une société les ait intégrés à sa structure, à sa logique et que cette société disparaisse ensuite ne dit rien sur leur destin futur, justement parce qu'ils ne sont pas réductibles à leur unité.

différences expriment d'objectif relativement à leur hiérarchisation, je peux remplacer tous les rapports de détermination inégale qu'entretiennent ces sphères par d'autres issus de mon cerveau et bâtir sur cette soupe mon programme révolutionnaire : rien à chier des conditions matérielles et des rapports complexes qui les lient à la conscience, la *passivité* et l'*organisation active* deviennent les facteurs déterminants de la prochaine transformation révolutionnaire. Et si d'aventure je devais me demander ce qui peut bien expliquer que telles ou telles personnes soient plus enclines que d'autres à « s'organiser », en remarquant qu'il existe là une certaine régularité depuis un siècle et demi, je devrai vite chasser cette question réductionniste et me concentrer sur les questions révolutionnaires véritablement urgentes que sont celles ayant trait à l'organisation des « amis ».

Pour être en mesure de rendre compte de la complexité structurelle de nos sociétés et d'en saisir la logique, il est nécessaire de s'attarder à la manière dont est « inégalement déterminée » la reproduction contradictoire du capital puisqu'en elle réside la clé de la compréhension de tout l'échafaudage social – c'est précisément ce qui rend indispensables la question théorique des classes et, conséquemment, celle du travail productif.

Le concept de « travail productif »

Ce sont d'abord aux *conditions sociales* du procès de travail que le concept de « travail productif » se réfère, c'est-à-dire qu'il désigne l'activité productrice qui entre dans le rapport de production d'exploitation¹² *spécifique* d'un mode de production. Et c'est précisément la dominance d'un rapport d'exploitation sur les autres qui vient donner à un mode de production sa spécificité, qui le détermine, par exemple, comme mode de production esclavagiste, féodal ou encore capitaliste. C'est donc le *rappport social* sous lequel est subsumé un travail et non pas son contenu (utile ou non) qui détermine son caractère productif ou improductif et qui, par là, détermine également l'objectivité sociale que prendra le surtravail extorqué. De la même manière qu'un objet prend, dans certaines conditions, la forme marchandise et dans d'autres, reste un simple objet, un procès de travail peut être productif et dans des conditions sociales différentes, se révéler improductif. Dans le mode de production capitaliste, un travail qui fournit du surtravail en nature est improductif, alors qu'il l'était dans le mode de production féodal (sous forme de rente). On voit par là que le travail productif renvoie immédiatement à la notion de « structure hiérarchisée » dont il était question plus haut, en tant qu'il désigne le rapport d'exploitation

¹² Pour la suite, nous dirons simplement « rapport d'exploitation ».

dominant d'une structure sociale. Nous dirons provisoirement que, dans le cadre du mode de production capitaliste, *est productif un travail qui produit directement de la plus-value*, c'est-à-dire qui produit et reproduit du capital. C'est l'extraction de plus-value qui est l'enjeu fondamental du mode de production capitaliste, c'est uniquement dans la mesure où le capital, personnifié par la classe capitaliste, cherche à soutirer du surtravail sous forme vénale qu'il a intérêt à employer du travail.

Mais il y a là une confusion possible à propos des concepts de « production » et de « reproduction » dont il faut se prémunir : si l'on peut dire de toute production nouvelle de capital qu'elle est immédiatement la *reproduction* des éléments matériels du capital et du rapport social lui-même (l'activité du prolétariat qui s'objective dans le capital reproduit son statut de non-propriétaire en même temps qu'elle remplace matériellement les conditions de la production), la reproduction des *conditions* du capital *n'est pas*, quant à elle, production de capital. Cela implique qu'il faut rigoureusement distinguer ce qui relève de la reproduction du capital comme *tel* (au sens où il y a reproduction élargie, production nouvelle, accumulation), de ce qui relève de la reproduction de ses *conditions de possibilité*. En effet, c'est en pensant à la reproduction du capital comme *tel*, c'est-à-dire comme production (et extorsion) de plus-value que Marx indiquait qu'il fallait

chercher là le « secret le plus profond, fondement caché de tout l'édifice social » par rapport auquel tout le reste devient intelligible. Mais cette attention toute spéciale portée au travail productif, duquel relève le rapport social central du mode de production capitaliste, n'est pas qu'une simple astuce heuristique pour comprendre la réalité sociale, c'est réellement, objectivement ce rapport social qui forme toute la réalité à son image – et c'est ce processus que décrit le concept « d'auto-présupposition du capital ». L'auto-présupposition du capital, c'est l'ensemble des procédés par lesquels il se rend effectivement possible et cherche à s'éterniser comme rapport social, c'est-à-dire qu'il brise toute barrière qui pourrait empêcher les prolétaires de se retrouver devant les portes de l'entreprise le lendemain matin, constraint-e-s de vendre leur force de travail. Par là, le capital tend à faire de l'entièreté de la réalité sociale sa propre condition. C'est pourquoi la mise en rapport de tel ou tel élément de la totalité sociale (l'État, le droit, le genre, la nation, la race, etc.) avec la nécessité pour le capital d'extorquer de la plus-value est un moment absolument indispensable de l'analyse de celles-ci, bien qu'elle ne puisse évidemment s'y cantonner, au risque de nier sa spécificité.

Dans le cas du prolétariat, le fait d'être la classe du travail productif au sein du mode de production capitaliste non seulement le place dans une relation d'antagonisme direct avec les structures sociales existantes

– son exploitation est « le fondement caché de tout l'édifice social », mais en cela il ne diffère pas des serfs au Moyen Âge –, mais surtout, c'est avec lui que la contradiction qu'est le surtravail tend, dans son éclatement, à être supprimée. Cela, parce que, pour la première fois, la classe « productive » est à la fois toujours nécessaire, à la fois toujours de trop¹³. *Nécessaire*, parce que l'unique source de surtravail – duquel dépend l'entièreté de la reproduction de la totalité sociale – est le travail vivant; *de trop*, parce que la nécessité d'augmenter la productivité du travail qu'impose la concurrence des capitaux entre eux implique de réduire constamment la part de travail vivant dans le procès de production au profit du travail mort (il faut produire autant, sinon plus, avec moins de bras). Le capital a besoin à la fois de toujours plus et toujours moins de prolétaires; d'une population toujours plus nombreuse, mais toujours plus réduite : il ne peut faire autrement que de saper continuellement sa propre base. Dans le mode de production capitaliste, le surtravail est parvenu à son stade de développement ultime, stade où son caractère contradictoire se révèle de la manière la plus aiguë.

¹³ Là-dessus, voir les développements fondamentaux de la revue française *Théorie Communiste*.

L'acuité nouvelle du problème théorique des classes

Un double constat s'impose concernant l'appréhension théorique des classes. D'un côté, on peut voir qu'il existe depuis au moins deux ou trois décennies un *doute* quasi-généralisé à propos de l'existence effective du prolétariat comme classe ainsi qu'une perte d'assurance dans le fait que ce dernier est bel et bien un acteur historique d'envergure. De l'autre, on remarque que, par opposition, les classes étaient, au moins jusqu'aux années 70, données sur le *mode de l'évidence*. Notre hypothèse est que ces deux manières de traiter de la question sont fondées, quant à la première, sur la façon dont se produit actuellement la lutte des classes, c'est-à-dire justifiées par le passage des modalités du cycle de luttes précédent à celles du présent cycle de luttes¹⁴ et, pour la seconde, dans la façon dont se produisait la lutte des classes et qu'était pensée la révolution jusqu'aux années 70. À ce titre, au moins deux grandes transformations du mode de production capitaliste peuvent expliquer ce changement de mode

¹⁴ Simon, *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, Senonevero, 2011, p. 80. « Un cycle de luttes, c'est l'ensemble des pratiques et des luttes du prolétariat, historiquement définies dans l'implication réciproque entre les deux termes de la contradiction dynamique du mode de production capitaliste, l'exploitation. Le concept de cycle de luttes définit en ensembles historiques particuliers la pratique du prolétariat en tant que terme spécifique de cette contradiction, pôle d'une totalité, par lequel cette totalité produit son dépassement au travers de chacune de ses phases et de l'ensemble de leur succession. »

d'appréhension. La première de ces transformations, beaucoup plus fondamentale, est de nature qualitative, tandis que la seconde est de nature quantitative et tendancielle. Elles ont pour résultat commun d'interdire la légèreté avec laquelle on a historiquement conceptualisé les classes. En effet, il est devenu tout simplement intenable de rejeter la responsabilité de ces transformations sur le dos, ou bien de l'idéologie bourgeoise parvenue à un stade d'hégémonie absolue, ou bien de la corruption des partis communistes/ouvriers dégénérés. La théorie communiste doit montrer qu'il existe des raisons objectives à cet état de fait et que celles-ci ne peuvent se résumer à la victoire ou à la défaite d'une conception du monde sur une autre. Ce faisant, on peut faire voir qu'il est non seulement impossible de revenir en arrière – à cette bonne vieille époque où personne de sensé·e ne pouvait nier que le prolétariat était *là*, actif et fort – mais que, même à ce moment, le fait que son appréhension ait été *de soi* n'était pas du tout un avantage pour la lutte du prolétariat contre le capital.

Du moment où les luttes du prolétariat étaient menées à travers une *identité ouvrière*, cristallisée autour de la figure de l'ouvrier·ère de la grande usine, le prolétariat se produisait comme un sujet dont l'unité n'avait plus qu'indirectement à voir avec ce qui le

définissait comme prolétariat¹⁵, en ce sens que ce sujet était unifié par des caractéristiques d'ordre sociologique (type d'emploi, habitudes culturelles, manière de s'exprimer, revenu, etc.) Dit autrement, le prolétariat, c'était tout simplement la *classe ouvrière*. S'il existe toujours un écart entre une classe et la représentation qu'elle produit d'elle-même, c'était précisément cet écart qui, dans le cycle de luttes précédent, était voilé. Or, cette représentation n'a jamais été qu'une pure et simple fiction, en tant que le prolétariat, comme classe ouvrière, s'est réellement fait *sujet historique*, c'est-à-dire qu'il a agi et s'est pensé comme tel, de même qu'il a été reconnu comme tel par les autres classes – à commencer par la classe capitaliste, qui avait constamment à compter avec lui. Cette identité faisait donc de la question de la définition du prolétariat une *évidence*. Chaque fois que le prolétariat agissait comme classe ouvrière – et le capital le reproduisait ainsi au terme de chacun de ses cycles de reproduction –, le problème théorique des classes était rendu caduc par la clarté de la solution à ce problème qui, immédiatement, s'imposait : *nul besoin de se creuser la tête, le prolétariat, ce sont les ouvrier-ières*¹⁶. On produisait

¹⁵ Pour une définition rigoureuse de celui-ci : voir la partie suivante.

¹⁶ On sait qu'historiquement, ont été attribuées au prolétariat les catégories de race et de sexe (un prolétaire, c'est d'abord un ouvrier urbain blanc), alors même que la composition réelle des prolétariats occidentaux était et reste marquée par la part sans cesse croissante de femmes et de personnes racisées dans ses rangs. Les luttes pures et authentiquement « prolétariennes », c'étaient

certes des définitions, mais chaque problème, chaque inconsistance, chaque paralogisme qui s'y logeait était immédiatement supprimé par la certitude sensible qu'il y avait, là, d'un côté, les prolos et de l'autre, les autres.

En outre, en pensant la révolution comme l'accroissement en puissance de la classe, plutôt que comme une rupture produite dans le cours contradictoire du capital, il est clair que l'élément que l'on considère décisif dans ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire n'est pas le même. Dans ce dernier cas, on s'intéresse avant tout au fait qu'il entre dans un rapport d'exploitation (en tant que classe du travail productif) qui, dans son cours contradictoire, menace constamment de faire imploser la totalité qu'il fonde, tandis que dans le premier, c'est le fait d'effectuer un travail salarié où prédomine le procès de travail coopératif à grande échelle qui importe vraiment, en tant que base matérielle nécessaire de la reproduction de l'identité ouvrière. C'est une telle insistance sur l'aspect matériel de la situation des ouvrier-e-s rassemblé-e-s dans la grande usine que l'on retrouve de manière paradigmique chez Lénine – situation qui les rend, par opposition à la paysannerie pauvre, aptes à faire la révolution :

donc celles où les intérêts des prolétaires femmes et/ou racisé-e-s n'étaient pas pris en charge en tant que tels.

Cette situation de l'ouvrier d'usine, dans le système général des rapports capitalistes, fait qu'il est seul à lutter pour l'émancipation de la classe ouvrière, parce que seul le stade supérieur de développement du capitalisme, *la grande industrie mécanique, crée les conditions matérielles et les forces sociales nécessaires pour cette lutte*. Partout ailleurs, là où les forces de développement du capitalisme sont inférieures, ces conditions matérielles font défaut. En effet, la production est morcelée en une multitude d'exploitations minuscules [...]. *Morcelée, individuelle, la petite exploitation attache les travailleurs à leur localité, les dissocie, ne leur permet pas de prendre conscience de leur solidarité de classe, ni de s'unir après qu'ils ont compris que la cause de l'oppression n'est pas tel ou tel individu, mais le système économique tout entier.*¹⁷

L'élément décisif, ce qui distingue fondamentalement la classe ouvrière de la paysannerie sous l'angle de leur capacité à abattre la société capitaliste, c'est le *regroupement spatial* de la première et la situation sociale qui en découle. De la même façon, les raisons pour lesquelles Lénine oppose, ici, la paysannerie au prolétariat, n'ont rien à voir avec la nature du rapport que la première entretient avec le capital : ce qui en fait une classe non révolutionnaire, c'est sa situation d'isolement et les obstacles que cela pose à la création d'une classe pouvant

¹⁷ Lénine, *Ce que sont les « Amis du peuple »*, Œuvres, t. I, Éd. sociales / Éditions du Progrès, 1966, p. 325. (Nos italiques).

s'affirmer comme telle. En effet, l'auteur, ayant consacré l'essentiel de ses recherches de la décennie 1890 à l'analyse de la situation de la paysannerie russe à l'aune du développement du capitalisme, est non seulement parfaitement conscient du fait de sa profonde différenciation en classes¹⁸, mais aussi du fait qu'une partie de celle-ci fait directement partie du prolétariat¹⁹. La différence, c'est que là où « la classe des ouvriers d'usine, le prolétariat des villes » est unifiée et spatialement concentrée, le prolétariat paysan est, lui, disséminé sur un vaste territoire, isolé. Pour cette raison, ce dernier est présenté comme un ensemble social qui est d'un côté, incapable de concevoir l'identité entre les intérêts de sa classe et les siens et de l'autre, incapable de lutter de manière conséquente avec elle. Selon cette conception, qui domina en réalité durant tout le XX^e siècle jusqu'aux années 70, il y a donc *deux* prolétariats : l'un ouvrier, urbain et révolutionnaire, l'autre paysan, et dont on ne parle cependant jamais comme d'une classe révolutionnaire – et cela, bien que son activité s'inscrive dans des rapports sociaux de production identiques et que la nature de la contradiction qui l'oppose au capital ne diffère d'aucune manière.

¹⁸ Lénine, *À propos de la question dite des marchés*, *op. cit.*, t. I, p. 138.

¹⁹ Lénine, *Le contenu économique du populisme*, *op. cit.*, t. I, p. 502. « Dans l'économie paysanne est apparue très nettement la différenciation des paysans en une bourgeoisie rurale et un prolétariat. »

Pour résumer, le cycle de luttes précédent identifiait le prolétariat à la classe ouvrière et c'est ce qui masquait le problème de sa conceptualisation; l'action historique du prolétariat agissant comme classe ouvrière réglait constamment la question. Or, du moment que la reproduction de l'identité ouvrière n'est plus quelque chose d'acquis, tombe avec elle la (fausse) résolution pratique du problème. Et c'est ce qui est arrivé : l'identité ouvrière, sur la base de laquelle toutes les grandes luttes du prolétariat ont été menées à travers le XX^e siècle et qui permit à celui-ci d'être considéré par l'État capitaliste comme un interlocuteur légitime, a vu sa base matérielle supprimée par la restructuration du capital²⁰ des années 70-80, en ce que cette restructuration mit fin à la confirmation de l'identité ouvrière dans la reproduction du capital lui-même. On assista, en Occident, à l'éclatement des grands bastions ouvriers qui garantissaient au prolétariat une grande cohésion sociale et culturelle (en le concentrant spatialement dans l'usine et dans les quartiers ouvriers) de même qu'on assista à l'affaiblissement des grandes organisations syndicales et ouvrières au moyen desquelles le prolétariat était parvenu, au fil de ses luttes, à s'offrir une certaine stabilité, un état de bien-être économique relatif. À travers la contre-

²⁰ Par ce concept – dont nous devons l'essentiel de l'élaboration à TC –, nous désignons la synthèse des transformations des conditions de la reproduction du capital ainsi que celles de la lutte entre le prolétariat et le capital, résultant d'une crise majeure du rapport social capitaliste. Là-dessus, cf. Simon, *op cit.*, pp. 32-40.

offensive de la classe capitaliste, tout ce qui pouvait représenter un obstacle au face-à-face entre le prolétariat et le capital (programmes sociaux, assurance-chômage, assurance-santé, rigidité des grilles salariales, congés payés, etc.) fut affaibli ou brisé; la figure stéréotypée de l'ouvrier qualifié, homme et blanc fut, à son tour, relégué au registre du folklore.

Mais il y a une seconde raison qu'il nous faut ici examiner. Les conséquences qu'a la disparition de l'identité ouvrière sur la manière dont est théoriquement traitée la question des classes sont elles-mêmes aggravées par la tendance du mode de production capitaliste à réduire le travail nécessaire. Ce que l'augmentation de la composition organique du capital exprime au niveau d'un capital *particulier*, la diminution relative des agents occupés à produire les marchandises destinées à la consommation l'exprime au niveau du capital *global*, c'est-à-dire que, simplement, le travail étant plus productif, de moins en moins de bras sont nécessaires pour produire la même quantité de produits. En effet, au niveau du capital particulier, l'augmentation de la productivité du travail prend la forme d'une augmentation du poids de la partie constante du capital par rapport à celle variable; la partie de la valeur que les machines, matières premières, etc. transfèrent à la valeur des marchandises augmente par rapport à celle ajoutée par les travailleur·euse·s productif·ive·s. Or, cette tendance

commande des modifications de la répartition de la force de travail globale, au sens où elle la fait se déplacer d'une branche à l'autre : la masse de travail employée à la reproduction des éléments du capital croît constamment comparativement à celle employée à la production de marchandises destinées à la consommation. Dit autrement, la branche I (production destinée à la consommation productive) emploie tendanciellement plus de travail que la branche II (production destinée à la consommation improductive).

Mais cette tendance n'implique pas seulement des modifications internes à la répartition de la force de travail global (au prolétariat), *elle implique des modifications dans le poids relatif de chaque classe de la société*. En devenant plus productif, le travail abaisse les coûts de la reproduction de la main-d'œuvre, parce que, pour la même quantité de produits nécessaires à sa consommation, on emploie moins de travail. Ainsi, alors qu'à un faible niveau de productivité du travail la partie productive de la population consomme la majeure partie de ce qu'elle produit, lorsque celui-ci augmente, la partie du temps de travail qui correspond à la production de ses moyens de subsistance diminue et le surtravail, lui, augmente. Cela implique que la population productrice consomme relativement moins de ce qu'elle produit et corollairement, qu'une plus grande part en est « libérée » sous forme de surproduit, disponible à la consommation

des autres classes, qui peuvent alors se reproduire sur une base élargie. De même, là où, disons, 7/10 de la population devait participer à la production matérielle pour reproduire toutes les classes de la société, un accroissement de la productivité fera en sorte qu'il suffira désormais que seulement 6/10 de la population s'y consacre; les 1/10 supplémentaires venant s'ajouter au 3/10 déjà improductifs. Cette tendance n'exclut pas du tout que la partie productive (le 6/10 de la population) soit, en termes absolus, plus massive qu'auparavant de par l'augmentation démographique constante – même que son augmentation absolue est une condition de vie ou de mort pour l'accumulation capitaliste qui doit constamment multiplier les journées de travail pour pouvoir extraire simultanément un maximum de surtravail²¹. Reste que les classes improductives, elles, peuvent augmenter à la fois en termes absolus *et* en termes relatifs. Enfin, si ce mouvement est constamment freiné par la prolétarisation d'une partie des petits producteurs et productrices indépendant-e-s devenu-e-s

²¹ Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, Éd. sociales, 1974, p. 242 et suiv. Dans ce passage, Marx discute notamment la thèse selon laquelle cette tendance ne ferait pas diminuer la population occupée à la production, puisque la part libérée par l'introduction de nouvelles machines serait déplacée vers la construction de ces mêmes machines. Or, il montre que ce capital variable libéré ne peut être réinvesti dans sa totalité, la demande constante de capital variable ne peut être maintenue, qu'à la condition qu'il y ait un investissement beaucoup plus important de capital constant qu'auparavant – ce qui ne fait que confirmer la tendance, induite par l'augmentation de la productivité, à la diminution relative du prolétariat par rapport aux autres classes.

incapables de se maintenir face à la concurrence induite par l'introduction de machines plus performantes (mouvement qui s'observe principalement en agriculture)²², cette contre-tendance s'est révélée trop faible pour compenser la tendance à la réduction du poids démographique du prolétariat respectif des principaux pays capitalistes impérialistes (États-Unis, Canada, pays d'Europe occidentale, Japon, etc.²³)

En quel sens cette tendance contribue-t-elle à l'aggravation du problème théorique des classes? Au sens où elle s'oppose au mouvement massif de prolétarisation et de polarisation profonde de la société annoncé dès le *Manifeste*, au sens où elle semble contredire l'idée selon laquelle la « société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement

²² Au niveau international, il faut évidemment ajouter à cette contre-tendance celle provoquée par l'action dissolvante du capital sur les structures sociales qui lui sont étrangères (impérialisme). Dans ce cas, le prolétariat mondial s'accroît à la fois relativement et absolument, mais cet accroissement est lui-même conditionnel à l'existence de structures hétérogènes, c'est-à-dire de rapports de production précapitalistes.

²³ OCDE (2011), *Statistiques de la population active en 2010*, Éditions OCDE, p. 30 et suiv. Par exemple, pour les pays du G7, il y avait, en 1986, 86 M de personnes œuvrant dans l'industrie (31,6% de la population) contre 73 M en 2009 (21,9%) et en agriculture, 14 M (5,3%) contre 8 M (2,3%). Inversement, pour les personnes œuvrant dans le secteur des services, toujours pour les pays du G7, on passe de 172 M en 1986 (63,1%) à 254 M en 2009 (75,8%). Bien qu'on ne puisse simplement opposer les catégories *d'industrie* et *d'agriculture* à celle des *services* comme on oppose le *travail productif* au *travail improductif*, elles constituent un indice fiable de la diminution du poids démographique de la partie productive de la population au détriment de celle improductive.

opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.²⁴ » Et c'est bien l'accroissement du nombre de prolétaires, leur concentration de plus en plus importante, de concert avec l'égalisation de leurs conditions d'existence, qui, pensait-on jadis, faisait du prolétariat une force révolutionnaire inarrêtable. Or, du moment où ces phénomènes se renversent et semblent ne plus être confirmés par l'observation de l'évolution des pays capitalistes occidentaux, du moment que la classe moyenne apparaît être là pour rester, la réaction naturelle est de faire ses adieux au prolétariat, ou alors de voir celui-ci partout là où on voudrait bien le voir (les salarié·e·s, les pauvres), sans égard pour la réalité. Mais il faut se rendre à l'évidence, ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire, ce n'est pas le fait qu'il soit la classe la plus misérable, la plus nombreuse, la plus consciente d'elle-même, la plus héroïque (!) : il est la classe révolutionnaire, parce qu'il est la seule classe placée en contradiction absolue avec le capital, parce qu'il est la seule classe *à la fois nécessaire et de trop*, la seule classe dont l'abolition du rapport par lequel se reproduit la totalité ne peut se passer. Ainsi, la conjonction de la disparition de l'identité ouvrière et de la tendance à la diminution du poids démographique du prolétariat dans les pays impérialistes présente-t-elle ceci de positif qu'elle fournit l'occasion d'un traitement réellement rigoureux du

²⁴ Marx et Engels, *Manifeste du Parti Communiste* dans *Oeuvres choisies en trois volumes*, t. I, Éditions en langues étrangères de Pékin, 1978, p. 112.

problème théorique des classes en même temps qu'elle en suscite le besoin. Et en un sens, on peut penser qu'il n'y a pas d'attitude plus caractéristique de l'ancien cycle de luttes que de faire comme si le prolétariat et la classe ouvrière étaient des concepts qui allaient de soi ou dont l'identification dans une conjoncture donnée était un jeu d'enfants, c'est-à-dire facile et puéril à la fois.

SECTION 2

Travail productif, prolétariat et subordination

Nous l'avons vu, comprendre la société comme une structure hiérarchisée, comme un tout complexe, cela renvoie forcément à l'étude des éléments qui occupent, du point de vue de sa reproduction, les rôles les plus décisifs. Et évidemment, à cet égard, le concept de « classe » s'avère être un outil parfaitement indispensable. En critiquant les approches aclassistes de la révolution et celles, classistes, mais qui négligent de traiter cette question avec le sérieux qu'elle requiert, nous avons cherché à démontrer la nécessité d'une théorie rigoureuse des classes sans toutefois en offrir une élaboration positive. Or c'est ce dont il sera ici question à travers les prochaines parties de la revue.

Déjà, les critiques de ces deux approches ont fait surgir, en négatif, certains critères auxquels doit répondre une théorie des classes à la hauteur de ce que le courant de la communication est parvenu à produire dans d'autres

champs de la théorie²⁵. Ainsi, une théorie des classes doit pouvoir non seulement rendre compte du rapport entre les différents groupes qui composent les sociétés basées sur l'exploitation et leurs dynamiques propres, mais elle doit aussi permettre l'analyse *précise* d'épisodes *précis* de la lutte des classes, c'est-à-dire de pouvoir identifier quelles sont les classes, fractions, couches qui y prennent part, de même que les raisons pour lesquelles elles le font et la manière dont elles le font. Une théorie des classes dont les concepts échouent à faire la lumière sur une conjoncture donnée de la lutte des classes aboutit immanquablement à un pur verbiage. Or, il semble que, même dans le milieu de la communisation, la tentation ait été présente de noyer le poisson, d'écraser l'originalité des conjonctures sous le poids de généralités théoriques. C'est en réaction à cette attitude consistant à se contenter sans cesse de définitions non opératoires dans l'analyse d'épisodes de luttes – ce que nous jugeons foncièrement nuisible au développement théorique – que nous avons entamé ces recherches.

²⁵ Depuis les années 70, le courant de la communisation – en dépit de la diversité des points de vue qui la traversent – a pour centre l'idée selon laquelle la révolution, dans notre cycle de lutte actuel, n'est possible que sous la forme d'une abolition immédiate du prolétariat, celui-ci étant incapable de révolutionner la société en *s'affirmant* comme la classe du travail. Toute forme de société de transition qui maintiendrait certaines formes sociales de la société capitaliste jugées temporairement indispensables est condamnée à ne pas dépasser ce stade « transitoire ». Pour une introduction plus détaillée à ce sujet, voir Léon de Mattis « Qu'est-ce que la communisation? », *Sic 1*, 2011, pp.11-29.

Qu'est-ce qu'une classe?

Peut-être s'agit-il d'une banalité, mais le premier acte d'une théorie des classes, c'est précisément de définir clairement le concept de « classe ». Que ce concept soit si diversement défini et utilisé au sein des milieux qui l'emploient témoigne au contraire de la justesse d'un tel point de départ : il faut bien savoir de quoi l'on parle.

Bien que la thèse selon laquelle les classes sont d'abord des *groupes composés d'individus* ait semblé trop « sociologisante » pour une certaine frange de la tradition marxiste, elle est certainement, à notre sens, l'unique option rationnelle. Or, pour certains²⁶, il y aurait quelque chose de franchement douteux à penser les agents de la production comme « les sujets créateurs des structures » ou « les classes sociales comme sujet de l'histoire²⁷ ». Parler de classes en termes d'*individus* constituerait une preuve « d'anthropologisme », anthropologisme lui-même fondé sur une « philosophie du Sujet²⁸ ». Pour se garder de cette erreur, il faudrait alors effacer toute référence aux *individus* et ainsi aborder la discussion au plus haut niveau d'impersonnalité, soit en termes de *structures autonomes* – elles, lavées de tout soupçon. Une boutade

²⁶ Nous pensons notamment à Althusser, Balibar et au Poulantzas de *Pouvoir politique et classes sociales*.

²⁷ Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, t. I, Maspero, 1968, p. 60.

²⁸ *Ibid.*, p. 62.

du jeune Balibar est tout à fait représentative de cet esprit : « on ne fera aucune classe en additionnant des individus aussi loin qu'on aille. Ce sont des fonctions du procès d'ensemble de la production. Elles n'en sont pas le sujet, elles sont au contraire déterminées par sa forme.²⁹ » Il est clair qu'on n'obtiendra aucune classe en jouant avec des opérateurs mathématiques, des variables et des individus. Par contre, l'inverse est tout aussi vrai : sans individu, sans être humain en chair et en os, on additionnera autant de « fonctions du procès d'ensemble de la production » que cela nous chante, on n'aura rien produit – si ce n'est une somme correspondante d'abstractions. On peut aussi pousser l'expérience de pensée à sa limite et soutenir, à la manière de certains marxistes singuliers, que les classes seraient, non pas des groupes d'individus définis par leur rapport à la totalité, mais bien des pratiques de classes. Mais alors, à quoi peut bien correspondre la « classe » dans « des pratiques de classe »? Réponse : à une pratique de classe. Ainsi, par transitivité, une classe est une pratique de... pratique de classe! Ce résultat établit de manière suffisamment claire le peu de sérieux de cette définition. En outre, si les classes sont des pratiques (de classes), il faut admettre qu'il serait, rigoureusement parlant, inexact d'affirmer que par exemple, le prolétariat est la classe qui *effectue* le travail productif; il faudrait plutôt dire qu'elle *est* le travail productif lui-même. Dès

²⁹ Althusser et Balibar, *Lire le capital*, t. II, Maspero, 1968, p.171.

lors qu'on accepte le fait que les individus ne peuvent pas eux-mêmes être leurs pratiques, cette définition perd tout crédit.

Il faut insister, une classe est un groupe ou un ensemble d'individus défini par son rapport à la totalité, rapport lui-même *d'abord* déterminé par son rôle à l'intérieur des rapports de production dominants d'une formation sociale ou alors, par son exclusion. Chaque classe possède donc sa « place » au sein de la division sociale du travail et à chacune de ces places correspond un ensemble de pratiques déterminées. Et dans la mesure où cette division du travail n'est pas réductible à une division purement technique, les pratiques qui correspondent à ces places ne sauraient, elles non plus, se réduire à des pratiques strictement économiques, de même que les rapports qui les lient entre elles ne sauraient être réductibles à des rapports économiques. Au contraire, à chacune de ces places correspondent des pratiques relevant de différentes instances (économique, politique et idéologique) et qui situent ceux et celles qui les effectuent sur le terrain de la lutte des classes. C'est ainsi seulement grâce à toutes ces pratiques que les classes sont effectivement reproduites.

Mais le problème surgit de savoir *quelles* pratiques sont des pratiques *de classes* : obéir aux indications de la route est une pratique, participer à un scrutin est une

pratique, lire Francis Dupuis-Déri ou bien Amos Daragon à la plage est une pratique, taguer une banque en est une autre – correspondent-elles pour autant à des pratiques de classes? Déjà, pour qu'une pratique soit une pratique de classe, elle doit produire des effets pertinents sur la reproduction des classes et corollairement, sur la reproduction de la totalité. Et même parmi ces pratiques, certaines sont plus déterminantes que d'autres relativement à la constitution de la société en groupes déterminés (les classes). Or, la pratique la plus fondamentale, la plus indispensable pour définir rigoureusement les classes et déterminer leurs rapports, c'est celle du *travail productif*.

Pourquoi devons-nous partir du travail productif pour définir les classes ?

L'importance du concept de « travail productif » relève du fait qu'avec lui, il devient possible de distinguer l'activité spécifique par laquelle un rapport d'exploitation donné se reproduit. Une fois cette activité isolée, les classes sociales peuvent être distinguées en fonction de leur rapport à cette activité fondamentale. Pour le mode de production capitaliste, cela nous donne : la classe qui produit la plus-value – le *prolétariat* –, celle qui se l'approprie – la *classe capitaliste* – et celle qui ne constitue pas l'un des deux pôles de la contradiction principale de

ce mode de production – la *classe moyenne*. Si la question du travail productif est très loin d'épuiser tout ce qu'il y a à savoir d'un mode de production, il n'en demeure pas moins que celle-ci apparaît comme le point de départ méthodologique le plus approprié, en tant que seul son traitement permet de déterminer comment l'activité d'une classe permet à d'autres de s'en dispenser. Ce concept est certes important pour l'étude de n'importe quel mode de production, mais il l'est d'autant plus pour le mode de production capitaliste, puisqu'au sein de ce dernier, le produit spécifique du travail productif – la *plus-value* – joue un rôle décisif *en tant que tel*, en tant que catégorie purement économique, dans la contrainte à l'exploitation. Alors que l'appropriation de surtravail par le seigneur s'appuie d'abord sur l'effet dissuasif de sa supériorité militaire – au moyen de laquelle il constraint ses serfs à payer la rente et encadre leurs tentatives d'émancipation économique –, la classe capitaliste, elle, a le luxe de pouvoir se contenter de payer les prolétaires conformément au contrat de travail établi, en sachant très bien qu'illes devront, par le simple jeu des lois économiques, le renouveler le lendemain. L'extorsion de plus-value ne permet pas seulement à la classe capitaliste de s'abstenir de travailler, elle lui garantit qu'une masse d'individus reviendront offrir leur force de travail, puisque la partie effectivement payée de ce qu'ils produisent est si petite qu'elle leur permet uniquement de

se reproduire *comme force de travail*, c'est-à-dire comme des êtres totalement dépendants du capital.

Le travail productif dans le mode de production capitaliste

Un travail est *productif* parce qu'il fournit le produit spécifique par lequel le rapport de production d'exploitation dominant d'une formation sociale se reproduit, et donc, pour les formations sociales capitalistes, parce qu'il produit de la *plus-value*. Sans ce type de travail, il ne peut y avoir ni capitalistes, ni prolétaires, ni mode de production capitaliste. Ainsi, lorsqu'est employé ce concept – et *a fortiori* dans le cas de ce mode de production –, il n'est jamais question de l'utilité sociale réelle d'un travail. La réponse aux besoins humains concrets n'est pas un critère que la logique de la valeur peut traduire dans son propre langage – celui de la conservation et de la croissance du capital. Neuf fois sur dix, dans le mode de production capitaliste, est productive la production de mines antipersonnels, alors que sont improductifs les soins offerts à ses victimes : ceux-ci représentent alors une dépense nette, une pure perte du point de vue du capital. Le travail productif n'existe que là où existent les sociétés basées sur l'exploitation du travail d'autrui (les sociétés de classes), parce qu'il présuppose l'extorsion continue, structurelle, de surtravail sur laquelle seule peut reposer la

reproduction matérielle des classes non-travailleuses. Il va donc de soi qu'un travail qui ne présuppose pas de séparation entre la travailleuse ou le travailleur, les moyens de production et son produit ne peut être productif : pour être productif, un travail doit nécessairement impliquer la participation d'au moins deux agents (l'un travaillant et l'autre s'appropriant une partie de son produit gratuitement). C'est pourquoi, par définition, le travail indépendant ne peut jamais être productif, puisqu'il n'existe pas de séparation entre celui ou celle produisant pour son compte et le fruit de son activité; l'intervention parasitaire d'un tiers y faisant défaut. Conséquemment, seul un travail exploité peut aspirer à la bénédiction d'être productif.

Dans le mode de production capitaliste, le travail productif est toujours commandé par du capital – par une masse de valeur dont la seule raison d'être est de s'accumuler. Une partie de ce dernier est déboursée en salaire pour l'achat de la force de travail destinée à être consommée productivement. Cette partie du capital est dite variable puisqu'elle seule – toutes choses demeurant égales par ailleurs – produit de la valeur. En échange du capital variable, le travail productif non seulement reproduit la valeur du capital variable, mais produit en outre de la plus-value pour la classe capitaliste. Pour que la production capitaliste soit reproduite sur une base élargie, au moins une partie de cette valeur nouvelle

obtenue gratuitement par le ou la capitaliste doit être réinvestie à l'intérieur du procès de production. Bien entendu, le lien intime qui existe entre travail productif et capital doit être ici examiné dans la perspective du capital total. Ce qui importe avant tout pour le capital, c'est de générer du profit et cet objectif ne peut pas être atteint sans la production de plus-value, mais il n'exclut pas la possibilité pour un capital individuel de s'*approprier* de la plus-value plutôt que d'en produire³⁰. Un capital individuel peut très bien exploiter une force de travail improductive, mais le travail productif est la seule source absolue du profit. Le travail productif est en somme la seule activité qui *produise du capital*.

Comme on l'a montré, pour déterminer si un travail est productif, on ne peut pas se placer uniquement du point de vue de la personne qui travaille : il faut toujours prendre en compte les rapports au sein desquels s'inscrit son activité concrète. Le caractère productif d'un travail ne l'est jamais *pour* la personne qui l'effectue, mais

³⁰ Marx, *op. cit.*, livre 3, t. I, 1969, p. 303. Bien au contraire, comme nous le verrons plus bas, c'est essentiellement sur ce mode que le capital commercial parvient à s'accaparer une part de la plus-value produite au sein de la sphère de la production : « Ce n'est que par sa fonction consistant à réaliser les valeurs que le capital marchand intervient comme capital dans le procès de reproduction, et par là, en tant que capital en fonction, il puise dans la plus-value produite par l'ensemble du capital. La masse de son profit dépend, pour le commerçant individuel, de la masse du capital qu'il lui est possible d'utiliser dans ce procès; il pourra en employer d'autant plus dans l'achat et la vente que le travail non payé de ses commis sera plus important. »

toujours *pour* la structure sociale qui, à travers l'extorsion de surtravail, est reproduite; c'est toujours du point de vue de cette dernière qu'il se révèle productif. C'est pourquoi, dans le mode de production capitaliste, seul peut être productif un travail effectué par un·e *salarié·e* et inversement, tout travail non salarié est nécessairement improductif, en tant qu'il exclut la possibilité que soit extraite de la plus-value. Supposons une personne qui produit des biens ou des services de manière indépendante et qui les vend directement sur le marché. Par la vente de ses productions, elle transforme directement en *revenu* la valeur du travail qu'elle y a cristallisée. De ce revenu, une partie sera destinée à l'achat de moyens de consommation et l'autre sera destinée à reproduire ses moyens de travail, et ce, d'une telle façon qu'elle puisse reproduire les éléments qui lui serviront à produire de nouveau. On voit donc par là qu'en dernière instance, tout argent fonctionnant comme revenu a pour fonction de s'approprier des valeurs d'usage; le revenu n'a en vue que l'aspect concret, matériel des marchandises. Autre conséquence du fait qu'elle produit de manière indépendante, peu importe la somme de bénéfice que cette personne réalise sur ses coûts de production, elle reste totalement improductive, *puisque* *elle n'a permis à personne de se dispenser de travailler*. Si elle parvenait à réaliser un profit quelconque, celui-ci ne serait obtenu que par l'utilisation plus rationnelle de son temps et de son énergie, par l'augmentation de l'intensité et du

rythme de son travail, par une habileté inhabituelle ou encore, par pure escroquerie. En ce sens, il ne peut s'agir de profit au sens propre, puisqu'elle n'aura rien acquis qui n'ait été le fruit de son propre travail. Mais il en va tout autrement du producteur ou de la productrice ayant amassé un montant d'argent suffisant pour lui permettre d'acheter à autrui l'usage de sa force de travail et ainsi, de se dispenser de travailler. Disposant au départ d'une certaine somme en main, une telle personne peut obtenir, sans l'once d'une dépense d'énergie, une somme supérieure, une fois vendues les marchandises produites par ses salarié-e-s. Dans ce cas, de productrice qu'elle était, celle-ci devient porteuse du mouvement d'autovalorisation du capital, puisque son argent, en n'étant plus simplement utilisé en vue d'obtenir des valeurs d'usage, acquiert comme fonction principale de se multiplier et devient, par le fait même, *capital*.

La force de travail est la seule marchandise qui, rigoureusement parlant, ne peut être échangée contre du revenu. Ce que l'on peut échanger contre du revenu – outre des biens –, ce sont des services (nettoyage, restauration, soins, etc.), mais, précisément, c'est le *service tout entier* qui est acheté et non pas la force de travail de la personne qui effectue le service. Dans l'achat d'un service, l'activité et le produit de l'activité forment une unité indissociable que l'on doit payer dans son entièreté, alors que dans l'achat de la force de travail, si le produit de

l'activité est bel et bien approprié par celui ou celle qui l'achète comme pour un service, il n'est en retour jamais payé. En effet, si un individu, ne sachant quoi faire de son argent, achète l'usage de la force de travail d'un autre individu, mais qu'il restitue à ce dernier l'entièreté de la valeur qu'il a produite, alors il n'a pas acheté sa force de travail : il a acheté son service. L'argent qu'il a dépensé pour cela n'a donc pu fonctionner comme capital, puisqu'il ne lui a pas permis d'accumuler; il a échangé un service contre du revenu. Il faut de plus qu'existe la possibilité matérielle que la valeur du travail réalisé en une journée excède la quantité de valeur nécessaire à la simple reproduction de la valeur de la force de travail de son salarié; sans quoi, il ne peut exister de différence entre la valeur totale créée et celle correspondant à la reproduction de la force de travail (comme c'est le cas lorsqu'est acheté un service). Lorsque cette possibilité est réalisée – par l'atteinte d'un certain niveau de développement des forces productives –, du travail peut être alors échangé contre du capital, c'est-à-dire contre de l'argent destiné à l'accumulation. En effet, à partir de ce point, achetée contre du capital, la journée de travail des salarié·e·s se décompose, quant à sa durée, en travail nécessaire et en surtravail ou encore, en travail payé et non payé.

Mais cela n'est que la condition du travail productif : si tout travail productif est du travail salarié exploité, tout travail salarié exploité n'est pas productif – comme la

digression sur le capital commercial le montrera. Pour qu'il soit productif, un travail doit nécessairement participer à la production de marchandises, il doit être créateur de valeur. C'est uniquement là où, au sens strict, du travail est acheté contre du capital variable, puisque lui seul permet au capital avancé de se gonfler, de subir une variation positive, d'être incrémenté d'une valeur nouvelle contre laquelle aucun équivalent n'a été fourni : la *plus-value*. Le travail productif, pour la personne qui l'effectue, reproduit *avant tout* sa séparation des moyens de production, son dénuement, sa détermination comme simple facteur subjectif de la production, contrainte à se mettre de nouveau en relation avec ses facteurs objectifs (le capital constant). Mais le temps de travail qu'on vole aux agents productifs, objectivé sous forme de plus-value, constitue le fond même grâce auquel est assurée la reproduction matérielle de ceux et celles dont la fonction générale est de pérenniser leur exploitation.

Deux définitions du travail productif chez Marx

Une confusion importante subsiste encore aujourd'hui au sein de la théorie marxiste autour de la définition du travail productif, confusion qui trouve sa source chez Marx lui-même. Dans ses *Théories sur la plus-value*, celui-ci définit explicitement le travail productif comme « le travail salarié qui, en échange de la partie

variable du capital (de la partie du capital déboursée en salaire), non seulement reproduit cette partie du capital (ou la valeur de sa propre puissance de travail), *mais produit en outre de la plus-value pour le capitaliste*.³¹ » L'élément déterminant dans le caractère productif d'un travail, c'est conséquemment le fait qu'il produit de la plus-value, c'est-à-dire qu'il fournit un surcroît du travail contre lequel il ne reçoit aucun équivalent. Un peu plus loin, insistant sur la nature de la distinction entre travail productif et travail improductif, il ajoute :

Ces définitions n'ont donc pas pour origine la détermination *matérielle* du travail (ni la nature de son produit ni la détermination du travail comme travail concret) mais une forme sociale déterminée, les rapports sociaux de production dans lesquels le travail s'accomplit réellement. Un comédien par exemple, un clown même, est par conséquent un travailleur productif, du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste (de l'entrepreneur), à qui il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire, tandis qu'un tailleur qui se rend au domicile du capitaliste

³¹ Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, p. 161. Dans ce chapitre, Marx distingue le travail productif « au sens du mode de production capitaliste » du travail productif « au sens absolu ». Ce dernier correspond à un travail qui reproduit le fond sur lequel la travailleuse ou le travailleur a été payé-e (travail strictement reproductif), alors que le premier correspond au travail productif de plus-value (productif de valeur nouvelle). Dans la mesure où un tel concept de travail productif au sens absolu n'a eu aucune suite ni dans l'œuvre de Marx, ni dans la littérature subséquente, nous nous permettons de le négliger.

pour lui raccommoder ses chausses, ne lui fournit qu'une valeur d'usage et ne demeure qu'un travailleur improductif.³²

Entre l'exemple du clown et du tailleur, ce n'est donc pas la nature du produit de leur travail qui diffère (tous deux produisent une marchandise qui prend la forme d'un service), mais bien plutôt, le *rapport* que leur produit entretient *avec la structure sociale elle-même*. L'un crée de la plus-value et permet aux rapports sociaux capitalistes de se perpétuer, l'autre n'en crée point; l'un se voit spolier une partie de son produit – et rend par là possible l'entretien des flics et des *boss* –, l'autre se voit restituer l'entièreté de son travail. Il en ressort de manière parfaitement claire qu'il est impossible de reproduire qui que ce soit d'autre par son travail (d'effectuer un travail productif) si celui-ci n'est pas exploité.

Or, ce concept est, à certains moments, utilisé par Marx d'une manière nettement différente et on ne peut que constater que cette utilisation entre en conflit avec sa définition précédente. Ainsi, dans *Un chapitre inédit du capital*, le travail productif s'émancipe complètement de ce critère d'ordre social (critère de l'exploitation) : « Seul est productif l'ouvrier dont le procès de travail correspond au *procès productif de consommation* de la force de travail – du porteur de ce travail – par le capital ou le

³² *Ibid.*, p. 167.

capitaliste.³³ » Et comment détermine-t-on si un travail correspond « au procès productif de consommation de la force de travail »? Par sa participation à la « machine productive totale », c'est-à-dire « au procès immédiat de création des marchandises *ou, mieux, des produits*³⁴ ». Clairement, le caractère productif du « procès productif » et de la « machine productive » n'a dans ce cas plus rien à voir avec le travail productif dont il était question plus tôt, puisque sa participation à un procès de production de *marchandises* suffit désormais à déterminer soit un travail, un procès ou un agent comme « productif ». L'équivocité d'un tel mot produit ici ses dégâts : grâce à elle, on a pu effacer la dimension essentielle, définitoire du travail productif (par laquelle le rapport social capitaliste est reproduit : il produit de la plus-value) pour ne conserver que sa dimension la plus superficielle (il doit passer par la production de marchandises). C'est ce glissement sémantique qui autorise Marx dans ce même passage à présenter indistinctement surveillant-e, directeur·rice, technicien·ne, ouvrier·ère manuel·le et simple auxiliaire comme des « ouvriers *productifs* directement exploités par le capital et *soumis* à son procès de production et de

³³ Marx, *Un chapitre inédit du capital*, UGE, 1971, p. 226. Cf. aussi *Théories sur la plus-value.*, t. I, p. 166. « Parmi ces ouvriers productifs il faut compter naturellement tous ceux qui collaborent *d'une manière ou d'une autre* à la production de la marchandise, depuis le travailleur manuel jusqu'au *manager, engineer* (pour autant qu'ils sont distincts du capitaliste). »

³⁴ *Ibid.*

valorisation³⁵ » mais aussi, la classe capitaliste comme « la *classe productive* par excellence » – dans la mesure où, « [comme] dirigeant du procès de travail, le capitaliste peut effectuer du *travail productif*, en ce sens que son travail étant intégré au procès de travail total, s'incarne dans le produit.³⁶ »

Marx présente cette idée comme le résultat de la transition de la subsomption formelle à la subsomption réelle du capital; pourtant rien dans une telle transition ne permet de modifier le caractère exploité ou non d'un travail : ou bien une personne travaille une partie de sa journée gratuitement, ou bien elle ne le fait pas. Mais c'est justement d'autre chose dont parle Marx, puisque les agents qu'il énumère ont uniquement en commun de « participer » au procès de production et par là, de « participer » au procès de valorisation du capital³⁷. Seulement, le fait est qu'on ne peut absolument pas déduire de la participation d'un agent à un procès de

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*, p. 240.

³⁷ *Ibid.*, « Si l'on considère le travailleur *collectif* qui forme l'atelier, son *activité* combinée s'exprime matériellement et directement dans un *produit global*, c'est-à-dire une *masse totale de marchandises*. Dès lors, il est parfaitement indifférent de déterminer si la fonction du travailleur individuel – simple maillon du travailleur collectif – consiste plus ou moins en travail manuel simple. L'activité de cette force de travail globale est directement consommée de manière productive par le capital: elle produit donc immédiatement de la plus-value ou mieux, comme nous le verrons par la suite, *elle se transforme directement elle-même en capital.* »

production de marchandises qu'il valorise *effectivement* le capital ou qu'il produise de la plus-value, puisque pour ce faire, il faut nécessairement être exploité·e. Tant qu'on ne sait pas si un agent reçoit un équivalent moindre que ce qu'il a produit, et donc qu'il enrichit celui ou celle qui l'a employé, on ne peut trancher sur le caractère productif de son travail. Du reste, comme nous le verrons plus loin, il est impossible d'avoir pour fonction principale de représenter le capital au sein du procès de production (d'effectuer une fonction que la classe capitaliste a historiquement déléguée à d'autres agents) et d'être membre du prolétariat – de la même manière qu'il reste impossible, pour l'effectuation d'une même activité, d'être à la fois exploitateur·euse et exploité·e : le caractère d'une tâche n'est jamais transformé par sa délégation. C'est bien pourquoi ces deux acceptations distinctes du concept de travail productif ne peuvent coexister paisiblement, car l'une englobe toute activité qui concourt à produire des marchandises, tandis que l'autre réfère *exclusivement* à l'activité des salarié·e·s directement exploité·e·s par le capital – exploitation sur laquelle repose tout le mouvement contradictoire du capital. Ce flottement conceptuel doit donc être identifié et dûment critiqué, puisqu'il aplatis le concept de travail productif en confondant ce type particulier de travail avec celui qui s'exerce au sein de la sphère productive (par opposition à celle de la circulation ou celle de la reproduction) et, enfin, puisqu'il supprime toute distinction entre le fait de

valoriser le capital et celui d'être employé·e par un·e capitaliste.

Le travail improductif dans la société capitaliste

Le travail improductif se définit toujours négativement par rapport au travail productif : dans le mode de production capitaliste, le travail improductif est le travail qui ne produit pas de plus-value. Pour le capital, ce travail n'est jamais nécessaire et toujours de trop. Beaucoup d'activités improductives sont nécessaires pour le maintien et la reproduction de la vie sociale capitaliste dans son ensemble, mais elles échappent, par définition, aux limites étroites de la reproduction du *capital*. Nous avons abordé plus tôt l'importance de distinguer la reproduction du capital en tant que tel et la reproduction des conditions de possibilité du procès de production capitaliste. Une foule d'activités, dans un contexte historique donné, permettent la production de plus-value et stimulent son expansion sans y prendre part directement. Ces activités sont contingentes pour le capital; elles ne sont jamais nécessaires *a priori*. Dit autrement, les tâches concrètes réalisées par le travail improductif peuvent être indispensables, mais il n'est jamais requis qu'elles soient réalisées par du travail humain. Du point de vue du capital, ce n'est pas en soi un problème que toutes les tâches improductives soient

assumées par des machines. Ceci étant dit, tout travail improductif n'entre pas en relation avec le capital de la même manière, c'est pourquoi, pour le mode de production, il s'avère utile de découper le travail improductif en deux types d'activités : celles qui produisent des marchandises et celles qui n'en produisent pas.

Pour qu'un travail soit productif dans un contexte capitaliste, deux conditions doivent être réunies : il doit y avoir production de marchandise et cette production doit avoir lieu au sein de rapports de production déterminés. En l'absence de tels rapports de production, tout travail, même s'il produit des marchandises, est condamné à rester improductif – c'est le cas notamment de la production indépendante. On l'a vu, la personne qui produit individuellement peut intensifier son propre travail en vue de faire fructifier ses revenus, mais il ne peut s'agir de travail productif. Elle peut investir ses profits dans de meilleurs outils et de meilleures matières premières, mais il ne peut s'agir d'un investissement de capital. Pas de travail productif sans le face-à-face de deux agents : l'un qui vend sa force de travail et l'autre qui l'achète en vue de sa consommation productive, en vue d'extorquer de la plus-value. Cela dit, puisqu'il produit une marchandise, ce type de travail improductif demeure une source de plus-value en puissance; le capital tend pour cette raison à l'intégrer graduellement au sein de son

propre procès de production. Plus le mode de production capitaliste s'étend et se développe, moins il devient possible pour une personne qui produit individuellement de rivaliser seule avec le niveau de productivité sociale du travail atteint au sein des entreprises productives capitalistes – en tant qu'elles bénéficient de tous les avantages du travail coopératif à grande échelle, de moyens de production sans cesse plus sophistiqués, de prix avantageux par l'achat et la production en gros ainsi que d'une capacité incomparablement plus grande à agir sur la demande. En outre, plus une industrie particulière mise sur le développement de ses forces productives – plus donc augmente la composition organique de son capital –, plus s'accélère la concentration de ses capitaux. C'est pourquoi le développement historique de la production capitaliste coïncide avec l'expropriation de la grande masse des travailleur·euse·s issu·e·s des modes de production antérieurs.

Si un travail ne produit pas de marchandise, il est *de facto* improductif. Lorsqu'un tel travail est employé pour permettre la reproduction du procès de production, Marx désigne la dépense qu'il engendre comme « faux frais ». Par faux frais, on entend tout frais dont la valeur n'est pas effectivement transférée aux marchandises, c'est-à-dire qui représente une perte nette pour celui ou celle qui l'a déboursé. Il est contingent qu'il soit apparu nécessaire à son ou sa propriétaire de le verser pour la reprise de la

production ou qu'il l'ait même réellement été : la valeur d'une marchandise, déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production, est une moyenne sociale qui, implacablement, s'impose aux capitalistes contre leur volonté. Les faux frais de circulation, par exemple, sont investis en vue de *réaliser* la valeur des marchandises produites, mais n'ajoutent aucune valeur supplémentaire à celles-ci. La circulation, au sens strict, assure exclusivement les transformations formelles du capital; comptabilité, achat, vente, etc. Du point de vue du capital total, le travail improductif salarié représente lui aussi un faux frais, parce qu'il s'échange toujours contre une part de la plus-value socialement disponible (et qui tire son origine du procès de production); *il n'est jamais nécessaire et toujours de trop*. Conséquemment, contrairement aux tâches du travail productif, les tâches du travail improductif peuvent être intégralement prises en charge par des machines sans que n'émerge aucune contradiction pour le cadre strict de la reproduction du capital. Et par opposition à l'argent déboursé en échange de l'usage de la force de travail que le capital consommera productivement, celui déboursé pour l'emploi de travailleur·euse·s improductif·ive·s représente une perte nette pour le capital total, agissant comme limite négative de la valorisation du capital. C'est pourquoi tout doit être mis en œuvre pour minimiser les faux frais en lesquels consiste le travail improductif : l'accroissement de l'exploitation des travailleur·euse·s improductif·ive·s,

parce qu'il diminue la part des recettes que le capital total doit débourser en faux frais, représente un moyen commode d'y parvenir. Toutefois – contingences historiques obligent –, une certaine dépense de faux frais apparaît toujours indispensable, mais elle ne l'est jamais *a priori*.

Conclusions pour la définition du prolétariat

La distinction entre travail productif et improductif peut sembler scolaire et abstraite face au concept d'exploitation ainsi qu'à la dure réalité qu'il décrit. Pourtant, c'est précisément en tant qu'elle permet de rendre compte du rapport « privilégié » (privilege pour le moins ironique!) qu'un groupe exploité entretient avec la reproduction de la totalité sociale que nous jugeons fondamental de la prendre au sérieux. Pour le capital, le travail productif de plus-value est la seule activité strictement nécessaire. Le travail productif définit donc celui ou celle qui l'effectue non seulement comme sujet subversif, mais encore comme sujet dont la subversion de son activité s'attaque à la racine même du mode de production capitaliste. La reproduction des conditions de possibilité du capital – catégorie du travail improductif – est une activité dont l'interruption a le potentiel de mettre en péril l'existence même du capital, mais toujours indirectement, toujours à travers les répercussions que

peut encaisser le procès de production. La question ici n'est pas de déterminer quel travail est essentiel pour maintenir la vie, mais plutôt quel travail est *directement* lié au maintien du capital. C'est précisément parce que ces deux questions sont irréductibles l'une à l'autre qu'il importe de répondre rigoureusement à la deuxième. Dire que la classe du travail productif est le sujet central de la lutte révolutionnaire, que le prolétariat est cette classe, ce n'est pas l'exalter : c'est comprendre que l'abolition du mode de production capitaliste coïncide avec l'abolition du travail qui produit le capital. Le prolétariat ne peut mener seul la lutte révolutionnaire. Mais toute lutte, pour être révolutionnaire, doit s'articuler autour de l'abolition du prolétariat.

Procès de circulation et travail productif

À ce point de l'exposé, nous avons présenté clairement la détermination principale constituant le prolétariat comme classe du mode de production capitaliste : la production directe de capital par le travail producteur de plus-value. Or, le procès de production immédiat du capital, dans lequel celui-ci est valorisé par le travail productif, n'est qu'un moment parmi d'autres de la reproduction globale du capital, puisque celle-ci englobe également le procès de circulation. Qui plus est, ces deux périodes – celle de la circulation et celle de la

production du capital – s'excluent mutuellement : tant et aussi longtemps que *circule* le capital, il ne fonctionne pas comme capital productif, c'est-à-dire que sa valeur ne s'accroît pas d'un sou³⁸. Lorsqu'il circule, le capital ne fonctionne pas à proprement parler comme capital – comme valeur s'autovalorisant – et c'est précisément pourquoi tous les efforts imaginables et possibles sont faits pour réduire le temps où il circule. À partir de là peut être légitimement soulevé le problème suivant : considérant la définition du prolétariat qui est la nôtre, qu'adviert-il de la détermination de classe des personnes employées par le capital commercial travaillant dans la sphère de la circulation? Si à l'époque où est rédigé *Le Capital*, il existe déjà des salarié·e·s travaillant exclusivement dans la sphère de la circulation³⁹, le problème est aujourd'hui d'une actualité brûlante lorsqu'on considère que des géants comme *Walmart* ou *Amazon* – entreprises employant une masse énorme de salarié·e·s faiblement rémunéré·e·s – ont pour fonction principale de convertir le capital de la forme marchandise à la forme argent.

Tout d'abord, distinguons précisément ce qui appartient à la sphère de la production et ce qui appartient à celle de la circulation. La sphère de la production dans laquelle il y a mise en valeur du capital,

³⁸ Marx, *op. cit.*, livre 2, t. I, Éd. Sociales, 1960, p. 115.

³⁹ Nous référerons plus loin au développement du livre 3 à ce sujet.

donc travail productif, inclut tout travail de transformation nécessaire pour que la marchandise se trouve en bonne et due forme sur le marché. La sphère de la circulation consiste strictement à la conversion de la marchandise en argent – c'est-à-dire à la réalisation de la plus-value – et, inversement, à la conversion de l'argent en marchandise afin de réamorcer le procès de production. Déjà, nous pouvons régler une part importante du problème en indiquant qu'il y a du travail productif réalisé dans bon nombre d'entreprises effectuant les tâches propres au procès de circulation. Cela devient possible lorsqu'on écarte la confusion qui consiste à prendre le concept de circulation dans un sens matériel, en associant tout déplacement des marchandises dans l'espace comme un acte propre au procès de circulation.

La circulation a lieu dans l'espace et dans le temps. D'un point de vue économique, la condition spatiale, l'apport du produit sur le marché, fait partie du procès de production lui-même. Le produit n'est réellement terminé que lorsqu'il est sur le marché. Le mouvement par lequel il y parvient fait encore partie intégrante de ses coûts de fabrication. [...] Plus précisément, on pourrait considérer ce moment spatial – l'apport du produit sur le marché, condition nécessaire à sa circulation, sauf dans le cas où le lieu de production est lui-même un marché – comme transformation du

produit en marchandise. *Marchandise*, il l'est seulement sur le marché.⁴⁰

Ce point nous force à réitérer un élément de la définition du prolétariat que nous ne saurions répéter suffisamment : *le prolétariat ne se réduit pas à « la classe ouvrière »*. Le travail productif s'étend bien au-delà des portes de l'usine, et ce, pour la simple et bonne raison qu'est productif tout travail exploité s'objectivant dans une marchandise – de l'extraction des ressources naturelles à l'étalage au supermarché. Rappelons-le, ce qui permet de déterminer si un travail est productif ou improductif, ce n'est jamais « la détermination *matérielle* du travail (ni la nature de son produit ni la détermination du travail comme travail concret) mais une forme sociale déterminée, les rapports sociaux de production dans lesquels le travail s'accomplit réellement⁴¹ ». Et pour le cas étudié ici, il faut considérer que les salarié·e·s employé·e·s par du capital commercial qui effectuent des tâches comme le transport des marchandises, l'emballage, l'étalage, etc., effectuent un travail productif et, ainsi, appartiennent au prolétariat. Rigoureusement parlant, il est nécessaire d'ajouter que, par le fait même, ces entreprises commerciales qui poursuivent le travail productif sur leur terrain propre doivent être considérées comme une combinaison de capital commercial et de capital productif.

⁴⁰ Marx, *Grundrisse*, Éd. Sociales, 2011, pp. 494-495.

⁴¹ Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, p. 167.

Le caractère productif de tels travaux (transport, emballage, étalage, etc.) peut être déduit des contraintes matérielles qu'impose une société dont les membres doivent produire pour le marché. Que l'écrasante majorité de la population soit coupée d'un accès direct aux moyens de subsistance et qu'elle doive, pour y avoir accès, vendre sa force de travail ou produire à son compte une certaine masse de marchandises, fait que, pour elle, seules les marchandises facilement accessibles sont effectivement achetables. Se procurer les marchandises directement là où elles sont produites – le riz chez l'agricultrice, la bière à la brasserie et la table à l'usine – est une impossibilité pratique pour toute personne dont l'existence est structurée par les impératifs du marché. En effet, pour être consommés, ces produits doivent nécessairement être transportés, entreposés et étalés près des grands lieux de consommation. Même si, matériellement, ce même riz, cette même bière et cette même table sont achetés au marché, c'est malgré tout un fait qu'une fois arrivées sur celui-ci, *ce ne sont plus les mêmes marchandises* puisque le travail consistant à les transporter, à les ordonner et les étaler leur ajoute de la valeur. Toutes ces tâches sont donc productives parce que sans elles, ces marchandises ne seraient pas accessibles comme *telles* aux particuliers, c'est-à-dire comme produits achetables individuellement à quelques pas (ou plus) de la maison. La même logique s'applique aux entreprises

capitalistes : les marchandises qui sont achetées comme éléments de leur capital constant auront une valeur plus ou moins grande selon qu'elles sont directement livrées à leur porte ou qu'elles doivent être collectées et transportées à leurs frais, même si dans ces deux cas, elles sont matériellement identiques. Par contraste, la distribution à domicile de dépliants publicitaires, la conception d'une pub pour l'épicerie bio du coin ou l'organisation d'une dégustation de Bordelais à la SAQ sont des tâches improductives qui ne modifient ni la valeur d'usage ni la valeur d'échange des marchandises, puisque la vente constitue l'objet exclusif de ces tâches. Leur absence ne rend pas moins accessibles les marchandises – ces tâches ayant uniquement pour but d'augmenter la masse de marchandises vendues et la vitesse à laquelle cette vente s'effectue. Ainsi, ce travail, parce qu'il n'ajoute aucune once de valeur aux marchandises, appartient en propre au procès de circulation.

Revenons maintenant aux géants du commerce comme *Amazon* et *Walmart*. Une part de leurs profits vient, comme tout capital commercial, du fait qu'ils achètent au capital productif les marchandises *en deçà de leurs valeurs*, parce qu'ils dispensent le capital productif des tâches propres à la circulation⁴² – ce qui permet à ce

⁴² Marx, *op. cit.*, livre 3, t. I, p. 303. « Tout comme le capital industriel fait du profit en vendant le travail contenu et réalisé dans les marchandises, travail dont

dernier de convertir plus rapidement ses marchandises en argent et, ainsi, de diminuer le temps de rotation de son capital. Dit autrement, le capital productif verse au capital commercial une part de la plus-value qu'il a lui-même extorquée à *ses prolétaires*, parce que le capital commercial lui permet de réinvestir plus rapidement pour reproduire et élargir sa production. Toutefois, là n'est pas l'unique source de profit de ces entreprises, il faut également considérer la plus-value créée au sein même de celles-ci. Avec le développement du mode de production capitaliste s'est non seulement accrue la masse de marchandises devant être vendues sur le marché, mais également la quantité de tâches productives effectuées hors des lieux de production proprement dits et prises en charge par la fraction commerciale du capital global. Afin de fluidifier le procès de reproduction d'ensemble du capital, plusieurs tâches productives de « finalisation » des marchandises se trouvent assumées par des entreprises qui s'occupent également de la vente elle-même; c'est notamment le cas de *Amazon* qui, en plus d'être une plateforme de vente, dédie une importante part de ses

il n'a pas payé l'équivalent, le capital marchand réalise du profit parce qu'il ne paie pas l'intégral au capital productif le travail non payé contenu dans la marchandise; par contre, la fraction de ce travail qu'il n'a pas payée et qui est encore incluse dans les marchandises, il se la fait payer, lui, en les vendant. Le rapport du capital marchand à la plus-value est autre que celui du capital industriel. Celui-ci produit de la plus-value en s'appropriant directement du travail d'autrui non payé; celui-là s'approprie une fraction de cette plus-value en se la faisant transférer par le capital industriel. »

activités à la distribution des marchandises du lieu de production au lieu de consommation. Plus encore, la nécessité interne au mode de production capitaliste d'augmenter la quantité de marchandises produites le force à étendre la présence des marchandises dans nos vies, et ce, notamment en réduisant l'espace entre le lieu de travail, le lieu de vente et le lieu de consommation. Par exemple, lorsqu'il ne suffit plus de simplement vendre des aliments (même sous la forme dégénérée du petit-plat congelé), le capital offre une nouvelle marchandise : cette fois, nul besoin de sortir de chez soi, il vient nous enfoncer lui-même la bouillie dans le fond de la gorge, gracieuseté des *Uber Eats*, *Doordash* et cie. Dans cet exemple-ci, il est clair que le transport du produit fait partie de la marchandise elle-même, que la livraison est un travail productif. Suivant ce raisonnement, ajoutons que le transport de marchandises, le service en restauration, l'emballage, l'étalage et toutes autres tâches de ce genre ajoutent de la valeur aux marchandises – et dans la mesure où leur rémunération ne couvre que le fonds destiné à la reproduction de la force de travail – constituent un travail productif et, ainsi, placent les personnes qui l'effectuent au sein du prolétariat.

Reste maintenant à aborder la question des salarié·e·s employé·e·s par le capital commercial qui n'effectuent aucun travail productif – nous pensons notamment aux caissier·ère·s dont le travail consiste précisément à

convertir les marchandises en argent. S'illes ne sont pas exploité·e·s au sens spécifiquement capitaliste – à savoir par extorsion de plus-value – il est possible d'expliquer comment leur travail permet au capital commercial de toucher une part de la plus-value :

Ce n'est que par sa fonction à réaliser les valeurs que le capital marchand intervient comme capital dans le procès de reproduction et, par là, en tant que capital en fonction, il puise dans la plus-value produite par l'ensemble du capital. La masse de son profit dépend, pour le commerçant individuel, de la masse de capital qu'il lui est possible d'utiliser dans ce procès; il pourra en employer d'autant plus dans l'achat et la vente que le travail non payé de ses commis sera important. Le capitaliste commercial fait accomplir en grande partie par ses employés la fonction même grâce à laquelle son argent est du capital. Bien que le travail non payé de ses commis ne crée pas de plus-value, il lui procure cependant l'appropriation de plus-value, ce qui, pour ce capital, aboutit au même résultat; ce travail non payé est donc source de profit. Sinon, l'entreprise commerciale ne pourrait jamais être pratiquée à grande échelle, ni de façon capitaliste. Tout comme le travail non payé de l'ouvrier crée directement de la plus-value, pour le capital productif, le travail non payé du salarié commercial procure au capital marchand une participation à cette plus-value.⁴³

⁴³ *Ibid.*

En ce sens, ces employé·e·s improductif·ive·s effectuent également un travail non payé. Si nous insistons pour affirmer que, malgré cela, ces personnes ne font pas partie du prolétariat, c'est parce qu'elles ne sont pas en contradiction avec le capital *de la même manière que l'est le prolétariat*. Tel qu'expliqué précédemment, la contradiction prolétariat/capital réside dans le fait que le capital a besoin, d'un côté, de créer du travail nécessaire pour extraire du surtravail, alors qu'il doit, de l'autre, réduire et abolir le travail nécessaire pour augmenter le surtravail; augmentation impérative pour chaque capitaliste, car sans elle, il ne pourrait rester concurrentiel et serait destiné à une banqueroute certaine. Pour le cas qui nous intéresse ici, ces employé·e·s permettent aux capitalistes commerciaux de toucher une part de la plus-value produite, mais leur travail, en tant qu'il ne produit pas de plus-value, *n'est pas nécessaire pour le capital global*. Autrement dit, ces capitalistes particuliers pourraient automatiser leurs commerces, remplacer le travail improductif en augmentant leur capital constant (par exemple par des caisses automatisées) et cela ne les empêcherait pas de toucher une part de la plus-value globalement produite. En facilitant la circulation, cette automatisation pourrait être intégrée par le capital productif afin qu'il s'occupe lui-même de la vente de ses marchandises. Ultimement, le capital commercial pourrait être éradiqué en tant que fraction particulière du capital global, mais si cela constitue une menace pour le

capital commercial pris isolément, la totalité capitaliste ne se voit pas pour autant inquiétée. Inversement, le capital productif – bien que loin d'être étranger à l'automatisation – ne pourrait jamais complètement évincer le travail vivant sans que cela conduise ultimement à l'anéantissement de son profit.

Si les arguments qui précèdent sont pertinents et essentiels pour l'analyse de la société capitaliste, ce n'est pas parce qu'il y aurait une quelconque vertu dans le fait d'être prolétaire qui demanderait d'assurer la « pureté » des luttes prolétariennes en enlevant toute légitimité aux revendications portées par des agents n'effectuant pas de travail productif. Ils sont utiles, parce que la question des classes ne peut se résoudre sur le mode de l'évidence, parce qu'il faut rompre avec l'idée selon laquelle le prolétariat s'identifie aux personnes travaillant à l'usine ou à celles habitant les quartiers populaires. La totalité ne peut se diviser grossièrement en deux grands camps, puisqu'au contraire, le rapport à celle-ci diffère selon l'activité spécifique de tel ou tel agent du mode de production, et ce, même si le salariat est leur situation commune. Il est donc nécessaire de se doter de critères permettant de distinguer rigoureusement ce qui a trait directement à l'exploitation spécifiquement capitaliste et ce qui fait figure de conditions de reproduction du procès d'exploitation. Identifier le produit spécifique par lequel le mode de production capitaliste se reproduit, c'est avant

tout préciser la cible permettant d'abattre tous les rapports sociaux qui infectent ce bas monde.

Appartenance de classe et travail de subordination

Rappelons que jusqu'ici, nous avons pu établir qu'est membre du prolétariat toute personne dont le travail est productif, c'est-à-dire qui valorise directement du capital. Face à cette classe, se dresse celle qui personnifie le capital, qui en est le support conscient, à savoir la classe capitaliste. Nous avons vu qu'il existe en outre des formes de travail salarié qui ne valorisent pas une once de capital, bien qu'elles puissent jouer un rôle éminent dans la reproduction de la société capitaliste : ce travail a été qualifié d'improductif. Déjà, ce simple constat nous permet d'indiquer la présence d'une troisième classe, d'un troisième acteur de la lutte des classes qui, comme terme intermédiaire entre le prolétariat et la classe capitaliste, possède un rapport à la totalité irréductible à celui de ces deux dernières : la classe moyenne. Or, comme nous le verrons plus loin, le titre que possède cette classe est hautement piégé⁴⁴, c'est pourquoi il sera nécessaire de s'y

⁴⁴ On peut en rendre au moins partiellement compte grâce au fait que, depuis la disparition de l'identité ouvrière, le monde sénile de la politique s'est massivement approprié ce concept. Sans surprise, ce n'est pas tant la volonté de poursuivre le travail du vieil Aristote, premier théoricien de la classe moyenne, qui explique que politicien·ne·s et journalistes s'approprient celui-ci que le fait que, du point de vue de la stratégie électorale ou de la vente de journaux, il est

attarder plus longuement – ce sera précisément l'objet de la quatrième section de la revue. Pour l'instant, nous nous contenterons d'identifier certains types de travail qui, malgré leur participation à la machine productive globale, suffisent à exclure du prolétariat les agents qui les effectuent.

Contrairement à ce que Marx et certains marxistes ont soutenu ou soutiennent encore, être membre de l'« atelier collectif », participer à la production d'une masse de marchandises n'est pas identique au fait d'effectuer un travail productif, le premier n'étant en réalité que la condition du second, puisqu'il est possible de remplir celle-ci tout en ne valorisant pas le capital. Mais comment expliquer ce fait? Comment peut-on travailler à l'usine, « mettre la main à la pâte » et ne pas être soi-même productif? La solution à cette question

devenu beaucoup plus payant de parler de « classe moyenne » – classe à laquelle à peu près tout le monde a appris à s'identifier – que d'utiliser le suicidaire concept de « prolétariat ». Il suffit de prendre le budget canadien *Bâtir une classe moyenne forte* (2017) – avec ses 166 occurrences du concept de classe moyenne – pour constater que ce dernier s'est logé au cœur même du discours politique et des stratégies électorales des principaux partis occidentaux. Bien qu'il soit évident que cet usage remplisse une fonction mystificatrice, ce n'est toutefois pas totalement le fruit du hasard si l'espace politico-médiatique fait tant de bruit au sujet de cette classe : si elle se fait si présente, c'est bien parce qu'elle gagne réellement en puissance. En ce sens, il apparaît d'autant plus urgent de l'extraire définitivement de sa gangue idéologique et de l'analyser de manière rigoureusement matérialiste.

difficile nous est offerte dans le *Chapitre inédit*, ouvrage déjà cité :

Aussi longtemps que le procès de travail est purement individuel, il réunit lui-même des fonctions qui, par la suite, se séparent... Comme dans un système naturel la tête et la main sont unies, le procès de travail réunit le travail manuel et le travail intellectuel. *Plus tard, ceux-ci se séparent en une contradiction antagonique.* Le produit se transforme d'un produit immédiat des producteurs individuels en un produit social et commun du travailleur collectif, c'est-à-dire d'un personnel de travail combiné dont les membres participent, de près ou de loin, au maniement de la matière.⁴⁵

Comme le montre N. Poulantzas – d'où nous tirons cette traduction –, cela revient à affirmer que la distinction entre les différents travaux (travail manuel et travail intellectuel/travail subordonné et travail subordonnant) ne correspond pas simplement à une division technique du travail, mais bien plutôt à une division *sociale* du travail, c'est-à-dire à une distinction qui reconduit, *au sein même du procès de travail*, les rapports de pouvoirs entre

⁴⁵ Marx, *Marx-Engels Werke*, t. XXIII, pp. 531-532 cité dans Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Seuil, 1974, p. 248. Poulantzas note que la phrase en italique a purement et simplement disparue de la traduction française par J. Roy alors que c'est Marx lui-même qui l'a révisée. Ce fait pourrait témoigner en faveur de l'idée selon laquelle la position de Marx sur le caractère productif du travail de subordination est réellement ambiguë.

les classes. La machine productive elle-même ne peut pas être pensée de manière univoque, car elle se révèle au contraire traversée de profonds antagonismes qui correspondent eux-mêmes à des frontières de classes.

Ce qui était autrefois réalisé par le patron lui-même (la conception du produit, le développement de nouvelles machines et de nouveaux outils plus efficaces, la mise en marché, le travail de surveillance, etc.) incombe désormais à des agents distincts qui sont désormais réunis en un seul lieu de production, travaillant de concert *avec* les travailleur.euse.s manuel.le.s tout en travaillant *contre* eux et elles. C'est donc en un seul et même mouvement que cette socialisation croissante et contradictoire du travail s'effectue : le procès de travail est sans cesse plus social, mais ce caractère social entraîne inévitablement avec lui les divisions de classes auxquelles correspondent les différentes fonctions (antagoniques) nouvellement réunies au sein des lieux de production. Cela implique qu'il est nécessaire, pour déterminer si un agent effectue un travail productif, de s'intéresser aux rapports qui le lient aux autres productrices et producteurs ainsi qu'aux propriétaires des moyens de production au sein du procès de travail. Or, c'est par la fonction qu'il remplit au sein de celui-ci qu'il nous est possible de déterminer sa place dans de tels rapports. En plus de posséder des propriétés techniques spécifiques, certains travaux de la sphère productive ont pour contenu des pratiques de

subordination par lesquelles sont *directement* reproduits les rapports de domination politico-idéologiques qui assurent et fluidifient l'extraction de surtravail par la classe capitaliste. Corollairement, dans le cas où ces pratiques représentent l'aspect principal d'un travail, l'agent qui l'effectue s'exclut *de facto* du prolétariat, en tant qu'il exécute une fonction réalisant la volonté directrice du capital, et ce, malgré le fait qu'il puisse effectuer par ailleurs un travail producteur de plus-value.

On peut dès lors diviser en deux grandes catégories les travaux par lesquels des agents peuvent représenter le capital et assurer l'exécution de ses volontés au sein du procès de travail : d'un côté, par le *travail intellectuel* et de l'autre, par le *travail de surveillance et de direction* ou encore, par la perpétuation des rapports de *domination idéologique* et de *domination politique*. La surdétermination des rapports idéologiques et politiques sur l'aspect technique, matériel des travaux producteurs de marchandises n'est pas une simple coquetterie, un petit ajout cosmétique qui nous éviterait la fâcheuse situation où l'on serait forcé·e d'inclure les hommes de main, fayots et adulateurs idiots de l'exploitation aux côtés du prolétariat dans sa lutte. Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur, mais bien de la réalité de la lutte des classes elle-même. Ces individus possèdent des intérêts intrinsèquement différents, opposés aux personnes qui *subissent* leur domination. S'arrêter à l'affirmation selon

laquelle participer à la production d'une masse de marchandises suffit à faire d'un agent un-e prolétaire – en tant qu'il est membre du « travailleur collectif » –, c'est éluder le fait qu'il puisse avoir pour fonction principale d'effectuer un travail de subordination tout en contribuant à la production de marchandises. Par là, on met dans le même sac des individus dont les intérêts sont très loin de s'harmoniser pacifiquement. En effet, entre prolétaires et capitalistes, il y a bel et bien quelques cadres et sous-fifres parfaitement conscient-e-s de ne pas partager les intérêts des travailleur-euse-s manuel-le-s de la production, ayant des motivations à agir distinctes, découpées par un rapport original face à la reproduction de la totalité.

De cette perspective, il est équivalent de soutenir que chaque classe est définie par le rôle qu'elle joue au sein de la division sociale du travail, en tant que celle-ci correspond à la position objective qu'elle occupe dans la reproduction d'un mode de production : l'une est exploitée purement et simplement et assure aux autres de quoi surconsommer, l'une s'approprie la majeure partie du surtravail et dirige la production selon ses propres besoins, tandis que la dernière stabilise l'édifice social dans son entièreté. Mais les activités de classes que ces rôles unifient ne sont pas réductibles à leur aspect purement économique – compris comme leur rapport à la production matérielle –, dans la mesure où elles

reproduisent *aussi* des rapports de domination politico- idéologiques. On peut désamorcer le risque qu'entraîne l'utilisation des concepts de « pouvoir » et « d'autorité » si chers aux sciences humaines, de s'embourber dans des abstractions vides en les comprenant comme l'expression de positions objectives au sein de la division du travail, comme des concepts coextensifs aux rapports de production d'exploitation.

En quoi consiste le travail de subordination ?

Le travail de subordination consiste en des pratiques de domination qui s'effectuent à l'intérieur comme à l'extérieur du procès de travail; toute activité qui reproduit politiquement et idéologiquement, médiatement ou immédiatement les conditions qui permettent l'exploitation, se trouve subsumée sous ce concept. Nous identifierons comme politique 1) la domination qui s'exerce à travers le travail de direction, de surveillance et de répression de la force de travail, alors que nous définirons comme proprement idéologique 2) la domination qui s'exerce à travers l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel. La source de légitimité de la domination politique est *extrinsèque* et renvoie à une attribution extérieure d'autorité, que cette dernière soit de type « gouvernemental » ou « patronal ». Elle fonctionne donc sur le modèle de l'arbitraire, à la manière d'un

décret — donner des ordres simples ne demande aucune spécialisation particulière. Inversement, la source de légitimité de la domination idéologique — donc de la domination du travail intellectuel sur le travail manuel — est *intrinsèque* et se base sur la possession, par un agent, d'un certain monopole du savoir. Néanmoins, il ne suffit pas de posséder un savoir particulier pour effectuer un travail intellectuel. Pour ce faire, le monopole du savoir doit impérativement être *reconnu* par la société dans laquelle s'effectue ce travail et c'est cette reconnaissance qui concrétise le rapport de subordination idéologique en tant qu'elle octroie à certains agents le monopole de *l'usage* de ce savoir.

Dans cette partie de la revue, nous ne nous intéresserons qu'au cas du travail de subordination effectué à l'intérieur du procès de production, puisqu'il s'agit de situations qui laissent planer une certaine ambiguïté sur l'appartenance de classe des agents qui l'exercent. Au premier regard, la fonction qu'ils y remplissent et le caractère productif ou non de leur travail peuvent effectivement ne pas apparaître en toute transparence, alors qu'à l'inverse, cette équivoque est inexistante à l'extérieur du procès de production, puisque le caractère improductif des travaux de subordination qui s'y déroulent frappe l'œil d'une telle clarté que l'on peut exclure *illoco* du prolétariat celles ou ceux qui les effectuent. C'est justement à l'analyse que revient le rôle

de dissoudre cette opacité. Mais cette préoccupation d'ordre démonstratif ne doit pas laisser croire que nous ne faisons pas de cas des emplois extérieurs à la sphère productive et qui ont pour contenu exclusif un travail intellectuel ou un travail de domination politique. Au contraire, comme le soutiendra la quatrième section de la revue, ces types d'activités pullulent et sont d'une première importance pour que la société capitaliste maintienne une certaine cohésion et que tout le monde se tienne bien tranquille en attendant le prochain *shift*. Nous devons à ce titre reconnaître toute l'importance de l'État, dont le rôle stabilisateur au sein de la société capitaliste est garanti par une armée de fonctionnaires parmi laquelle un très grand nombre doit être formé au travail intellectuel ou au travail de domination politique. Du côté du travail intellectuel, l'on reconnaîtra autant les fonctionnaires chargé·e·s de la gestion du trésor public *via* l'impôt que les juges qui réfléchissent le sens des lois et qui tranchent sur leur validité constitutionnelle. Du côté de la domination politique, la répression apparaît quant à elle comme une tâche réservée à la police et à l'armée. Il est aussi évident que la cohésion n'est pas qu'une affaire d'État : à ce titre, on ne saurait ignorer l'importance du rôle idéologique que joue l'espace médiatique dans la reproduction de la vie quotidienne. Cela concerne tout autant le milieu journalistique et son pieux souci d'objectivité que la légion d'idéologues-faiseurs d'opinion qui présentent unanimement ce monde comme le seul

possible. Dans tous les cas, ces quelques remarques n'épuisent pas l'inventaire complexe des fonctions répressives qui se déroulent à l'extérieur du procès de production.

Il faut toutefois préciser que cela ne supprime pas la possibilité qu'une entreprise isole un travail de subordination nécessaire au bon fonctionnement du mode de production capitaliste afin de vendre celui-ci sous forme de service. Ainsi, un travail de subordination peut être productif s'il est utilisé de manière à extraire de la plus-value. Une compagnie comme *GardaWorld* peut très bien engager productivement les flics déchus qui ont échoué leurs séries de *push-ups* à Nicolet afin d'offrir un service de sécurité à des capitalistes particuliers. Dans ce cas précis, il faudra traiter ce type d'activité comme faisant partie intégrante du procès de production et il sera alors soumis aux règles précédemment énoncées dans cette section. Toute personne qui effectue un travail de subordination idéologique ou politique — donc un travail intellectuel ou un travail de direction-surveillance — voit son appartenance de classe surdéterminée par sa fonction « capitaliste » (exécutrice de la volonté du capital), et ce, même si elle effectue un travail producteur de plus-value.

Conséquemment, le travail de subordination au sein du procès de travail se subdivise comme suit : en travail

de domination politique, qui regroupe des tâches de direction et de surveillance sur les lieux de travail, et en travail de domination idéologique, qui regroupe les tâches propres au travail intellectuel.

Le travail de direction-surveillance

S'il faut porter une attention toute particulière à ces tâches de subordination politico-idéologiques, c'est que le développement du mode de production capitaliste nécessite l'intégration de ce genre de spécialités. Rappelons un instant la dynamique contradictoire qui anime la société capitaliste : le capital n'existe que pour se valoriser, mais il ne peut le faire qu'en ajoutant du travail vivant à ses éléments initiaux (capital constant) afin d'en extraire de la plus-value. Pour ce faire, il peut vouloir passer par la juxtaposition d'un nombre toujours plus important de forces de travail dans son appareil. Seulement, la simple addition des journées de travail est en elle-même insuffisante. Une entreprise capitaliste se verra certainement éradiquée par la concurrence si elle n'augmente pas constamment sa productivité, et c'est pour cette raison que doit impérativement intervenir la machine – qui a par ailleurs l'avantage de ne réclamer ni pause café ni hausse salariale. Le développement du machinisme et l'explosion de l'activité scientifique à des fins marchandes sont le nerf de la guerre de la

concurrence capitaliste. Cependant, la machine demeure un palliatif très imparfait face à cet élément actif du capital qu'est le travail vivant, car les éléments du capital constant n'ajoutent rien qu'ils ne contiennent déjà eux-mêmes.

Par ailleurs, les inconvénients du machinisme n'apparaissent pas qu'au niveau de l'accumulation dans ce qu'elle de contradictoire, ils s'affichent aussi dans sa dépendance face au travail humain : la machine ne s'actionne qu'au contact d'une force de travail et nombre des transformations qu'elle doit effectuer sur la matière sont impossibles sans la présence du travail humain. La rencontre des corps et des forces productives mécanisées doit donc se faire sur un modèle de coordination, où l'énergie de chaque geste est employée à bon escient, afin que le contact du vivant avec le métal soit réalisé de manière à rentabiliser la production. Ce qui fait ainsi la spécificité historique du mode de production capitaliste, c'est ce modèle de la coopération du travail, coopération que le développement technique — corollaire naturel de l'accumulation — tend à rationaliser toujours davantage. Il s'agit d'un processus par lequel on cherche à combiner toujours plus socialement la diversité des forces de travail afin d'en faire l'activité d'un organisme unifié. Réaliser cette symbiose rythmique, cette synchronie, cela demande d'emblée que le capital soit parvenu à réunir un certain lot de conditions historiques : la première de toutes, c'est

d'avoir atteint un degré minimal de concentration de capitaux (sous forme de moyens de production) et qu'il soit capable de les consommer productivement sous l'action vivante de plusieurs forces de travail :

Une multitude d'ouvriers fonctionnant en même temps sous le commandement du même capital, dans le même espace (ou si l'on veut sur le même champ de travail), en vue de produire le même genre de marchandise, voilà *le point de départ historique de la production capitaliste*.⁴⁶

Cependant, la coopération sous sa forme capitaliste – c'est-à-dire la réunion forcée des agents productifs dans le temps et l'espace, permettant leur participation à un procès rationalisé et prédéterminé – ne demeurera qu'ébauchée si le ou la capitaliste ne *délègue* pas certaines de ses tâches à des personnes qui auront pour rôle exclusif de la maintenir et de la stimuler. C'est sur la base de cette délégation due au développement spécifiquement capitaliste de la division du travail que l'on comprend pourquoi le travail de subordination devient une partie intégrante du procès de production. Puisque la coopération demande une rencontre des mains avec la chaîne de montage sous la pression du chronomètre, et que la seule personne du capitaliste est insuffisante pour gérer tout ce beau monde, il faut que d'autres veillent et

⁴⁶ Marx, *op. cit.*, livre I, t. II, Éd. Sociales, 1954, p. 16. (Nous soulignons.)

s'assurent que le travail se fasse sans rouspéter afin que la plus-value soit collectée. En effet, l'extorsion de surtravail n'est pas une activité qui se fait de bon train : laissé·e·s à elles et eux-mêmes, en l'absence des petits despotes de la production, les prolétaires prennent très rapidement goût aux pratiques hédonistes préconisées par Lafargue. Sans contrainte au surtravail, pas de surtravail, *niet*. Il faut dès lors mobiliser certaines personnes afin qu'elles dédient une partie de leur temps à des tâches improductives liées à la discipline de la force de travail; bref, qu'on s'assure que, sur le plancher, on s'attèle au labeur avec la force d'âme requise et qu'on sache sagement tenir sa langue jusqu'au *break*.

Le travail intellectuel

Étant donné la concurrence des capitaux entre eux et leur éternel besoin de produire davantage et à moindre coût, on assiste, depuis au moins deux cents ans, à un constant révolutionnement des moyens de production. Ce développement technologique, grâce auquel le taux d'exploitation peut toujours être accru, n'est rendu possible que par l'entretien d'une main-d'œuvre formée au travail intellectuel. En ce sens, le mode de production capitaliste ne peut faire l'économie d'une certaine dépense de temps de travail social consacré au travail intellectuel, de manière à ce que soient produits les savoirs

scientifiques et techniques nécessaires à l'augmentation de la productivité. Évidemment, le concept de travail intellectuel n'est pas épuisé par sa composante technico-scientifique, en ce sens qu'il s'applique aussi à tout un ensemble de tâches telles que la production d'idées, leur diffusion ainsi que la formation culturelle et scientifique de toutes les classes. La délégation des tâches requérant des savoirs technico-scientifiques par les capitalistes – délégation motivée par les avantages pour la productivité que confère une division du travail plus poussée – a pour conséquence que ces mêmes capitalistes finissent par en être tout simplement dépossédé·e·s. Une fois ce pas franchi, il n'est plus possible pour eux et elles de faire autrement que d'engager des « spécialistes de la production » et d'approfondir le fossé qui les sépare de la production directe. Il en va de même des fonctions de direction et de surveillance : ce sont désormais des individus distincts qui les effectuent sur le terrain de la production, plutôt que d'être effectuées par un seul individu (le ou la capitaliste). Partant, les rapports de pouvoirs, d'extérieurs à la production qu'ils étaient, finissent eux aussi par s'immiscer à l'intérieur même de cette sphère. Et c'est bien ces rapports qui rendent possible l'extraction de plus-value, grâce au mariage forcé de la machine et de la force de travail : l'ingénieur planifie les noces, tandis que le contremaître s'assure que le mariage a été consommé. Malgré ces alliances de bonnes familles, la délégation d'un grand nombre de tâches que

les capitalistes devaient exécuter à un stade inférieur du développement de la division du travail n'exclut pas absolument les capitalistes de la catégorie des travailleur·euse·s intellectuel·le·s. Messieurs et mesdames les capitalistes se réservent à cet effet les tâches les plus prestigieuses (ou les moins désagréables), telles que celles liées à la direction générale de l'entreprise ou à l'établissement de partenariats commerciaux – tâches qu'illes ne manquent pas d'arroser des whiskys les plus onéreux et d'accompagner de la cuisine la plus fine.

Or, à propos de la distinction qui sépare conceptuellement le travail intellectuel du travail manuel, de nombreuses confusions continuent à être entretenues. Ce qui est pressant de reconnaître, c'est que ces types de travaux ne se distinguent pas par leurs propriétés physiologiques, au sens où ce n'est pas en vertu du fait qu'une personne travaille avec ses mains qu'elle effectue un travail manuel, ni en vertu du fait qu'elle travaille avec sa tête qu'elle effectue un travail intellectuel. Gramsci avait déjà pointé l'impasse à laquelle mène le fait de fonder là-dessus la distinction entre le travail manuel et le travail intellectuel :

L'erreur de méthode la plus répondue me paraît d'avoir recherché ce critère de distinction dans ce qui est intrinsèque aux activités individuelles et non pas dans l'ensemble du système de rapports dans lequel ces activités (et par conséquent les groupes qui les

personnifient) viennent à se trouver au sein du complexe général des rapports sociaux. En réalité l'ouvrier ou le prolétaire, par exemple, n'est pas spécifiquement caractérisé par son travail manuel ou à caractère instrumental mais par ce travail effectué dans des conditions déterminées et dans des rapports sociaux déterminés (sans compter qu'il n'existe pas de travail purement physique et que l'expression elle-même de Taylor de «gorille *apprivoisé*» est une métaphore pour indiquer une limite dans une certaine direction : dans n'importe quel travail physique, même le plus mécanique et le plus dégradé, il existe un minimum de qualification technique, c'est-à-dire un minimum d'activité intellectuelle créatrice).⁴⁷

En effet, affirmer qu'on puisse faire une activité physique sans que le cerveau la coordonne ou que l'on puisse faire des opérations mathématiques, des manœuvres de laboratoire ou encore créer la prochaine théorie de l'économie bourgeoise sans recourir à son corps, ce n'est ni plus ni moins qu'un non-sens. L'ouvrier ou l'ouvrière, figure paradigmique du travail manuel dans la société capitaliste, dont la gestuelle est modelée au quart de tour par le rythme effréné de la machine, doit justement effectuer un apprentissage pour transformer certains de ses gestes en automatismes corporels pour ne plus avoir à y penser. De l'autre côté, les chroniqueur·euse·s du *Journal de Montréal* ont aussi besoin de leurs doigts rabougris

⁴⁷ Gramsci, *Cahier de prisons*, dans *Textes*, Messidor / Éd. sociales, 1983, p. 242.

pour écrire des obscénités contre toutes les minorités possibles dans leurs articles — productions dont la moyenne de 315 mots permet chaque fois de proposer des chefs-d'œuvre de stupidité. Bref, de ce point de vue, il est vrai que tout travail possède à la fois des composantes manuelles et des composantes intellectuelles. C'est pourquoi elles ne peuvent faire office de critère pour déterminer le caractère manuel ou intellectuel d'un travail.

C'est donc à autre chose que renvoie la distinction entre travail intellectuel et de travail manuel, à savoir : à une ligne de démarcation entre deux groupes dont l'un domine l'autre. Cependant, ce rapport n'est pas un rapport de domination pur, « nu », puisqu'il a pour attribut essentiel d'apparaître comme étant fondé dans la nature des aptitudes (intellectuelles ou manuelles) que requiert un travail. Pour tout mode de production, les travailleur·euse·s intellectuel·le·s se présentent comme les personnes détentrices et exécutrices d'un certain *monopole du savoir* dont les travailleur·euse·s manuel·le·s sont exclu·e·s et corollairement, dominé·e·s par les premier·ère·s. À l'origine, le « travail » de la classe exploiteuse est à la fois un travail de direction politique, économique et culturelle, c'est-à-dire que de nombreux aspects de la vie sociale sont soumis à son autorité directe. Le monopole du savoir apparaît comme l'un des moyens pour celle-ci de maintenir et de justifier l'appropriation

du travail d'autrui ou du moins, de rendre acceptable la non-équivalence entre ses prestations de temps de travail et celles des autres. Avec l'accroissement de la division sociale du travail, l'« entretien » de ce monopole incombe en partie à d'autres, mais son trait caractéristique – le fait qu'il permet de se dispenser du travail direct et harassant, producteur de richesses matérielles – demeure, bien que soient relativement dissociés le fait de travailler intellectuellement et le fait d'exploiter directement le travail d'autrui. Cette dissociation ne supprime toutefois pas le lien de dépendance qu'entretient le travail intellectuel avec l'exploitation de celui d'autrui, cette dernière étant sa condition de possibilité. En outre, la manière dont se distinguent et s'opposent le travail intellectuel et le travail manuel est chaque fois déterminée par la relation qu'un mode de production entretient avec un type donné de monopole du savoir. Si tout monopole du savoir a pour trait commun de reproduire des rapports de domination en les justifiant et en les voilant, sa forme et son contenu concret ne sont pas donnés une fois pour toutes; bien au contraire, ces éléments sont eux-mêmes déterminés par l'idéologie dominante de chaque formation sociale. C'est ainsi qu'avec le passage du féodalisme européen au capitalisme, le fondement du monopole du savoir s'est déplacé : d'un savoir légitimé sur le mode du « sacré », on passe à un savoir légitimé sous la

forme de « pratique scientifique rationnelle »⁴⁸ et des ecclésiastiques, aux « porteur·euse·s de la science »⁴⁹. Lorsqu'une idéologie nouvelle parvient à détrôner celle qui était jusqu'alors dominante, elle change la forme du monopole du savoir (ce sur quoi elle se fonde), change son contenu (ce qu'il y a « à savoir ») ainsi que celles et ceux qui le détiennent. En ce sens, le travail intellectuel contribue à reproduire directement (par l'intermédiaire d'institutions culturelles, de l'École, etc.) ou indirectement (sur les lieux de travail) l'idéologie dominante.

Nous utilisons le concept de « monopole » à son plus haut niveau de généralité, c'est-à-dire que nous n'entendons pas par là que les agents du travail manuel *sont* effectivement et complètement *dépossédés* de ce savoir monopolisé, qu'ils ignoreraient comment organiser la production de manière rationnelle ou comment agissent les lois de la nature. Au contraire, l'un·e peut très bien posséder une compréhension beaucoup plus profonde du procès de travail que celui ou celle qui l'organise du haut de son bureau, tout comme l'autre peut tout aussi bien, une fois en dehors de la *job*, s'intéresser si sérieusement aux différents champs de la connaissance humaine qu'elle

⁴⁸ Cf. Poulantzas, *op cit.*, p. 251 et suiv.

⁴⁹ Inutile de rappeler que le travail intellectuel sous sa forme capitaliste n'est jamais que « scientifique » et « rationnel » – même s'il se présente comme tel –, mais toujours *aussi* intrinsèquement idéologique.

puisse clouer le bec à n'importe quel·le « spécialiste ». Il s'agit d'un monopole au sens où seul un nombre restreint d'individus peuvent s'en prévaloir et bénéficier effectivement des avantages qu'il octroie : il dote les personnes qui le possèdent d'une autorité épistémique et d'un pouvoir social correspondant; il confère un *statut*, il est une garantie de respectabilité. Tout le monde ne peut pas être travailleur·euse intellectuel·le. Non, pour ce faire, il faut avoir fait des études, savoir parler et écrire d'une certaine manière, savoir se comporter en entrevue, être en possession de certains codes, etc. Ce n'est donc pas parce que le prolétariat se compose d'une masse d'incultes et d'illettré·e·s qu'il est destiné à faire du travail manuel : il l'effectue parce que c'est de son activité exploitée, des besognes de ce type que les pourvu·e·s cherchent à se distancier par tous les moyens possibles et, d'un même mouvement, couvrir les leurs de titres de noblesse. Et c'est en parvenant à imposer *ses* critères de scientificité, de rigueur intellectuelle ou de sagesse comme étant *les vrais critères du travail de l'intellect* qu'un groupe fait de son travail un travail intellectuel directement opposable au travail manuel. Les prêtres étaient (et restent) bel et bien des travailleurs intellectuels et pourtant, existe-t-il une activité intellectuelle aussi peu sérieuse, aussi triviale que celle grâce à laquelle ils gagnent leur vie? Le mécanicien du coin, bien qu'il mobilise pour son travail une conception de la réalité cent fois plus fidèle que celle encroutée dans la tête du clerc, une connaissance mille

fois plus profonde de la chaîne des causes et des effets du monde, effectue *quand même* un travail manuel. Si la typologie aristotélicienne des causes lui restera probablement éternellement étrangère, reste que son esprit doit être beaucoup plus discipliné et rigoureux que celui du prêtre s'il veut parvenir à réparer ce qu'on lui demande de réparer. Donc, pour qu'un agent effectue un travail intellectuel il n'est pas nécessaire qu'il soit effectivement un « intellectuel » au sens où l'est un·e universitaire ou un·e écrivain·e respectable (titre qui, chez ces dernier·ère·s, a trop souvent quelque chose de surfaite). Pour effectuer un travail intellectuel, il suffit d'opérer une tâche dont les aptitudes sont prétendument *réservées* à certains individus.

Nous avons jusqu'ici traité des travaux de subordination politique et idéologique de manière séparée, comme s'ils appartenaient à des instances imperméables ou hermétiques. Or, il est possible – mieux : il arrive souvent – qu'un agent effectue un travail de domination idéologique, c'est-à-dire qu'il soit un·e travailleur·euse intellectuel·le, tout en étant politiquement dominé·e, dirigé·e et surveillé·e dans l'exécution de ses tâches. En effet, dans la société capitaliste, tout travail de subordination, qu'il soit politique ou idéologique, s'intègre dans une hiérarchie complexe de postes subordonnés et de postes subordonnants – ce qui implique qu'une personne ayant des tâches de

subordination précises peut très bien, à son tour, se retrouver subordonnée. Cette subordination peut s'expliquer par la place intermédiaire qu'occupe une personne au sein de la hiérarchie d'une même instance (une personne politiquement dominante est le plus souvent elle-même politiquement dominée) ou encore par l'effet de plusieurs instances (notamment les travailleur·euse·s intellectuel·le·s soumis·e·s à l'autorité de cadres). Cela dit, qu'au bout du compte tout le monde subisse tôt ou tard des rapports de domination n'empêche nullement de caractériser adéquatement les rapports de classe de la société capitaliste. N'est pas membre du prolétariat une personne qui effectue comme tâche principale un travail de domination : point final. Qu'ici et là, un·e travailleur·euse intellectuel·le soit dominé·e ne change rien à l'affaire, si ce n'est qu'il faut admettre que toute théorie systématique des classes se heurte forcément à quelques cas limites. Il est d'ailleurs fort courant qu'une seule activité de subordination accueille en elle-même les deux types des pratiques (soit la combinaison d'un travail intellectuel et de direction-surveillance), correspondance qui s'explique par l'articulation serrée des deux instances dans le mode de production capitaliste. Nous verrons que ce qui se réfléchit dans la difficulté d'analyser ces différents scénarios, c'est précisément la complexité de la structure capitaliste elle-même.

Analyse de scénarios

Après avoir identifié plus en profondeur les caractéristiques du travail de subordination réalisé à même la sphère productive, il nous apparaît utile d'analyser leurs effets sur l'appartenance de classe, grâce à l'examen de deux scénarios problématiques. Le premier, celui du scénario « mixte », décrit une situation où un agent remplit une double fonction, à savoir celle de valoriser le capital (comme les prolétaires) et celle de représenter le capital au sein du procès de travail (discipliner et surveiller la force de travail). Ce scénario est fort commun dans les petites entreprises : en leur sein, les individus qui s'occupent de la gérance effectuent très souvent les exactes mêmes tâches que celles effectuées par ceux et celles-là mêmes qu'ils dirigent et, en tant qu'ils sont présents sur le plancher, ils finissent eux aussi par partager le quotidien de leurs subordonné·e·s. Typiquement, leur salaire reste relativement maigre, c'est-à-dire similaire à celui de ceux ou de celles qui se trouvent au plus bas de l'échelle salariale de l'entreprise. Cela justifie selon nous le fait de présenter leur situation comme celle d'agents exploités, productifs de plus-value et valorisant le capital. Or, c'est justement dans de telles situations que les rapports de subordination acquièrent, pour la détermination de leur appartenance de classe, une importance décisive : selon que tel agent alloue une partie importante de son temps et de son énergie au travail de

direction et de surveillance, il se verra surclassé (éjecté du prolétariat). Dans le cas où un agent productif alloue effectivement la plus grande part de son temps ou de son énergie à ces tâches, son rôle de subordonnant le déterminera alors comme une sorte de suppôt du capital, modifiant par là qualitativement son rapport à la totalité. Il fera partie de cette curieuse catégorie d'êtres humains qui se satisfont d'une poignée de dollars supplémentaires pour exécuter les tâches du capital et ainsi, s'aliéner ceux et celles avec qui ils partagent l'essentiel de leurs conditions matérielles d'existence. Conclusion : un agent peut très bien effectuer un travail productif et ne pas appartenir au prolétariat, dans la mesure où sa fonction principale peut consister en un travail de subordination. À l'inverse, une personne peut effectuer une quantité minime de tâches de direction ou de surveillance et avoir pour fonction principale le travail productif. C'est ce dernier cas qu'illustre l'exemple de la cheffe ou du chef de quart d'un *McDo* : cette personne effectue bel et bien des tâches de subordination, mais puisque l'écrasante majorité de ses tâches sont identiques à celles de ses collègues subordonné·e·s – si ce n'est la très maigre partie dédiée à la discipline –, elle continuera à avoir pour fonction principale la simple valorisation du capital⁵⁰. Cela dit, il

⁵⁰ Bien que le salaire ne constitue pas en lui-même un critère suffisant pour déterminer l'appartenance de classe d'un agent, il représente un indice révélateur de la place qu'occupe un emploi à l'intérieur de la division sociale du travail. Ainsi, un·e chef·fe de quart obtient, au Québec, un salaire horaire de 14 \$/h, soit 0,90 \$ de plus que le salaire minimum légal en 2020.

est clair que si un agent subordonnant est sursalarié⁵¹ à un tel point qu'il recouvre l'entièreté de la valeur du travail qu'il a réalisé, un tel scénario n'aura plus rien de « mixte », puisqu'il y aura, au final, absence pure et simple de surtravail (donc de travail productif).

Cette précision nous mène au second scénario, à savoir celui où le sursalaire d'un travail subordonnant qui participe directement à la production des marchandises rend ce travail improductif parce qu'il excède la valeur des marchandises produites. Ce scénario met en lumière l'importance, pour l'appartenance de classe, de la relation entre le niveau de rémunération d'un agent subordonnant et la valeur qu'il produit. Le travail de subordination, lorsqu'il s'agit d'un travail intellectuel, peut effectivement être un travail qui crée en lui-même de la valeur, en tant qu'il participe directement à la création de marchandises. Les croquis des *designers* de *Louis Vuitton* sont bel et bien nécessaires à la fabrication des sacs à main – tout comme le sont les plans de l'ingénieur·e de *Bombardier* pour les motoneiges – et, en ce sens, leur travail ajoute réellement de la valeur aux marchandises. Cependant, il faut insister sur le fait qu'un travail peut créer de la valeur et être improductif, puisqu'un travail productif doit

⁵¹ Est *sursalarié* un agent dont la rémunération excède le prix de la reproduction de sa force de travail. Pour une discussion plus approfondie du concept de « sursalaire » tel qu'utilisé par Astarian et Ferro cf. Section 3.2 du présent numéro.

impérativement produire de la plus-value, c'est-à-dire une quantité de valeur qui excède celle de la rémunération. Par conséquent, un travail de subordination peut participer directement à la production des marchandises tout en étant parfaitement improductif lorsque l'agent effectuant ce travail coûte au final plus que ce qu'il crée. Dans ce genre de cas, cette personne est exclue du prolétariat non seulement parce qu'elle subordonne les agents du travail manuel, mais aussi et surtout parce qu'elle ne subit pas l'exploitation spécifiquement capitaliste, à savoir l'extorsion de plus-value⁵².

Comme nous l'avons vu précédemment, une théorie des classes sociales du mode de production capitaliste doit prendre comme point de départ le concept de travail productif. Avec celui-ci, il devient possible de distinguer la classe directement exploitée par ce mode de production en précisant rigoureusement l'activité spécifique de celle-ci ainsi que son rôle déterminant dans la reproduction de la totalité. Toutefois, ce concept n'est pas en lui-même

⁵² Ainsi, avec un salaire annuel moyen de 90 763 \$, les ingénieur-e-s semblent, au Québec, difficilement assimilables à des exploité-e-s. (Information tirée de l'Institut de la statistique du Québec, *Salaires annuels moyens, heures normales hebdomadaires de travail et échelles salariales pour certains emplois de la Classification nationale des professions (CNP), secteur privé, entreprises de 200 employés et plus*, Québec, 2018.

suffisant pour rendre compte des différents rapports à la totalité qu'entretiennent les divers agents du mode de production capitaliste. L'étude des rapports de subordination montre comment l'extorsion de plus-value n'est pas une activité qui va de bon train si elle n'est pas accompagnée d'un ensemble de tâches de domination nécessaires à la réalisation de la volonté directrice du capital. Si notre présentation contient une certaine originalité dans la mesure où elle prend position et adresse les ambiguïtés relatives à la question des classes au sein de l'œuvre de Marx ainsi que les confusions qu'elles ont fait naître dans la tradition marxiste, il va sans dire que le présent travail est en majeure partie redevable aux résultats de cette tradition.

Plus précisément, les récents (et moins récents) travaux du courant de la communisation à ce sujet ont grandement inspiré notre manière de poser le problème, c'est-à-dire : penser la théorie des classes en relation directe avec le processus de leur abolition. La revue *Théorie Communiste*, en centrant l'analyse du mode de production capitaliste sur la contradiction qui lie le prolétariat au capital, présente une théorie des classes pour laquelle la question de la révolution lui est inhérente, et ce, dans la mesure où elle est comprise comme le produit d'une lutte qui tend à son dépassement par la logique même du rapport contradictoire entre les classes. D'un point de vue différent, mais non moins

important, Astarian et Ferro de *Hic Salta* abordent le problème de la classe moyenne salariée ainsi que son rôle dans les luttes interclassistes⁵³ en insistant sur l'importance des tâches d'encadrement pour la définition de la classe moyenne et l'effet de celles-ci sur le (sur)salaire des membres de cette classe. Ces auteurs développent ainsi une théorie de la classe moyenne salariée qu'ils lient aussitôt à la question de la lutte des classes, en indiquant comment leurs rapports spécifiques à la distribution de la plus-value empêchent certaines alliances d'aboutir à une situation révolutionnaire. La prochaine section de cette revue est dédiée à l'analyse critique de ces travaux. Si nous jugeons pertinent d'analyser rigoureusement ces derniers, c'est parce qu'ils représentent respectivement un point de vue fondamental pour la compréhension de la lutte des classes. En ce sens, cette critique représente l'opportunité pour nous de présenter les matériaux théoriques desquels notre théorie des classes se nourrit, tout en identifiant les problèmes précis auxquels mènent leurs tentatives respectives – ainsi que leurs solutions.

⁵³ Par *interclassisme*, nous désignons l'association d'au moins deux classes dont les intérêts convergent au moins momentanément dans une lutte donnée.

SECTION 3.1

Critique de la théorie des classes de Théorie Communiste

Il ne manque pas de généralités lorsque vient le temps de parler des classes dans le mode de production capitaliste. On ne compte pas le nombre d'analyses soi-disant matérialistes qui évitent la tâche de définir rigoureusement les classes sociales et qui s'en tiennent à de vagues énonciations sur le rapport qu'elles entretiennent : « les classes n'existent que dans la lutte des classes », « le prolétariat est la classe en contradiction avec le capital », « les classes sont des pratiques de classes ». Par là, l'analyse semble avoir gagné en dialecticité : elle ne s'est pas bornée à l'étude d'une classe en elle-même, elle s'est même affranchie de cette basse tâche parce qu'elle sait trop bien qu'une classe existe nécessairement dans un rapport avec une autre, que les classes s'impliquent réciproquement. De telles analyses, bien qu'elles permettent de discourir longuement sur le mode de production capitaliste sans dire de faussetés, demeurent à un niveau trop abstrait; elles ne peuvent qu'être des indications méthodologiques pour un travail théorique, son point de départ et non son résultat. Lorsqu'on évite

l'analyse des classes en elles-mêmes, lorsqu'on affirme que les classes ne sont pas des groupes empiriques d'individus, mais des rapports de production, on se refuse tout moyen de distinguer ce qui différencie une situation concrète d'une autre. Chaque lutte devient plus ou moins identique à elle-même en tant qu'elle n'est qu'une expression du rapport fondamental qu'est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Or, pour s'assurer que le concept de prolétariat procure une connaissance sur le monde, il faut être en mesure de déterminer si telle ou telle personne, de par la place qu'elle occupe dans les rapports de production, est ou n'est pas prolétaire, si elle est en contradiction avec le capital ou si ses intérêts sont simplement opposés à ceux du capital. Cette injonction est d'autant plus cruciale lorsque toute théorie actuelle un tant soit peu sérieuse reconnaît l'existence de l'interclassisme, donc d'au moins une classe qui n'est ni le prolétariat ni la classe capitaliste, et constate que celle-ci lutte pour ses propres intérêts. Ainsi, parler d'interclassisme sans en faire un concept creux, cela nécessite minimalement d'être en mesure d'identifier quelles classes sont en luttes, quels sont leurs rapports les unes avec les autres et comment leurs intérêts s'accordent ou s'opposent.

L'interclassisme sans classe moyenne, un problème dans la théorie des classes de Théorie Communiste.

Dans son 25^e numéro, la revue *Théorie Communiste* fournit une description étendue de la séquence politique actuelle et identifie correctement l'interclassisme comme une caractéristique essentielle à celle-ci⁵⁴. Si cette revue est par ailleurs arrivée à d'importants résultats théoriques sans lesquels notre présent travail serait impossible, elle se bute à plusieurs obstacles lorsqu'elle tente d'analyser le rôle d'un élément de ce mode de production qui n'est pas un des pôles de cette contradiction : la classe moyenne. Ces difficultés apparaissent clairement dans ce numéro où, pour la première fois, la question de la classe moyenne est abordée pour elle-même. Deux textes y sont consacrés : le premier cherchant à problématiser la question du point de vue de la théorie de la communisation et le second identifiant les impasses flagrantes de cette première problématisation, sans pour autant – nous le verrons – fournir des moyens satisfaisants pour les dépasser.

Le premier texte, *Notes sur les classes moyennes et l'interclassisme*, fait l'inventaire des procédés à ne pas

⁵⁴ *Théorie Communiste*, n. 25, mai 2016, p. 41. : « L'entrée de catégories comme les classes moyennes ou la jeunesse n'est pas que la simple venue de nouveaux acteurs dans une pièce existante et inchangée, les nouveaux développements de la crise construisent ces nouveaux acteurs en même temps qu'ils les frappent, mais surtout le champ de la lutte des classes s'élargit du rapport salarial à la société salariale. C'est la séquence actuelle. »

suivre pour définir la classe moyenne⁵⁵. Dans celui-ci, on ne dit rien de la classe moyenne, si ce n'est ce qu'elle n'est pas. Plus encore, c'est la question même de son existence qui est jugée parfaitement futile dans la mesure où, une fois posée, celle-ci est aussitôt balayée du revers de la main :

Poser la question des classes moyennes du point de vue de la communication, ce ne peut être se poser seulement la question de leur existence, de leurs origines historiques ou de savoir qui on peut y inclure ou non, à la manière de l'historien ou du sociologue. La question des classes moyennes est pour nous aujourd'hui celle de l'interclassisme tel qu'il se produit dans les luttes.⁵⁶

Intuitivement, on aurait tendance à s'accorder avec la thèse selon laquelle la question du rôle de la classe moyenne dans l'interclassisme ne peut pas se réduire à celle de son existence, et ce, pour la simple et bonne raison que parler d'interclassisme implique *déjà* l'existence d'une telle classe. Le problème, c'est que ce premier texte affirme qu'il est insuffisant d'en rester à la question de l'existence de la classe moyenne, mais il ne fournit aucune caractéristique par laquelle l'existence de celle-ci puisse

⁵⁵ Le premier texte parle « des classes moyennes », mais comme ce pluriel n'est pas justifié par l'auteur et comme le deuxième texte conclut en parlant de « la classe moyenne », nous parlerons de ce concept au singulier.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 81.

acquérir la moindre concréétude. Plus encore, la tâche est elle-même évitée par un recours à la bonne vieille contradiction prolétariat/capital dont l'énonciation doit, par elle-même, régler la question :

considérer les classes moyennes “en elles-mêmes” n'a alors aucun sens. Les classes moyennes n'existent qu'en ce qu'elles sont constitutives de ce qu'est le prolétariat dans sa contradiction au capital.⁵⁷

La classe moyenne serait donc un « moment » de la lutte des classes dont on ne sait rien hormis qu'il est constitutif de ce qu'est le prolétariat. Qu'est-ce qui fait la spécificité de ce moment? Quelles personnes, au sein du prolétariat, s'opposent, de quelle manière et pourquoi le feraient-elles? Pourquoi notre auteur accepte-t-il de parler de classes moyennes tout en rejetant leur détermination de classe ou, dit autrement, pourquoi nie-t-il dans le prédicat ce qu'il affirme expressément dans le sujet? Voilà autant de questions auxquelles il a semblé, aux yeux de cet individu, inintéressant de répondre. Or, par cette omission, c'est tout bonnement l'inanité de sa propre conception des classes moyennes qu'il a mise à nu devant son lectorat.

Quant à lui, le deuxième texte (*La classe moyenne en elle-même*) identifie aussi cette confusion qu'entraîne le

⁵⁷ *Ibid.*, pp. 81-82.

refus de parler de la classe moyenne en elle-même. Il relève le paradoxe auquel on aboutit lorsqu'on tente d'extraire une définition positive du premier texte : « Le terme de “classes moyennes” demeure mais seulement comme rapport du prolétariat à lui-même ». En effet, parler de la classe moyenne comme d'un *rapport à soi du prolétariat*, c'est ou bien une expression dénuée de sens, ou bien une formule polie utilisée par le second auteur pour indiquer à son camarade que cette définition n'en est pas une, parce que réduire la classe moyenne au prolétariat (à ses « moments »), c'est simplement poser la non-existence de la classe à définir. Ce texte voit bien l'erreur qui consiste, d'un côté, à refuser de reconnaître à la classe moyenne une existence comme telle, mais, de l'autre, à accepter le concept d'interclassisme – concept qui présuppose l'existence d'une classe distincte du prolétariat et du capital. S'éloignant du bourbier dans lequel le premier texte s'est enlisé, le second auteur s'avance donc vers une définition de la classe moyenne en partant lui aussi de la contradiction prolétariat/capital, mais cette fois-ci, en y ajoutant l'énumération suivante :

Si nous avons la contradiction entre le prolétariat et le capital, l'exploitation, nous devons considérer toute l'extension et le développement du concept : le salariat comme rapport de production *et* rapport de distribution; la distinction entre travail simple et travail complexe (constitutif de la valeur, temps de travail social moyen) – ces deux premiers points

permettent d'introduire structurellement l'importance et la pertinence de la hiérarchie des revenus; la dualité de la coopération (le travail salarié implique la concentration des moyens de production face à lui dans la production à grande échelle); le travailleur collectif; la circulation de la valeur (A-A') ; la distinction entre travail productif et improductif (qui ne doit pas être substantialisée sous la figure de personnes); la nécessaire reproduction du rapport avec toutes les instances et activités qui lui sont liées...⁵⁸

Si ces éléments énumérés peuvent fournir un point de départ utile pour une définition des classes moyennes, ici, l'auteur nous laisse gracieusement le soin d'ordonner nous-mêmes ceux-ci en vue d'en faire une théorie cohérente. Quel est le rapport de la classe moyenne au travail productif? Quel est le rôle de la circulation de la valeur dans la constitution de cette classe? Est-ce que le concept de travailleur collectif dissout ou établit des distinctions de classes? À vrai dire, c'est une infinité de questions similaires qui doit émerger de cette lecture, parce qu'aucun élément de cette énumération (comme la distinction entre travail productif et improductif) n'est posé comme déterminant dans la constitution des classes sociales. Ce n'est qu'à la fin du texte qu'apparaît un indice sur ce qui pourrait représenter la combinaison spécifique des éléments de la contradiction qui constitue

⁵⁸ *Ibid.*, pp. 90-91.

la classe moyenne. Mais encore là, la combinaison spécifique n'est pas directement explicitée, c'est plutôt un « principe de reconstitution » qui intervient – principe dont le rapport à l'énumération qui précède doit encore une fois être démystifié par le lectorat. Ce principe de reconstitution, c'est « la caractéristique de la subsomption réelle d'être *la constitution du capital en société*⁵⁹ ». Et pour que le capital se constitue en société, il doit se reproduire idéologiquement :

Ma tentative de définition « en elles-mêmes » des classes moyennes renvoie finalement à *l'autoprésupposition du capital* en tant que société salariale. Ce « en tant que » est le travail *idéologique* spécifique achevant la constitution de cette classe – *au singulier* – en ce que cette idéologie et les conditions de sa reproduction et de sa légitimité deviennent l'activité propre de cette classe dans la société.⁶⁰

La classe moyenne aurait donc comme activité spécifique le travail idéologique, concept dont la généralité de la définition proposée ici prévient à la fois toute critique et toute compréhension. Que le capital nécessite un travail idéologique pour « faire société », cela n'est pas à remettre en question, mais il nécessite aussi une quantité innombrable d'autres tâches qui n'ont pas directement à

⁵⁹ *Ibid.*, p. 95.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 95.

voir avec le travail productif pour « faire société ». Qu'en est-il de ces agents? Quelle est la position du « travail idéologique » dans les rapports de production? Est-ce que la détermination de la classe par la position idéologique est aussi décisive que les autres formes de détermination possibles? Ce travail est-il productif ou improductif? Encore une fois, ces questions ne trouvent pas une seule réponse, parce que la focalisation sur la contradiction et sa polarisation élude le travail consistant à définir spécifiquement, c'est-à-dire en elles-mêmes, les classes qui constituent les pôles de cette contradiction et celle qui constitue un terme intermédiaire.

Par ailleurs, cette définition est assez commode pour la théorie des classes de TC, puisqu'elle permet encore d'inclure dans le prolétariat toute personne dont l'activité pourrait éventuellement entrer en conflit avec le capital. En associant la classe moyenne au seul travail idéologique, en affirmant que, par ce travail, elle « milite pour la reproduction de la société salariale⁶¹ », on peut rapidement passer par-dessus l'analyse sérieuse de son rôle dans la lutte des classes. Elle n'a pas vraiment d'intérêts distincts de ceux du capital, elle n'est que l'arme de ce dernier dans la lutte qui l'oppose au prolétariat. Avec une telle définition, l'interclassisme devient un concept sans trop d'intérêt puisque la classe moyenne ne peut jamais

⁶¹ *Ibid.*, p. 96.

vraiment faire autrement que suivre à la trace les intérêts du capital; il y a peut-être trois classes, mais il n'y a encore que les deux mêmes camps.

Le concept de « prolétariat » comme polarisation de la contradiction

Bien que ces deux textes ne soient certainement pas les plus importants de *Théorie Communiste*, ceux-ci témoignent d'un problème plus fondamental dans leur théorie des classes du mode de production capitaliste. Ce problème est le résultat d'un saut qui consiste, d'abord, à considérer avec raison que l'analyse de la totalité capitaliste doit partir de la contradiction qu'est la production de plus-value pour, ensuite, considérer à tort que toute activité créée par la polarisation de cette contradiction qui est confrontée au capital est propre au prolétariat⁶². Pour les deux textes discutés précédemment, ce problème se manifeste dans leur incapacité à offrir une conception satisfaisante de la classe moyenne, puisque le critère du travail productif n'est pas utilisé pour poser des distinctions de classes. Cette ambiguïté, relative au lien entre le travail productif et le prolétariat, est exprimée

⁶² *Théorie Communiste*, n. 16, mai 2000 : « nous appelons prolétariat la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit en activités contradictoires. » Notons au passage que cette définition revient à plusieurs reprises dans différents numéros de TC.

plus directement dans un texte de la revue *SIC* signé par Roland Simon, directeur de rédaction de *Théorie Communiste* :

Un travailleur improductif vend sa force de travail et est exploité pareillement par son capitaliste, pour lequel son degré d'exploitation déterminera la part de plus-value qu'il pourra s'approprier comme profit. Mais c'est du travail productif que l'on peut déduire que le prolétariat ne se limite pas aux travailleurs productifs. En effet, premièrement, il est dans l'essence même de la plus-value d'exister comme profit, y compris pour les capitaux productifs eux-mêmes, deuxièmement, pour cette raison même, c'est toute la classe capitaliste qui exploite toute la classe ouvrière, de même que le prolétariat appartient à la classe capitaliste avant même de se vendre à tel ou tel patron.⁶³

Selon cet argument, il faudrait comprendre premièrement que le prolétariat se compose d'individus effectuant un travail productif et improductif, parce que, par définition, la plus-value ne devient profit qu'au terme de sa réalisation par le capital commercial. Ainsi, le rapport d'exploitation ne devient réalité qu'au terme du circuit du capital (A-M...P...M'-A'), lorsque le capital commercial convertit la marchandise contenant de la plus-value en argent (le mouvement M'-A'). En bref, ce qui fait que le

⁶³ R. S., « Le moment actuel », *Sic No. 1*, 2011, p. 136.

prolétariat inclut les employé·e·s du commerce, c'est que l'exploitation a son fondement dans la sphère productive, mais qu'elle reste une fiction sans la réalisation de la plus-value par les actes commerciaux (ce qui est accompli par du travail improductif). Ici, le fait que la plus-value n'a d'existence que comme profit doit avoir pour conséquence que l'ensemble des salarié·e·s qui effectuent des fonctions qui concourent à la réalisation de la plus-value comme profit sont des prolétaires. En effet, si ces personnes participent à la réalisation de la plus-value comme profit, alors elles doivent... *être membres du prolétariat!* Si nous acceptons un tel argument, nous devons aussitôt ajouter que les cadres et les gérant·e·s, les publicistes et les contremaîtres sont des prolétaires, puisqu'illes sont « nécessaires » à l'exploitation et, sans elles et eux, la plus-value ne pourrait guère correspondre à son concept. Or, ce critère ne vaut rien : toute une série de tâches propres au capital et sans lesquelles la plus-value ne pourrait se réaliser comme profit sont déléguées à des salarié·e·s, mais cela n'en fait pas pour autant des prolétaires. Pour déterminer qu'un agent appartient au prolétariat, il est impératif de répondre par l'affirmative à la question suivante : effectue-t-il un travail productif? Ajoutons également que cet argument laisse de côté tous les agents improductifs qui ne sont pas employés par du capital et, en ce sens, ne fournit aucun critère pour déterminer leur appartenance de classe, à moins que ceux-ci aient comme tâche spécifique le « travail idéologique »

- seule définition minimalement explicite de la classe moyenne offerte par TC.

Il est frappant que ce même texte identifie bel et bien le travail productif comme l'élément déterminant de la *constitution* en classe du prolétariat, mais refuse d'en faire une condition nécessaire à l'*appartenance* à cette classe :

Si le prolétariat ne se limite pas à la classe des travailleurs productifs de plus-value, c'est cependant *la contradiction qu'est le travail productif qui le construit*. Le travail productif (de plus-value, c'est-à-dire de capital) est la contradiction vivante et objective de ce mode de production. Il n'est pas une nature attachée à des personnes : le même travailleur peut accomplir des tâches productives et d'autres qui ne le sont pas; le caractère productif du travail peut être défini au niveau du travailleur collectif; le même travailleur (intérimaire) peut passer, d'une semaine à l'autre, d'un travail productif à un autre qui ne l'est pas. Mais le rapport de l'ensemble du prolétariat au capital est construit par la situation contradictoire du travail productif dans le mode de production capitaliste. La question est de savoir, toujours historiquement et conjoncturellement, comment cette contradiction essentielle (constitutive) construit, à un moment donné, la lutte des classes, sachant qu'il est dans la nature même du mode de production capitaliste que cette contradiction n'y apparaisse pas en claire : la

plus-value devenant par définition profit et le capital étant valeur en procès. L'heure solitaire de la dernière instance ne sonne jamais.⁶⁴

Premièrement, il est affirmé que, même si le travail productif n'est pas la seule activité qui confère aux individus la qualité de « prolétaire », la classe est malgré tout « construite » par le travail productif. Mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire, sinon que ce qui définit le prolétariat, c'est d'être la classe du travail productif et que ce n'est qu'en tant que le travail que j'effectue fournit de la plus-value à mes *boss* que je suis prolétaire? On peut certes accepter une panoplie d'autres sens à l'idée qu'une classe soit « construite » par le travail productif, mais dans de tels cas, cette « construction » cesse de valoir pour son essence, pour ce qui la définit, dès qu'on peut s'en passer pour ranger des agents dans cette classe. Le prolétariat devient alors la « classe du travail productif » dans un sens bien étrange, puisqu'il se trouve également des agents improductifs en son sein : en quoi est-il alors la classe du travail productif? Par ailleurs, s'il existe effectivement des situations de précarité extrême où une personne oscille constamment, au gré des aléas du marché, entre l'effectuation de travail productif et de travail improductif, pointer ce genre de cas-limites ne constitue en rien un argument permettant de déduire que le prolétariat s'étend aux salarié·e·s effectuant un travail

⁶⁴ *Ibid.*, pp. 136-137.

improductif. Oui, on peut être prolétaire une semaine et ne plus l'être la semaine suivante, et ce, précisément parce que le travail productif, tout comme le statut de prolétaire, « n'est pas une nature attachée à des personnes ».

Deuxièmement, le texte indique que le prolétariat se transforme selon la situation contradictoire du travail productif dans le mode de production capitaliste et, qu'en ce sens, il faudrait analyser les classes suivant la conjoncture historique de la lutte des classes. Si l'auteur veut seulement dire que la lutte des classes transforme les modalités de l'exploitation et par là, de la lutte elle-même, alors il n'y a rien de problématique dans ce passage – le concept de « cycle de luttes » développé par TC désigne justement ces transformations⁶⁵. Toutefois, cette phrase intervient afin de justifier l'élargissement du concept de prolétariat au-delà du travail productif. Or, on ne voit pas comment la transformation des modalités de l'extorsion de plus-value pourrait changer quoi que ce soit au fait que, justement, la production de plus-value soit l'élément qui détermine l'appartenance au prolétariat. Tel que nous l'avons présenté dans la première partie de la présente revue, l'augmentation de la productivité nécessaire au mode de production capitaliste conduit à l'accroissement relatif de la force de travail effectuant des travaux

⁶⁵ Cf. note 14.

improductifs et, en ce sens, transforme le rapport du travail productif à l'ensemble de la société. Cependant, le fait que la productivité du travail permette de multiplier les activités improductives qui fluidifient l'accumulation du capital ne change rien au fait que seules les personnes effectuant un travail productif entretiennent un rapport contradictoire à la totalité. On peut bien appeler à l'historicisation des classes en scandant qu'elles n'existent que dans leurs luttes, mais le concept de mode de production capitaliste nécessite tout de même qu'il y ait un rapport de production fondamental se reproduisant par des activités de classes déterminées. Et peu importe la conjoncture historique donnée, la seule activité dont le capital ait *absolument besoin pour se valoriser* tout en la rejetant constamment pour accroître sa productivité, c'est le travail vivant produisant de la plus-value. Cette activité est une condition nécessaire pour appartenir au prolétariat et le seul événement historique qui changera quoi que ce soit à cela, c'est l'abolition du prolétariat par la révolution communiste.

Dans la citation qui suit, nous voyons que le refus de définir explicitement ce que sont les classes en elles-mêmes conduit à une définition flottante, incapable d'établir des critères stricts permettant de déterminer l'appartenance de classe :

Les classes ne sont pas des collections d'individus, le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société. Le rapport particulier (par rapport à tout autre travail exploité) du travail productif au capital social ne se fixe pas comme l'essence des travailleurs productifs.⁶⁶

Soit cette définition ne fait que s'accorder avec 100% des sociologues pour dire qu'une classe – comme n'importe quel groupe social – n'est jamais une addition arbitraire d'individus, soit elle rivalise avec les thèses des métaphysiciens les plus téméraires et affirme que les classes *ne sont pas composées d'individus*. Si cette dernière affirmation doit être rejetée, on peut malgré tout comprendre ce qui la motive : par là, on souhaite probablement se distancier d'une approche appréhendant les classes selon des critères extérieurs aux rapports de production, faisant ainsi du prolétariat un groupe socioculturel auquel on appartient en fonction de sa famille, de son quartier ou de son niveau de revenu. S'il faut effectivement refuser ce type d'approche, cela ne change absolument rien au fait que les classes sont des groupes d'individus, peu importe les changements pouvant se produire au sein de ceux-ci. Évidemment, ce qui regroupe des individus pour en faire une classe se

⁶⁶ R.S., *op. cit.*, p. 137.

comprend uniquement par la place commune qu'ils occupent au sein des rapports de production dominants d'une société donnée, mais ces rapports n'existent pas indépendamment des individus qui les produisent et reproduisent. Plus encore, le problème avec une telle position, c'est qu'elle cache un refus de fournir une définition extensive des classes sociales – c'est-à-dire en mesure de déterminer l'appartenance de classe de tel ou tel agent du mode de production. Si les classes ne sont pas des groupes d'individus, il devient à peu près impossible d'affirmer qu'une lutte particulière est menée principalement par des prolétaires, par des membres de la classe moyenne ou encore par une couche paupérisée de la classe capitaliste, parce qu'affirmer ceci reviendrait à embrasser la conception bassement sociologique selon laquelle les classes sociales sont composées d'individus pouvant être identifiés dans la réalité concrète... On peut bien dire que les individus ne sont que les « supports » des classes sociales, que celles-ci se reproduisent indépendamment de tel ou tel individu particulier, mais il n'en demeure pas moins que dans une conjoncture politique donnée, on ne retrouve jamais le prolétariat ou la classe moyenne à l'état pur; on n'arrive à aucune connaissance sur la composition d'un mouvement ou d'une mobilisation en indiquant qu'elle est l'expression de « la polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société ». Ce que l'on observe

dans une lutte particulière, c'est la présence de plusieurs individus dont les intérêts s'affrontent et pour être en mesure d'en comprendre la dynamique, il faut pouvoir déterminer que ces individus appartiennent à des groupes plus larges – les classes sociales – qui déterminent les différentes manières de se rapporter à la lutte.

Suivant toujours cette définition, il serait donc plus juste de définir le prolétariat et le capital en indiquant qu'ils sont « la polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société ». Que le prolétariat et le capital soient les deux pôles du mode de production capitaliste ne fait pas de doute, mais identifier les pôles à la *polarisation*, c'est l'équivalent d'identifier les termes d'un rapport au rapport lui-même. On peut appeler « polarisation » le processus par lequel se reproduit et se modifie le rapport entre les classes ou, dit autrement, la forme spécifique par laquelle les classes se reproduisent dans leur lutte, mais les classes ne sont jamais cette polarisation. Elles sont l'effet de celle-ci, mais ne s'y identifient pas pour autant. La polarisation, c'est au plus le rapport entre les classes exprimé de manière dynamique. Et justement, il n'aura échappé à personne que dire des classes qu'elles sont le rapport entre les classes, c'est ne rien dire sur les classes. À la limite, si le mode de production capitaliste était le théâtre d'uniquement deux activités aisément identifiables à un

pôle ou l'autre de la contradiction (production et appropriation de plus-value), on pourrait excuser le fait que cette définition ne produise aucune connaissance. Or, dès que l'on accepte de parler d'interclassisme et de classe moyenne ou, simplement, dès que l'on reconnaît l'existence du travail improductif, la définition des classes comme « polarisation » devient radicalement insuffisante. Rappelons-le, cette définition doit justifier l'élargissement du prolétariat au-delà des personnes effectuant un travail productif en tant que *l'ensemble de la société* est structuré par la contradiction qu'est le travail productif. La classe moyenne résulte effectivement de la contradiction qui polarise l'ensemble de la société, mais ce n'est pas parce qu'elle existe dans une totalité qui tend à son abolition que son rapport spécifique au mode de production capitaliste pose problème *pour la totalité elle-même*.

Dans un autre passage où cette définition est reprise au mot près, TC ajoute un élément indiquant avec encore plus de clarté comment leur définition du prolétariat excède l'ensemble des individus occupant une position commune au sein des rapports de production en s'étendant à toutes les catégories qui entrent en conflit avec le capital :

Il faut dire cette chose triviale : le prolétariat c'est la classe des travailleurs productifs de plus-value. Ce n'est qu'une fois une telle chose dite que l'on définit la

classe de façon historique parce qu'on a alors posé une contradiction, l'exploitation, et la polarisation de ses termes. Le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit, en activités contradictoires. La contradiction qui résulte, dans le mode de production capitaliste, du rapport entre l'extraction de plus-value et la croissance de la composition organique du capital se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes l'ensemble de la société. *Dans cette polarisation ce sont les catégories et les classes sociales de la société du capital qui se dissolvent comme prolétariat contre le capital et la classe capitaliste.*⁶⁷

Encore une fois, TC pose d'abord la centralité de la production de plus-value pour ensuite ajouter une formulation énigmatique sur la constitution du prolétariat au-delà du travail productif en laissant au lectorat la mission de découvrir les secrets devant être révélés par l'énonciation des concepts de « croissance de la composition organique » et de « péréquation du taux de profit ». Il faut donc interpréter ce que signifie l'idée selon laquelle les catégories et les classes sociales se « dissolvent » comme prolétariat. On pourrait penser que TC parle ici d'une dissolution objective, au sens où le développement

⁶⁷ *Théorie Communiste*, n. 20, septembre 2005, p. 173. (Nous soulignons.)

historique du mode de production capitaliste aurait pour effet d'éliminer la classe moyenne en intégrant celle-ci au prolétariat. D'emblée, on peut rétorquer que même si c'était le cas, cette affirmation n'ajouterait rien à la définition initiale – le prolétariat comme « classe des travailleurs productifs de plus-value » –, dans la mesure où elle ne ferait que signaler que de plus en plus d'agents du mode de production répondent à cette définition. En ce sens, cette formulation ne ferait qu'éviter la question de la classe moyenne et, du même coup, celle de l'interclassisme en annonçant une prolétarisation générale de la société. Or, cette conception est fondamentalement problématique justement parce que « la croissance de la composition organique du capital » a pour effet de *réduire la part relative du travail productif* au sein du procès de production. Ce qu'on constate depuis la restructuration du mode de production capitaliste, ce n'est pas la disparition de la classe moyenne par la prolétarisation, mais plutôt la croissance des salarié·e·s effectuant un travail improductif et la multiplication des luttes à caractère interclassiste. Par conséquent, si les classes sociales se « dissolvent » comme prolétariat, ce n'est pas au sens où elles disparaissent effectivement des rapports de production par l'intégration de ses agents à la classe du travail productif.

Si l'on veut faire sens de la « dissolution » à laquelle TC réfère, on doit alors l'expliquer autrement. Il faut se

pencher sur l'affirmation selon laquelle la contradiction du mode de production capitaliste « se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes l'ensemble de la société ». Tout d'abord, soulignons l'emploi tout à fait obscur de l'expression d'« activités productives ». En effet, cette expression intervient tout juste avant d'affirmer que celles-ci, en tant que « catégories du capital », se dissolvent, avec les classes sociales, « comme prolétariat ». Ce qui signifie que de telles activités productives ne peuvent consister en travail productif, puisqu'autrement, il faudrait qu'elles puissent *devenir* ce qu'elles étaient *déjà*, c'est-à-dire qu'elles puissent se dissoudre... en elles-mêmes. N'étant pas assimilable au travail productif, la question se pose donc toujours de savoir en quoi ces activités sont « productives ». Ensuite, l'utilisation du concept de « péréquation du taux de profit » est elle aussi difficilement saisissable, en tant qu'il doit ici expliquer le fait que l'ensemble de la société se structure comme rapport contradictoire par une dissolution des classes sociales dans le prolétariat. Or, il n'est pas évident que le fait que la concurrence des capitalistes établit un taux de profit moyen entre les différentes branches de la production puisse expliquer le fait que certaines classes se « dissolvent » comme prolétariat tout en restant improductives. Oui, la péréquation du taux de profit permet également d'expliquer comment le capital

commercial participe à l'établissement du taux de profit moyen en s'accaparant une part de plus-value correspondant à la hauteur de la masse de son capital même s'il n'emploie aucun agent productif⁶⁸, mais cela ne change rien au fait que les employé·e·s improductif·ive·s du commerce n'ont pas le même rapport au capital que le prolétariat, et ce, parce qu'un capitaliste commercial pourrait toucher une part de plus-value *sans engager un·e seul·e salariée*. Mais comme TC aime bien laisser le fardeau de l'explication à son lectorat, on peut creuser ce que le texte sous-entend et penser ici que les classes sociales se dissolvent comme prolétariat dans la mesure où le rapport qui lie ce dernier au capital est contradictoire *pour l'ensemble de la société*. En ce sens, produire de la plus-value ou non serait quelque chose de contingent pour appartenir au prolétariat, parce que le simple fait que *certain*s agents effectuent un travail productif garantirait déjà le caractère contradictoire de la totalité. Une fois établi que cette situation est contradictoire pour l'ensemble de la société capitaliste, TC assimile au prolétariat toute personne faisant face au capital sans pour

⁶⁸ Marx, *Le Capital*, livre 3, t. I, pp. 297-298 : « Le capital marchand participe par conséquent à l'égalisation de la plus-value en profit moyen, bien qu'il n'entre pas dans la production de cette plus-value. C'est pourquoi le taux général de profit se trouve déjà diminué de la plus-value qui revient au capital marchand, ce qui constitue donc une diminution du profit du capital industriel. [...] [Le] profit commercial se ramène à la part aliquote de la plus-value qui revient au capital marchand comme une part aliquote du capital total employé dans le procès social de reproduction. »

autant que la position de celle-ci au sein des rapports de production soit elle-même en contradiction directe avec le capital. Dire que les classes sociales se dissolvent comme prolétariat, c'est donc séparer ce qui fait du prolétariat une classe du mode de production capitaliste de ce qui en fait une classe révolutionnaire. Pire encore, le prolétariat ne serait même plus une classe au sens strict (c'est-à-dire définie en dernière instance par le rapport de production dominant de la société), puisqu'il serait une catégorie regroupant un ensemble de classes emportées par la contradiction de la totalité capitaliste.

Dans un texte sur les soulèvements équatoriens en 2000, *Théorie Communiste* utilise cette même définition du prolétariat précisément pour englober des activités qui ne semblent pas correspondre à la production de plus-value. Dans celui-ci, TC développe le rapport entre *classe ouvrière* et *prolétariat* en s'appuyant sur l'exemple des luttes paysannes équatoriennes. Suivant l'analyse, il serait valide d'identifier le prolétariat à la classe ouvrière jusqu'au moment où la contradiction fondamentale en vient à polariser la société et ses contradictions à un point tel que même « le petit paysan andin ne peut plus agir en tant que tel »; à partir de ce moment, le prolétariat devient beaucoup plus vaste que la classe ouvrière :

Cela ne nous gêne pas d'appeler mouvement du prolétariat cette série de luttes incluant celles du

« mouvement indien » essentiellement paysan. Non seulement ces dernières s'inscrivent dans des luttes urbaines et industrielles récurrentes et ne prennent leur ampleur que dans ce contexte. Mais encore nous appelons prolétariat la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit en activités contradictoires. La contradiction qui résulte, dans le mode de production capitaliste, du rapport entre l'extraction de plus-value et la croissance de la composition organique du capital se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes l'ensemble de la société. Le degré selon lequel cette contradiction fondamentale polarise l'ensemble des contradictions sociales est un critère permettant de juger le niveau d'une lutte, en ce que dans cette polarisation ce sont les catégories et les classes sociales de la société du capital qui se dissolvent contre le capital et la classe capitaliste. Si nous pouvons identifier le prolétariat à la classe ouvrière c'est que, dans la situation de celle-ci, la contradiction centrale du mode de production capitaliste devient la condition de son dépassement comme activité particulière. En cela, cette identification dépasse la classe ouvrière au moment où ce sont toutes les contradictions de la société qu'elle polarise, et où le petit paysan andin ne peut plus agir en tant que tel (ce qu'a contrario nous montre, en l'occurrence, la prégnance du démocratisme radical). Cette identité, pour la classe ouvrière elle-même, n'est pas un donné mais un mouvement. Les classes sont

génétiquement données en même temps que leur contradiction, ne lui préexistent pas et c'est pour cela qu'une classe, le prolétariat, peut s'abolir en tant que classe, parce qu'il ne préexiste pas à, ni ne résulte de ce mouvement, mais en est la seule réalité concrète sans laquelle la baisse du taux de profit est une abstraction et l'abolition du mode de production capitaliste un projet déterministe. Toutes les vaches ne sont pas grises, mais le noir et le blanc ne sont pas des substances préexistant aux vaches.⁶⁹

Tout d'abord, on peut se demander ce qui justifie l'assimilation du « petit paysan andin » au prolétariat. D'innombrables analyses de la question rurale/agricole en Amérique latine (et ailleurs) ont été réalisées et dans lesquelles le constat de l'existence d'un prolétariat rural, d'une classe moyenne, d'une classe capitaliste et de propriétaires fonciers – bref, d'une importante différenciation sociale – s'est imposée. Si donc TC veut dire par « petit paysan andin » le prolétariat agricole (*i.e.* ceux et celles qui sont contraint·e·s de vendre leur force de travail à d'autres producteurs plus gros), alors il n'y a rien à dire de leur analyse. La « classe ouvrière » serait donc seulement un concept sociologique (désignant, grossso modo, le prolétariat urbain) qui n'est pas du tout pertinent ici puisque c'est déjà le cas que la classe ouvrière ne s'identifie pas au prolétariat. Nul besoin d'un moment

⁶⁹ *Théorie Communiste*, n. 16, mai 2000, p. 16.

où la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste polariserait l'ensemble des contradictions de la société pour que le prolétariat excède le prolétariat des villes : les paysan·ne·s qui se louent sont prolétaires et ce depuis que la production capitaliste s'est emparée de l'agriculture.

Toutefois, la distinction faite entre « classe ouvrière » et « prolétariat » laisse entendre que la différence entre la classe ouvrière et les paysans andins ne se réduit pas à celle entre le prolétariat urbain et le prolétariat agricole. Si TC utilise « classe ouvrière » comme nous utilisons « prolétariat » (classe du travail productif), alors le concept de « prolétariat » est utilisé dans un sens beaucoup plus large et difficile à circonscrire. Le cas échéant, la polarisation des contradictions de la société supprimerait la définition du prolétariat comme classe du travail productif pour la remplacer par « le fait de ne plus pouvoir agir en tant que tel ». En ce sens, comme la contradiction qu'est la production de plus-value en vient à menacer l'ensemble des activités de la société, il suffirait de voir son activité spécifique mise en péril par le développement de la contradiction qu'est le capital pour être prolétaire. En suivant ce raisonnement, on pourrait ajouter que les luttes autochtones au Canada pour la défense et la décolonisation du territoire – comme les blocages initiés par la nation Wet'suwet'en qui se sont multipliés sur l'ensemble du territoire à l'hiver 2020 –

sont des luttes du prolétariat en tant qu’elles défendent un mode de vie constamment détruit par le développement du capital. Par là, on penserait peut-être leur accorder un titre de noblesse, mais en réalité, on ne ferait qu’éluder la spécificité d’une situation caractérisée davantage par la dépossession du territoire que par la prolétarisation à proprement parler⁷⁰. On éviterait la tâche consistant à étudier les positions de classes spécifiquement produites par la dissolution progressive des structures sociales antérieures par le colonialisme de peuplement et l’impérialisme ainsi que la différenciation sociale existant au sein de ces groupes. Bref, assimiler au prolétariat toute personne dont le mode de vie entre en conflit avec le développement du capital sans étudier la position de ces personnes au sein des rapports de production et relativement au rapport d’exploitation capitaliste, c’est s’empêcher de comprendre un ensemble de positions qui déterminent des rapports spécifiques à la lutte des classes.

⁷⁰ Coulthard, *Peau rouge, masques blancs*, Lux, 2018, p. 33 « en appliquant le concept d’accumulation primitive au contexte canadien, il semblerait que c’est l’histoire et l’expérience de la *dépossession*, et non pas de la prolétarisation, qui ont constitué la structure dominante ayant façonné la relation historique entre les peuples autochtones et l’État canadien. »

Être menacé·e de déclassement, être en voie de déclassement ou être effectivement déclassé·e par la perte de son emploi ou des moyens d'assurer sa subsistance ne sont pas des conditions suffisantes pour appartenir au prolétariat. Une fraction de la classe moyenne peut voir sa position de classe menacée, mais sa lutte ne prend pas aussitôt un caractère prolétarien; elle peut tout à fait lutter *pour la reproduction de sa position de classe* qui, elle, implique la survie du mode de production capitaliste. Le fait même qu'une avocate soit contrainte au chômage par suite d'une crise sociale de grande envergure, ou qu'un commerçant de saucissons fins soit ruiné pour la même raison fait-il de ces personnes des prolétaires? Sont-elles en contradiction avec le capital de la même manière que des employé·e·s au chômage parce que l'entreprise qui les engage devient incapable d'écouler, pendant une telle crise, ses marchandises à un prix qui ne soit pas ruineux? Le blanc et le noir ne sont pas des substances. Parfait. Mais si l'on veut être capable de les distinguer, il faut précisément expliquer ce qui diffère dans ces cas. Lorsqu'on assimile au prolétariat tout groupe dont l'activité spécifique est menacée par le développement contradictoire du mode de production capitaliste, on rend ce concept non opératoire, puisque toute lutte contre le capital devient une lutte du prolétariat. Ce concept reste nécessaire pour TC parce qu'il doit y avoir une « réalité

concrète sans laquelle la baisse du taux de profit est une abstraction et l'abolition du mode de production capitaliste un projet déterministe », mais pour faire partie de cette réalité il est contingent d'effectuer la seule activité directement en contradiction avec le capital : la production de plus-value. Or, c'est du fait que le prolétariat *est la classe du travail productif* qu'on peut dire qu'il ne peut plus faire autrement, lorsque son activité particulière est rendue impossible, que de créer de nouveaux rapports sociaux qui sont immédiatement l'abolition du capital. Et c'est précisément cela qui fait qu'il est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.

SECTION 3.2

Le problème de la classe moyenne salariée chez Astarian et Ferro

La pertinence d'une théorie des classes du mode de production capitaliste repose sur sa capacité à produire des définitions permettant de rendre compte des luttes qui le structurent. Les luttes que les classes se livrent incessamment – parfois silencieusement, parfois à découvert – doivent trouver une explication au sein même du rapport contradictoire qui produit les classes sociales; une théorie des classes doit être en mesure de présenter ces luttes *comme le développement même de ce rapport*. Une théorie dont les définitions conduisent à une conception du capitalisme comme une simple *stratification sociale* échoue à la tâche puisqu'avec celle-ci, le rapport que les classes entretiennent se réduit à une différenciation quantitative; les prolétaires, ce sont les pauvres, la classe moyenne regroupe les personnes un peu plus fortunées et la classe capitaliste n'est pas autre chose que l'ensemble des riches. C'est le danger que court toute théorie qui fait de la distribution de la plus-value l'élément décisif de la définition des classes. Le niveau de rémunération d'un agent, parce qu'il explique son appartenance de classe,

devient alors le seul élément réellement important pour l'analyse de classe. Conséquemment, la place des agents au sein des rapports de production et la contradiction qui structure et meut les formations sociales capitalistes n'ont plus qu'un rôle explicatif – au mieux – marginal dans l'analyse de cas concrets de lutte des classes.

On l'a vu, insister sur le fait que, dans le capitalisme, le prolétariat et le capital sont unis par un rapport contradictoire n'est cependant pas un geste suffisant en lui-même. L'analyse d'une situation concrète tombe rapidement à plat si elle se limite à affirmer que celle-ci n'est que l'expression d'une contradiction fondamentale refaisant surface après avoir si bien travaillé sous terre. Une théorie des classes véritablement opératoire doit être extensive, c'est-à-dire qu'elle doit avoir la capacité de dire quelles classes sont en lutte, de déterminer l'appartenance de classe de tel ou tel agent du mode de production et d'interpréter ce que la participation de telle partie de telle classe nous indique sur la santé de la société capitaliste. C'est uniquement en produisant des définitions répondant à cette condition qu'une théorie permet d'avoir prise sur la réalité en éclairant les possibilités que met au jour une conjoncture particulière de la lutte des classes.

Parmi les récentes tentatives de fournir une théorie des classes extensive, la plus intéressante se retrouve sans conteste dans les travaux de Bruno Astarian et de Robert Ferro sur la classe moyenne salariée et l'interclassisme dans la conjoncture politique actuelle⁷¹. Dans *Le ménage à trois de la lutte des classes* (2019), Astarian et Ferro tentent de répondre aux lacunes de la théorie marxiste relatives au problème de la classe moyenne. Pour ce faire, ils construisent une théorie de la classe moyenne salariée visant à rendre possible l'analyse de la participation de cette classe à certains des plus importants mouvements sociaux récents – que l'on pense au mouvement contre la loi Travail de 2016 en France ou, ici même, à la grève étudiante du printemps 2012. Le problème de la classe moyenne est réellement pris au sérieux en tant que celle-ci est considérée comme une classe ayant un rôle et des intérêts spécifiques au sein du mode de production capitaliste. Ce problème n'est pas dédaigné, comme ce fut trop souvent le cas, sous prétexte que la classe moyenne est une espèce en voie d'extinction dont la prolétarisation est imminente. Bien que ces recherches soient intéressantes et incontournables, elles sont cependant entachées d'un défaut important. En définissant la classe moyenne comme la *classe du sursalaire*, Astarian et Ferro

⁷¹ Bruno Astarian et Robert Ferro participent tous les deux au blog *Hic Salta* qui s'inscrit dans le courant de la communication.

échouent à rendre compte du caractère véritablement équivoque des rapports qui lient la classe moyenne à la classe capitaliste et au prolétariat. Partant, c'est son rôle réel dans la lutte des classes qui ne peut être adéquatement compris.

La classe du sursalaire

C'est en s'inspirant d'un livre de C. Baudelot, R. Establet et J. Malemort⁷² que la définition de la classe moyenne salariée (CMS) d' Astarian et Ferro se construit. La principale thèse reprise de ce livre soutient que certains agents du mode de production capitaliste *reçoivent un salaire qui excède le prix de la reproduction de leur force de travail*. Cette thèse est justifiée par le fait que la hiérarchie salariale ne peut pas s'expliquer exclusivement par la différence entre les coûts de la reproduction de la force de travail. Par exemple, même si le coût de la reproduction d'un-e ingénieur-e est supérieur à celui d'une personne travaillant en cuisine – notamment parce que la formation de l'ingénieur-e est plus longue et plus onéreuse⁷³ –, n'en demeure pas moins que l'écart salarial

⁷² Baudelot, Establet et Malemort, *La petite bourgeoisie en France*, Maspero, 1974.

⁷³ Astarian, et Ferro, *Le ménage à trois de la lutte des classes*, L'Asymétrie, 2019, p. 26. Afin d'évaluer la valeur de la force de travail d'un agent du mode de production capitaliste, Baudelot, Establet et Malemort utilisent les critères suivants : Usure de la force de travail : nourriture, logement, détente, soins

entre ces deux métiers est trop grand pour que ce soit là la seule explication. Pour Baudelot, Establet et Malemort, ces agents constituent la petite bourgeoisie puisque leur salaire excède le coût effectif de la reproduction de leur force de travail⁷⁴. Cet excédent correspond à ce qu'ils appellent une *rétrocession de plus-value*, c'est-à-dire à une partie de la masse totale de plus-value que lui octroie la classe capitaliste en échange des services que la classe moyenne lui rend.

Pour Astarian et Ferro le fond du raisonnement est bon – à savoir qu'il existe un *écart* entre le prix de la reproduction de la force de travail et le salaire effectif –, mais l'idée d'une rétrocession de plus-value presuppose injustement que la classe moyenne salariée est exclusivement constituée d'agents producteurs de plus-value, puisqu'une rétrocession implique que l'on reçoit ce que l'on a produit. Or, indiquer qu'il existe un *écart* entre le prix de la reproduction de la force de travail et le salaire effectif n'implique absolument pas qu'il y ait effectuation d'un travail productif, c'est-à-dire un travail employé par du capital produisant une marchandise dans laquelle s'est

médicaux, etc. Qualification : frais de formation initiale, frais de formation continue. Reproduction familiale : éducation des enfants, entretien du conjoint, etc.

⁷⁴ Si Baudelot, Establet et Malemort utilisent le concept de « petite bourgeoisie », le reste de notre analyse de la théorie d'Astarian et Ferro se fera avec le concept qu'ils utilisent, à savoir celui de « classe moyenne salariée ». Pour voir ce qui justifie ce choix conceptuel, cf. *Ibid.*, p. 33-34.

cristallisé un surtravail sous forme de plus-value. De la même manière que recevoir un salaire de misère ne constitue pas une preuve que l'on effectue un travail productif, recevoir un haut salaire ne nous place pas *ipso facto* dans la catégorie du travail productif ou improductif. Cela ne permet pas du tout de déterminer que les agents de la classe moyenne salariée effectuent uniquement du travail productif et « comme la partie improductive des travailleurs de la CMS n'a pas produit de plus-value, il n'y a pas lieu de leur en *rétrocéder* une part⁷⁵ ». Pour corriger cette bavure, les auteurs optent pour le concept de *sursalaire* grâce auquel ils décrivent le fait que la classe capitaliste ne « *rétrocède rien* » et qu'elle fait bien plutôt *un certain usage de la plus-value disponible*, qui consiste à verser un *sursalaire* à certains agents. Si l'on reconnaît un agent de la classe moyenne salariée à son sursalaire, reste que cette prime ne peut pas être ce qui *détermine* l'appartenance de classe; elle en est l'effet et non la cause. Il faut donc se demander ce qui justifie cet usage si charitable de la plus-value disponible alors que le capital pourrait payer l'ensemble de ses employé·e·s, sans aucune discrimination, au prix de la reproduction de leur force de travail. Pour Astarian et Ferro, le capital verse un sursalaire parce qu'il délègue *certaines tâches d'encadrement qui lui sont propres* afin de faire régner sa volonté sur le lieu de travail; le sursalaire « est en même temps une

⁷⁵ *Ibid.*, p. 35.

prime de soumission (au capital) et une prime d'autorité (sur le prolétariat)⁷⁶ ».

Encadrement, direction/surveillance et travail intellectuel

L'élément au cœur de la théorie de la classe moyenne d'Astarian et Ferro, c'est l'idée selon laquelle certains agents du mode de production capitaliste se voient attribuer des tâches d'encadrement *pour lesquelles* ils reçoivent un sursalaire. On a donc, d'un côté, ce qui détermine l'appartenance de classe – l'encadrement – et, de l'autre, l'effet de cette détermination sur la distribution de la plus-value – le sursalaire. La cohérence et l'exhaustivité de cette théorie sont donc suspendues à la condition suivante : lorsqu'il y a l'effet, il *doit* y avoir la cause, ce sans quoi il faut faire intervenir d'autres critères expliquant l'attribution d'un sursalaire. Dit autrement, cette théorie est suffisamment explicative uniquement si ceux et celles qui reçoivent un sursalaire effectuent bel et bien des tâches d'encadrement. Or, pour être en mesure de confirmer cette hypothèse, il faut d'abord préciser ce qu'Astarian et Ferro entendent par « encadrement ». C'est ce en quoi nous sera utile l'exemple des ingénieur·e·s, maintes fois invoqué par nos auteurs :

⁷⁶ *Ibid.*, p. 38.

Le sursalaire est donc une portion de plus-value que les capitalistes versent à ceux qu'ils emploient pour faire une partie de *leur* boulot. Pourquoi le font-ils, puisqu'ils ont déjà payé l'ingénieur, le chef de service, etc. à la valeur de leur force de travail, c'est-à-dire suffisamment pour qu'ils se reproduisent ? S'ils ne le faisaient pas, l'ingénieur serait un prolétaire, au sens où il ne disposerait que de quoi se reproduire comme ingénieur, sans réserves en plus. On peut certes concevoir un ingénieur ou un contremaître prolétaires. Ils seraient payés au niveau de la valeur de leur force de travail, ne pourraient ni surconsommer ni constituer de réserves. Ils se consacreraient à la partie technique, productive, de leur travail, qu'ils feraient plus ou moins bien comme tout prolétaire.⁷⁷

Ce passage nous apprend que si une ingénieur·e « encadre » et reçoit par là un sursalaire, ce n'est pas pour les tâches propres à l'ingénierie – c'est-à-dire celles qui correspondent « à la partie technique, productive, de leur travail » –, mais bien pour des tâches qui sont extérieures à cette dernière. Et le fait qu'Astarian et Ferro associent les contremaîtres et chefs de service aux ingénieur·e·s ne laisse planer aucun doute sur la nature de ces tâches « extérieures » aux tâches techniques : il s'agit de tâches de direction et de surveillance. Ainsi, l'ingénieur·e, en plus d'effectuer ses tâches dites « techniques », effectuerait toute une série de tâches de surveillance (réprimande de la

⁷⁷ *Ibid.*, p. 37.

fainéantise et de la nonchalance prolétarienne, mouchardage, vérification de la qualité du travail, etc.), sans lesquelles il n'y aurait pas lieu de recevoir de sursalaire et l'ingénieur·e appartiendrait au prolétariat... Certes, dans la mesure où la machine conçue par l'ingénieur·e dicte d'avance les gestes et le rythme auquel les prolétaires devront les exécuter et que les plans fournis par l'architecte organisent matériellement le procès de travail, on pourrait présenter cet aspect de leur travail comme de l' « encadrement », mais cela n'a rien à voir avec l'encadrement qu'ont en tête nos deux auteurs, au sens où il ne correspond en rien aux tâches consistant à scruter le procès de production afin de congédier les prolétaires qui traînent de la patte. Le problème avec la théorie de la classe moyenne salariée d'Astarian et Ferro, c'est qu'elle suggère que les différentes tâches par lesquelles des agents réalisent la volonté directrice du capital au sein du procès de travail ne peuvent qu'être des tâches *extérieures* au travail technique d'un agent du mode de production et, par là, identifie le fait de « faire le boulot du capital » à celui d' « encadrer », c'est-à-dire au fait de diriger et surveiller la production. Or, dans le cas des ingénieur·e·s, si leur travail réalise bel et bien les souhaits du capital en reconduisant sa domination sur les lieux de travail, *c'est précisément par les tâches techniques qui lui sont propres.*

Ce problème émerge en raison du fait qu’Astarian et Ferro réduisent les causes du sursalaire à l’encadrement. L’intuition des auteurs est bonne lorsqu’ils indiquent que l’exercice d’un certain pouvoir de discipline sur le prolétariat est impératif afin d’assurer la fluidité du procès d’exploitation et de réaliser la volonté directrice du capital. Néanmoins, il faut distinguer *deux types de rapports de subordination* par lesquels cette volonté directrice se réalise, ce sans quoi on doit imaginer de l’encadrement là où il n’y en a pas afin d’expliquer le sursalaire⁷⁸. Comme nous l’avons vu, le *travail de direction et de surveillance* recoupe la définition de l’encadrement fournie par Astarian et Ferro⁷⁹; ce travail vise essentiellement à assurer le bon déroulement de l’*extraction* et de la *collecte* de la plus-value. Ce travail exprime le fait que le capital doit soumettre le procès de production à sa volonté propre et que certaines tâches improductives doivent être effectuées pour faire régner cette volonté qui ne vient malheureusement pas instinctivement au prolétariat.

Dans la division capitaliste du travail, Marx nous dira que la direction du procès de travail tend à devenir « *fonction du capital* », et que le capital la soumet entièrement. Ceci n’est pas l’effet du hasard : c’est

⁷⁸ Pour l’analyse complète de ces deux types de travail de subordination, voir la section 2.

⁷⁹ Astarian et Ferro, *op. cit.*, pp. 37-39.

que, sous les rapports de production capitalistes (propriété et possession relevant du capital), l'organisation de l'ensemble du procès de travail est pliée aux exigences du capital.⁸⁰

Comme ce n'est pas tous les jours que l'on voit une ingénierie ou un architecte passer sa journée à chasser la paresse, le larcin et l'esprit crypto-luddite sur les lieux de travail, ce doit être un deuxième type de rapport de subordination qui permet d'expliquer ce qui détermine l'appartenance de classe de ces agents. Ce deuxième type de rapport de subordination, c'est celui de domination idéologique – rapport qui divise les agents qui effectuent, d'un côté, un travail manuel et, de l'autre, un travail intellectuel. Ainsi, si les ingénieur·e·s reçoivent un sursalaire ou, plus fondamentalement, s'illes ne font pas partie du prolétariat, tout en contribuant effectivement à la production des marchandises, c'est parce qu'illes réalisent la volonté directrice du capital au sein même du procès de travail par le biais de leur travail intellectuel. Il faut insister, leur travail est dit « intellectuel » non pas parce qu'il ne consiste qu'à travailler avec sa tête, mais parce qu'il monopolise la possession de savoirs et de savoir-faire leur permettant d'exercer un certain contrôle sur le procès de travail. Bien qu'il soit possible que dans cette sphère, d'autres agents détiennent exactement les

⁸⁰ Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Seuil, 1974, p. 242.

mêmes savoirs, reste que seul·e·s les travailleur·euse·s intellectuel·le·s peuvent bénéficier des avantages que l'exercice de tels savoirs permet. Dans le cas des travailleur·euse·s intellectuel·le·s au sein de la production, leur domination sur les travailleur·euse·s manuel·le·s se réalise de manière purement « technique », au sens où c'est par leur investissement scientifique dans la production qu'illes réalisent la volonté directrice du capital; et dans la mesure où celle-ci est fondamentalement hostile au prolétariat, le simple fait de la matérialiser représente déjà une déclaration de guerre contre celui-ci. Certes, cette guerre prend des allures impersonnelles, elle ne semble répondre qu'à des impératifs de productivité, de rationalisation, d'optimisation : ce ne sont pas les ingénieur·e·s qui jettent les prolétaires sur le pavé en révolutionnant les moyens de production, c'est le progrès objectif des forces productives. Mais ce dernier est précisément en raison directe de la soumission du travail intellectuel au capital. L'accroissement de la productivité du travail cesse d'être anecdotique à partir du moment où le capital dispose à son service d'une armée de travailleur·euse·s intellectuel·le·s dévoué·e·s à exaucer tous ses morbides fantasmes de profits.

Alors que l'utilisation du concept d'encadrement est en elle-même problématique, reste qu'un autre problème surgit de la théorie d' Astarian et Ferro. Plus se multiplient les analyses de cas particuliers, plus le sursalaire semble devenir l'élément explicatif de l'appartenance à la classe moyenne. Alors que celui-ci devait lui-même être expliqué par l'effectuation de tâches d'encadrement, on voit dans l'exemple suivant que les auteurs délaissent ce critère et nous conduisent au seuil de la tautologie suivante : telle personne est dans la classe moyenne salariée parce qu'elle reçoit un sursalaire et elle reçoit un sursalaire parce qu'elle est dans la classe moyenne salariée.

Les enseignants et les infirmiers ont en commun le fait que leur travail encadre peu. De façon générale, ce n'est pas vraiment un travail d'encadrement : encadrer un salarié et « encadrer » un écolier ou un patient, ce n'est pas la même chose. C'est certainement la raison qui en fait souvent les segments les plus revendicatifs de la CMS du secteur public. Même si la cantinière, la femme de ménage, l'agent de blanchisserie etc. sont plus bas dans l'échelle, les enseignants et les infirmiers sont en quelque sorte au bout de la chaîne de commandement dont ils dépendent. Il peut leur arriver d'encadrer des figures auxiliaires (surveillants, AVS, aides soignants, etc.), mais c'est secondaire dans leurs fonctions. En ce sens, la justification de leur

sursalaire est plus faible que pour d'autres travailleurs de la CMS. Elle est garantie surtout par la rigidité des grilles salariales de la fonction publique, qui sont de plus en plus remises en cause (précarité dans la fonction publique, etc.).⁸¹

Comme il est impossible de justifier le sursalaire de ces employé·e·s de la classe moyenne salariée en disant que le capital les paie pour faire ses tâches d'encadrement, les auteurs se sauvent d'une explication sérieuse en affirmant que la « rigidité des grilles salariales de la fonction publique » garantit le sursalaire. Si la *rigidité* salariale était un critère minimalement utile pour déterminer l'appartenance de classe, il faudrait ajouter sans tarder que la combativité syndicale et la philanthropie patronale sont aussi des critères pertinents. On pourrait par exemple expliquer le fait que le salaire des infirmier·ière·s est plus élevé que celui des préposé·e·s aux bénéficiaires par l'exécution d'un certain travail intellectuel, mais ici il n'en est rien⁸². La définition de la classe moyenne qui semblait initialement s'ancrer dans les rapports de production tombe pour laisser toute la place au niveau de la rémunération. Alors que les auteurs désiraient justifier le

⁸¹ Astarian et Ferro, *op. cit.*, p. 291.

⁸² *Ibid.*, p. 291 : « [Le sursalaire] ne rémunère pas la qualification, la capacité de travail intellectuel, qui n'est qu'une condition pour accéder aux emplois qui justifient un sursalaire. » S'il est évident que le sursalaire ne rémunère pas la *capacité* de travail intellectuel, les auteurs n'expliquent pas pourquoi il ne rémunère pas le travail intellectuel lui-même.

sursalaire par une *activité spécifique* qui détermine l'appartenance de classe – les tâches d'encadrement –, dans ce passage, ils réfèrent à des agents dont nous supposons qu'ils sont dans la classe moyenne uniquement *parce qu'ils reçoivent un sursalaire*; ce qui devait être l'effet fait maintenant figure de cause. En prenant comme point de départ la distribution de la plus-value, les auteurs passent complètement sous silence les rapports au sein desquels cette plus-value est produite; les rapports de distribution sont censés être en mesure de révéler tous les secrets des rapports de production.

Plus généralement, la limite explicative du *ménage à trois de la lutte des classes* résulte du fait que ce livre prend les rapports de distribution comme critère décisif de l'appartenance de classe, c'est-à-dire le fait d'être payé·e au prix de la reproduction de sa force de travail en ce qui concerne le prolétariat et le fait de recevoir un sursalaire pour ce qui est de la classe moyenne salariée. Plus encore, Astarian et Ferro observent un rapport de subordination *politique* (l'encadrement) et réduisent les causes de la distinction entre salaire et sursalaire à celui-ci. Si cette théorie est problématique pour l'explication même du sursalaire, elle se montre nettement insuffisante lorsqu'il s'agit d'analyser le cas de différents agents du mode de production qui, par exemple, subissent ce rapport de subordination politique tout en occupant des places radicalement différentes dans les rapports de production.

Lorsque ce problème n'est pas abordé, les rôles respectifs de la classe moyenne et du prolétariat dans la reproduction du capital demeurent inintelligibles et, ainsi, l'analyse de leurs rôles potentiels dans la révolution reste interdite. En ce sens, le concept qui frappe par son absence, c'est celui de *travail productif*.

Plus encore, si l'absence du critère du travail productif ampute leur théorie de la classe moyenne salariée, ses conséquences n'épargnent pas leur définition du prolétariat. La difficulté propre à la question de la classe moyenne vient du fait qu'elle ne vise pas seulement à déterminer ce qui rassemble ces agents situés entre le prolétariat et le capital. Si cette question pose problème pour la plupart des théories des classes, c'est précisément parce qu'au sein de celles-ci, la frontière entre le prolétariat et la classe moyenne n'est pas clairement définie. Ainsi, la théorie de la classe moyenne salariée d'Astarian et Ferro n'est pas seulement problématique parce qu'elle conduit à des cas aberrants, elle l'est aussi et surtout parce qu'elle implique, par la négative, une définition insuffisante du prolétariat. Cette définition, c'est celle que l'on retrouve abondamment et qui consiste à examiner la *distribution* de la plus-value pour ensuite prétendre tirer de cet examen une condition suffisante pour définir un rapport de *production* : le prolétariat, ce serait *la classe payée au prix de la reproduction de sa force de travail*. Le prolétariat serait donc l'ensemble des sans-

réserves pour qui seule la consommation pour la reproduction *comme force de travail* est possible et la classe moyenne salariée, elle, serait cette classe bénéficiant d'une prime à la surconsommation – et toutes deux seraient exploitées parce qu'uniformément soumises au salariat⁸³. En rester là, c'est se limiter à observer uniquement une différence de *niveau de rémunération* entre le prolétariat et la classe moyenne salariée sans être en mesure de théoriser la *spécificité du rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital*.

Cette définition du prolétariat, formulée par opposition au sursalaire, est énoncée positivement dans un autre livre de Bruno Astarian :

De façon générale, l'exploitation du travail consiste en l'extraction d'un surproduit par la classe de la propriété. Dans le cas du mode de production capitaliste, elle consiste en l'extraction de plus-value. Celle-ci vient forcément du travail productif, qui est donc le seul à être exploité au sens propre. En revanche, la subordination du travail au capital soumet tout le prolétariat aux mêmes formes de la *contrainte au travail*, dont la première est le statut de sans-réserves où se trouve le prolétariat dans son ensemble. La valeur de la force de travail est établie pour être juste ce qu'il faut pour reproduire le

⁸³ C'est ce que suppose le découpage de la journée de travail de la classe moyenne salariée. Cf. *Ibid.*, pp. 35-36.

travailleur en tant que prolétaire sans-réserve, obligé de vendre à nouveau sa force de travail.⁸⁴

Astarian constate que la contradiction du mode de production capitaliste relève du travail productif, mais il renonce à tirer les conséquences qui en découlent pour finalement se rabattre sur l'affirmation selon laquelle le prolétariat est une classe de sans-réserve dont la subordination est le dénominateur commun⁸⁵. Ce qui le définit, c'est la contrainte au travail et s'il est une classe révolutionnaire, ce ne peut être que par la volonté de s'en défaire. Cela se manifestera plus précisément en temps de crise où « le soulèvement du prolétariat ne se place plus sur le terrain de l'exploitation (à savoir : où placer le curseur qui divise la journée de travail en travail nécessaire et surtravail) mais sur celui de la subordination du prolétariat au capital⁸⁶ ». Pour Astarian, au moment où une crise profonde du mode de production capitaliste éclate, la contradiction qu'est l'exploitation devient

⁸⁴ Astarian, *L'Abolition de la valeur*, Entremonde, 2017, p. 175.

⁸⁵ On voit également qu'Astarian et Ferro ne considèrent pas le travail productif comme un élément pertinent pour déterminer l'appartenance de classe dans le passage où ils rejettent le concept d'une rétrocession de plus-value : « *Rétrocession* est le terme que BEM [Beaudelet, Establet, Malemort] utilisent pour rendre compte du versement d'un surcroît de salaire aux salariés de la classe moyenne. On comprend : ces salariés ont travaillé, ont produit de la plus-value, et les capitalistes décident d'en rendre une partie. Cela suppose en premier lieu que l'ensemble de ces travailleurs de la classe moyenne est productif. Il n'en est rien, pas plus que dans le cas du prolétariat. » Astarian et Ferro, *Le ménage à trois de la lutte des classes*, pp. 34-35.

⁸⁶ Astarian, *op. cit.*, pp. 175-176.

secondaire et la question de la subordination du prolétariat au capital devient principale, parce que tous les sans-réserve qui doivent vendre leur force de travail deviennent vulnérables lorsque le capital ne parvient pas à se reproduire et cesse d'acheter celle-ci. On peut déjà mentionner que dans le scénario de « crise profonde » imaginé par Astarian pour justifier sa définition du prolétariat, ça ne prendra pas des lunes avant que la partie de la classe moyenne effectivement sursalariée épouse ses réserves – qui par ailleurs n'existent pas pour la majorité de celle-ci lorsqu'on considère le taux d'endettement des ménages – et se trouvera, elle aussi, dans une situation « d'irreproductibilité si le capital n'achète plus la force de travail⁸⁷ ». En ce sens, même en utilisant le critère utilisé par Astarian, qui ne s'applique rigoureusement qu'aux fractions non exploitées de la classe moyenne, on ne peut considérer que la classe moyenne se retrouve dans une situation radicalement différente de celle du prolétariat lorsqu'éclatent des crises profondes.

S'il est vrai qu'une crise peut affecter tous les agents du mode de production capitaliste, n'en demeure pas moins que le nerf de la guerre reste les modalités de l'exploitation et non celles de la subordination. Qu'une classe soit subordonnée à une autre n'est jamais suffisant pour faire de la première une classe révolutionnaire. La

⁸⁷ *Ibid.*, p. 176.

contrainte au travail, sous quelque forme que ce soit, traverse l'histoire de toutes les sociétés de classes et pourtant, il n'a jamais suffi qu'une classe subisse cette contrainte pour qu'elle ait le rôle déterminant dans l'abolition d'un mode de production. Que ces formes aient changé, cela ne fait pas de doute, mais ces changements n'expliquent pas davantage pourquoi la contradiction spécifique qui lie le prolétariat au capital fait du prolétariat une classe révolutionnaire. Le capital entre en crise lorsqu'il ne parvient pas à se reproduire, précisément parce qu'il n'arrive pas à extraire un surtravail suffisant et à réaliser celui-ci sous forme de profit. Bien que les conditions de vie des salarié·e·s peuvent être menacées même s'illes effectuent un travail improductif, c'est toujours la reprise ou l'arrêt de la production de plus-value qui pose une question de vie ou de mort pour le capital, et ce, peu importe la profondeur de la crise. On peut bien affirmer que lors de la « crise finale », lorsque les prolétaires auront décidé d'en finir avec ce bas monde, le capital, dans un dernier effort, utilisera probablement une répression extrême pour les contraindre au travail salarié⁸⁸. Toutefois, ce n'est pas parce que, pour en finir

⁸⁸ C'est à partir de ce moment précis de la lutte des classes qu'Astarian déduit la nécessité de son concept de prolétariat : « Mais quand cette contradiction (l'exploitation capitaliste) éclate dans la crise insurrectionnelle, l'exploitation cesse par hypothèse, et la lutte s'engage sur le terrain de la subordination. Les prolétaires qui prennent possession d'éléments du capital essaient d'échapper à leur statut de sans-réserve, tandis que la répression capitaliste cherche à imposer les conditions (aggravées) d'une reprise du travail. La répression de

avec le capital, le prolétariat doit se libérer de cette contrainte que celle-ci est l'élément déterminant de son appartenance de classe. Certes, la lutte du prolétariat peut aussi être représentée comme une lutte contre sa subordination par le capital, mais cela ne nous dit rien sur la dynamique spécifique de la lutte des classes dans le mode de production capitaliste et, corollairement, sur le rôle du prolétariat dans celle-ci. En ce sens, affirmer que le prolétariat regroupe tous les sans-réserve qui subissent la contrainte au travail salarié, c'est éluder le rôle spécifique du prolétariat dans le procès d'abolition du capital, à savoir sa capacité à rendre inopérant, à sa source, le rapport capitaliste lui-même – dont le contenu est l'extraction de plus-value – en s'appropriant/transformant/détruisant les moyens de production, c'est-à-dire en désobjectivant le capital.

Sur la contradiction prolétariat/capital

Soutenir que le prolétariat est en contradiction avec le capital, ce n'est pas uniquement affirmer que les prolos se font manger la laine sur le dos, que les capitalistes sont des bandits qui goinfrent le travail du prolétariat ou, de

l'insurrection, quelle que soit sa forme, a pour objectif de renvoyer les prolétaires dans l'atomisation de purs sujets pour qui la contrainte à vendre la force de travail, à n'importe quel prix, est violemment renforcée. » *Ibid.*, pp. 176-177.

manière légèrement plus raffinée, qu'une classe parasitaire doit être évincée pour socialiser tous les aspects de la production. Ce qu'on doit entendre par contradiction prolétariat/capital, c'est que ces deux classes *s'impliquent réciproquement, ne peuvent s'autonomiser l'une de l'autre* et se trouvent dans un rapport d'exploitation *dynamique* qui, par son développement même, porte son dépassement; ce qui implique la fameuse révolution comme *rupture dans le cours de la lutte des classes*⁸⁹. Précisons quelques éléments : par « implication réciproque », il faut entendre le fait que le prolétariat ne peut se reproduire qu'en produisant de la plus-value, c'est-à-dire en reproduisant les conditions de sa propre exploitation, et que le capital ne peut se reproduire qu'en offrant effectivement du travail au prolétariat⁹⁰. Un·e employé·e peut être payé·e au prix de la reproduction de sa force de travail, mais si son travail ne s'objective pas en une marchandise qui est aussi *produit d'autrui*, qui matérialise son exploitation, son activité n'implique pas le capital au sens strict. De plus, insister sur le fait que la contradiction est un rapport

⁸⁹ La description de la contradiction prolétariat/capital est largement inspirée de celle formulée par la revue *Théorie Communiste* depuis son 2^e numéro. Toutefois, TC ne tire pas toutes les conséquences de sa propre formulation et élargit la définition du prolétariat au-delà des personnes effectuant un travail productif.

⁹⁰ Cf. Marx, *Grundrisse*, Éd. sociales, 2011, p. 420. De cette manière, chaque terme du rapport « se reproduit lui-même en reproduisant son autre, sa négation. Le capitaliste produit le travail en tant que travail d'autrui; le travail produit le produit en tant que produit d'autrui. Le capitaliste produit l'ouvrier, et l'ouvrier produit le capitaliste. »

d'exploitation *dynamique* c'est amener l'idée qu'il y a une spécificité propre à la contradiction travail nécessaire/surtravail dans le mode de production capitaliste. Bien entendu, du moment que les sociétés sont divisées en classes, elles sont marquées par des rapports d'antagonisme qui impliquent que plus la classe dominante exploite la classe dominée, plus elle s'enrichit. Cependant, la logique même du capital, qui est de s'autovvaloriser en accumulant sur une base sans cesse élargie, produit une forme d'exploitation qui fait du rapport entre travail nécessaire et surtravail une contradiction qui tend à l'éclatement : *le mode relatif d'extraction de la plus-value*. Dans ce mode d'extraction où le capital intensifie l'exploitation en réduisant le travail nécessaire afin d'augmenter le surtravail, le capital exprime son caractère contradictoire : il a besoin du travail nécessaire pour produire du surtravail, mais *le premier se présente toujours comme entrave à la réalisation de surtravail*. Le surtravail ne peut exister sans travail nécessaire, mais le travail nécessaire est sollicité uniquement dans la mesure où il s'accompagne de surtravail⁹¹. D'un côté, le prolétariat lutte contre son exploitation, pour limiter, voire annuler, le surtravail, mais cette lutte est perdue d'avance à l'intérieur des conditions actuelles de production, puisque *la vente effective de sa force de travail dépend de sa capacité à*

⁹¹ Cf. *Théorie Communiste*, n. 2, 1979, p. 19.

effectuer du surtravail. De l'autre côté, le capital tente d'éliminer le plus possible le travail nécessaire pour maximiser le surtravail, mais c'est uniquement dans la mesure où il y a travail nécessaire qu'il y a surtravail; « le capital pose le surtravail comme question de vie ou de mort pour le travail nécessaire.⁹² » Cette dynamique qui est celle de la lutte entre le prolétariat et le capital pose le rapport d'exploitation comme une contradiction pour lui-même du fait que le prolétariat est à la fois « nécessaire et de trop » (TC). *Nécessaire*, parce que sans lui, pas de création de valeur – donc pas de plus-value ni de capital – mais également *de trop*, parce que c'est en remplaçant cet élément vivant, flâneur et revendicatif qu'est le travail humain par la machine ou le robot qu'il est possible d'augmenter la productivité, de faire tendre le travail nécessaire vers zéro et d'augmenter le surtravail. C'est cette manière spécifique d'être en contradiction qui fait en sorte qu'au cours de sa lutte, le prolétariat en vient à un moment crucial où lutter *en tant que classe* du mode de production capitaliste devient impossible, puisque sa reproduction est constamment menacée par cette contradiction entre travail nécessaire et surtravail. C'est cette dynamique spécifique qui permet au prolétariat de mettre un terme à ce mauvais rêve qui traverse l'histoire de l'humanité en produisant une rupture révolutionnaire capable d'en finir pour de bon avec l'exploitation.

⁹² Simon, *op. cit.*, p. 89.

C'est uniquement en partant d'une telle conception de la contradiction qu'il est possible de faire sens des luttes qui éclatent incessamment. Sans cela, le développement contradictoire de notre société ne s'explique pas autrement que comme une chicane pour une plus grande part du gâteau. Nous ne pourrons jamais insister suffisamment sur ce dernier point, la définition du prolétariat et de sa contradiction avec le capital ne repose pas sur la démonstration que le prolétariat lutte parce qu'il est plus affamé, plus pauvre et plus indigné que tous les autres agents du mode de production capitaliste – le marxisme n'a jamais eu vocation à être une philosophie de la misère. Une conceptualisation rigoureuse du prolétariat doit avant tout permettre de répondre à la question suivante : quelle classe, de par la place qu'elle occupe dans les rapports de production, est-elle en mesure d'abolir la société capitaliste?

SECTION 4

Classe moyenne, division sexuelle du travail et genre

La classe moyenne

La manière dont est définie la classe moyenne vient immédiatement déterminer le cadre au sein duquel seront pensés ses rapports avec la classe capitaliste et le prolétariat. Ce travail de définition concerne donc directement la question de savoir s'il est possible que les membres de la classe moyenne, toujours en ne luttant que sur leurs propres bases, puissent être « révolutionnaires jusqu'au bout ». Selon que l'on soutient qu'elle est définie par son sursalaire – comme le font Astarian et Ferro – ou par le fait qu'elle ne constitue pas l'un des deux pôles de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste – comme nous le ferons dans cette section –, ses possibilités d'« alliance » avec le prolétariat se révèleront plus ou moins fécondes. Dit autrement, on répondra différemment aux questions suivantes : la classe moyenne (salariée) peut-elle être pensée comme une classe dont les intérêts ou les pratiques de ses membres sont, par quelque côté que ce soit, commensurables? Peut-elle, dans

ses rapports avec le prolétariat, être pensée comme un bloc minimalement homogène? Les luttes auxquelles elle prend part doivent-elles nécessairement se solder par un échec du point de vue de la création d'une rupture révolutionnaire? À ces questions, Astarian et Ferro répondent clairement par l'affirmative. Or, cela tient *tout entier* dans le fait qu'ils définissent la classe moyenne salariée par son sursalaire et le prolétariat, par son statut de sans-réserves. En effet, dans la mesure où un tel sursalaire n'est rendu possible que par l'exploitation du prolétariat, il est logiquement impossible que ses membres participent à la lutte révolutionnaire aux côtés du prolétariat en tant que *membres de la classe moyenne*⁹³. Pour eux, malgré le fait que prolétariat et classe moyenne salariée puissent lutter ensemble contre le capital, cela ne peut durer qu'un temps : arrivera nécessairement un moment où toute lutte interclassiste devra échouer, parce que les membres de la classe moyenne ne peuvent faire autrement, sans cesser d'agir conformément à leurs intérêts, que de lutter en faveur de l'exploitation du prolétariat. Les luttes interclassistes seraient toujours

⁹³ Astarian et Ferro, *Le ménage à trois de la lutte des classes*, p. 380. « Notre étude de la CMS et de ses luttes (seule ou en alliance avec le prolétariat) a notamment pour but de comprendre qu'au niveau où se place l'interclassisme (même radicalisé), celui des luttes quotidiennes du prolétariat et de la CMS, *il ne peut pas être question de dépassement du capital, même pas en ébauche.* » Dans le stade insurrectionnel – le seul qui crée la possibilité du passage au communisme –, « le prolétariat et la CMS (même inférieure) sont séparés et antagoniques. » (Nous soulignons.)

marquées par un conflit (latent ou non) entre, d'un côté, la volonté du prolétariat de déplacer le curseur départageant le travail nécessaire du surtravail *en faveur du travail nécessaire* et de l'autre, la volonté de la classe moyenne salariée de le déplacer *en faveur du surtravail*, de sorte qu'une plus grande quantité de plus-value soit disponible pour lui être versée comme sursalaire. Dans ce cadre, la classe moyenne est toujours, au moins en puissance, fossoyeuse de la révolution communiste.

Définir le prolétariat comme la classe du travail productif revient à formuler une définition plus exclusive que celle formulée notamment par Astarian – au sens où la définir ainsi exclut les individus qui effectuent un travail improductif, même s'ils sont payés au simple prix de la reproduction de leur force de travail – et implique que la classe moyenne en ressort d'autant plus englobante. Or, l'inclusion de travailleur·euse·s sans-réserve à l'intérieur de la classe moyenne aux côtés de ceux et celles dont le sursalaire repose sur l'exploitation du prolétariat fait naturellement de celle-ci une classe dont les intérêts ne peuvent être qu'équivoques. Le concept de classe moyenne (salariée) cesse alors d'être synonyme de classe du sursalaire. Partant, ses rapports avec les autres classes se complexifient d'autant : n'étant pas elle-même unifiée par un intérêt commun, il va de soi qu'elle ne peut agir de manière unifiée. Les conclusions auxquelles aboutissent les auteurs du *ménage à trois de la lutte des classes* doivent

donc, sur la base de cette nouvelle définition de la classe moyenne, être réévaluées de manière critique. En effet, on ne peut trancher *a priori* sur le caractère fondamentalement réactionnaire de la classe moyenne au sein du processus révolutionnaire, comme le font Astarian et Ferro, sous prétexte qu'elle se compose uniquement d'agents sursalariés. Reconnaître que la classe moyenne salariée rassemble aussi des travailleur·euse·s sans-réserve, c'est-à-dire des agents qui ne sont pas intéressés à l'exploitation du prolétariat, c'est refuser d'admettre l'inéluctabilité de l'échec de toute lutte interclassiste. Ceux et celles dont l'allégeance au capital n'est pas achetée par une prime quelconque n'ont pas plus de raisons de lutter contre le prolétariat insurgé que contre les structures qui les reproduisent dans leur dénuement – au contraire. Les conclusions auxquelles aboutissent Astarian et Ferro, quant à la dynamique et au dénouement des luttes interclassistes, restent bien valides, mais uniquement à la condition d'en restreindre l'application aux couches sursalariées de la classe moyenne. Or, cela ne fait que rendre plus évidente la nécessité de déterminer plus avant ce qu'il advient de ses couches non sursalariées ainsi que de ses rapports avec le prolétariat. Il faut pouvoir rendre compte, sur le plan de la lutte des classes, des effets que produisent les distinctions réelles qui divisent la classe moyenne.⁹⁴

⁹⁴ Au sujet des divisions internes de la classe moyenne, notons qu'Astarian et Ferro évoquent l'existence d'une partie non salariée de la classe moyenne (la

Cela s'entend, la classe moyenne n'est pas un pôle de la contradiction du mode de production capitaliste, mais plutôt un *terme intermédiaire*. Elle constitue un ensemble dont le rapport à la totalité est multiple, donc toujours à spécifier lorsqu'il s'agit d'analyser le rôle qu'une fraction ou qu'une couche particulière de celle-ci peut jouer dans la lutte des classes. Nous insistons sur l'importance de toutes les *distinctions internes* à la classe moyenne, parce que contrairement au prolétariat et au capital – classes pour lesquelles la production ou l'appropriation de plus-value est définitoire –, *l'ensemble des activités effectuées par la classe moyenne ne peuvent être unifiées par un seul concept*. Déterminer qu'une personne appartient à la

classe moyenne indépendante), mais ne fournissent aucune indication sur ce qui la constitue comme partie de la classe moyenne. Si la classe moyenne salariée est définie par son sursalaire, qu'est-ce que la classe moyenne indépendante peut-elle avoir de commun avec elle? En quoi ces deux « classes » ou « parties » de classe seraient-elles *moyenne*? Ainsi, de deux choses l'une : ou bien, lorsque les auteurs parlent de trois classes, il faut comprendre que classe moyenne salariée et classe moyenne sont la même chose, ou bien ils ne parlent rigoureusement que de la première et laissent conséquemment de côté l'autre partie de la classe moyenne. Mais ce dernier terme de l'alternative est intenable, parce que non seulement on ne saurait toujours absolument rien de la classe moyenne comme telle (puisque on ne nous aurait parlé que de l'une de ses parties : la classe moyenne salariée) mais en plus, il s'agirait plutôt d'un ménage à quatre, au sein duquel le quatrième participant (la classe moyenne indépendante) restera parfaitement inconnu dans ses rapports aux autres. Parce que la première option nous semble la plus cohérente et qu'elle seule rend nos deux théories traduisibles, nous traiterons leur concept de « classe moyenne salariée » comme l'équivalent fonctionnel de notre concept de « classe moyenne ».

classe moyenne n'est jamais suffisant pour exprimer le rapport qu'elle entretient avec le capital, et ce, parce qu'une multitude d'activités contraires sont subsumées sous cette classe. Un agent de la classe moyenne peut subordonner ou être subordonné, faire un travail manuel ou intellectuel. Les concepts de « fraction » et de « couche » permettent justement de rendre compte de cette complexité en s'intéressant à la diversité de la classe moyenne au lieu de bricoler un critère unique prétendant juger, une fois pour toutes, le sort de celle-ci au sein du processus révolutionnaire. Les *fractions* distinguent les fonctions ou activités spécifiques qui désignent les différentes manières de reproduire les éléments de la totalité capitaliste. Quant à elles, les *couches* distinguent, au sein de ces fractions, les différents niveaux de domination et de subordination dans les rapports politico-idéologiques et, corollairement, les différents niveaux et modes de rémunération. Distinguer différentes couches à l'intérieur même d'une certaine fraction de la classe moyenne permet, par exemple, d'expliquer les modalités particulières des luttes des infirmières et infirmiers par rapport à celles des médecins, bien qu'illes aient pour fonction commune de reproduire physiquement la force de travail. En s'intéressant prioritairement à la fonction que joue un agent dans la reproduction du mode de production capitaliste on peut, d'une part, déterminer que la production de plus-value est l'activité spécifique du prolétariat et, d'autre part,

distinguer plusieurs fonctions internes à la classe moyenne et aller au-delà du mode de rémunération. Ainsi, la classe moyenne cesse d'être réductible à la classe moyenne salariée, parce que le mode de rémunération et la part reçue dans la distribution de la plus-value ne sont plus posés que comme éléments secondaires dans la détermination de l'appartenance de classe. À l'inverse, en analysant la classe moyenne à partir d'un type de rémunération (le sursalaire), Astarian et Ferro laissent de côté les métiers traditionnellement extérieurs au salariat (notaire, avocat·e, production marchande indépendante, etc.) et, plus gravement, s'empêchent de voir comment ses différentes fonctions déterminent leur rapport à la lutte des classes.

Si la classe moyenne est certes une classe, elle n'en est pas une au sens où le prolétariat et la classe capitaliste sont des classes, elle est une classe qui a son essence à l'extérieur d'elle-même, c'est-à-dire qu'elle est précisément définie par le fait d'être exclue du rapport de production fondamental de la totalité capitaliste. Elle n'est pas « moyenne » au sens où elle serait un peu exploitée, mais en même temps, un peu exploitée, mi-prolétarienne et mi-capitaliste, moins pauvre que le prolétariat mais aussi moins riche que la classe capitaliste : elle est moyenne parce qu'elle n'a aucun rôle historique à jouer *en tant que classe*, en tant qu'elle n'est pas l'un des pôles de la totalité. Il n'existe pas « d'intérêt de la classe

moyenne » comme le prolétariat et la classe capitaliste en ont, il n'y a pas *une* position objective occupée par la classe moyenne, comme il n'y a pas *une* idéologie de la classe moyenne. Ce qui « unifie » cette classe, c'est précisément le fait qu'elle est intermédiaire, qu'elle est une sorte d'entre-deux caractérisé par la combinaison d'activités ne correspondant ni à l'un, ni à l'autre des pôles de la contradiction prolétariat/capital. Pour le dire autrement, il est impossible d'établir un critère unique pouvant rendre compte du rapport au capital d'une classe qui regroupe en son sein des technocrates parvenu·e·s, des employé·e·s paupésiré·e·s et des laquais diplômés. La classe moyenne est un ensemble intermédiaire divisé, regroupant des places et des intérêts profondément diversifiés, ce qui nous conduit nécessairement à préciser le rôle révolutionnaire ou contre-révolutionnaire que sont amenés à jouer certains de ses membres. Corollairement, on doit spécifier comment ces rôles peuvent se concilier avec celui du prolétariat – seule classe nécessairement révolutionnaire de par son rapport au capital.

Bien que l'idée selon laquelle le prolétariat est seul face au capital dans la lutte révolutionnaire n'ait jamais été hégémonique, elle est devenue de plus en plus intenable face à l'augmentation massive des salarié·e·s improductif·ive·s depuis les années 1960. Face à la complexité de cette situation inédite, il existe deux façons commodes de prendre la fuite. Le premier expédient

consiste à soutenir que ces salarié·e·s constituent simplement une couche du prolétariat (son aristocratie propre), tout en entretenant un rapport au capital fondamentalement identique – après tout, ce sont bien des *salarié·e·s*. Ou encore, on peut maintenir qu'il s'agit d'un faux problème dont la caducité sera bientôt confirmée par leur prolétarisation. Malgré les différentes manières d'aborder la question, la grande majorité des approches adoptées ont, ou bien laissé tomber le rôle révolutionnaire du prolétariat, ou bien exagérément élargi la définition du prolétariat. Dans le deuxième cas, le prolétariat s'identifie à l'ensemble des salarié·e·s – à l'exception des « trop riches » –, le rôle de chacun·e finit par se confondre parfaitement et la révolution devient l'affaire de tout le monde. Après tout, si le prolétariat est la classe révolutionnaire et que les salarié·e·s ont avantage à faire la révolution en tant qu'elles sont aliéné·e·s par le salariat, alors l'ensemble des salarié·e·s doit bien faire partie du prolétariat! Faire de tout agent dont la participation à la révolution serait possiblement pertinente un·e prolétaire, c'est poser un critère obscurcissant ce qui, justement, justifie l'affirmation selon laquelle le prolétariat est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, à savoir : le fait qu'il soit placé dans une situation telle que son activité quotidienne ne peut qu'entrer en contradiction avec la totalité elle-même.

Inversement, nous ne serions pas bien plus malin·gne·s si nous nous arrêtons à l'affirmation selon laquelle les salarié·e·s improductif·ive·s – en ne faisant pas partie de la seule classe révolutionnaire – n'ont aucun rôle à jouer dans la lutte pour l'abolition du capital. Dire du prolétariat qu'il est la classe révolutionnaire parce que seule son activité spécifique le mène à arrêter ce par quoi le capital se reproduit – la production de plus-value – n'implique pas que seules ses luttes sont légitimes, que seuls ses intérêts s'opposent à ceux du capital et que toute revendication non prolétarienne est un obstacle à la révolution communiste. Bien que les classes aient des rôles inégaux dans le processus révolutionnaire et qu'à ce titre, le rôle décisif revienne au prolétariat, il n'en demeure pas moins que d'innombrable membres de la classe moyenne sont poussé·e·s à la lutte, considérant que l'amélioration de leurs conditions d'existence est freinée, voire interdite, par le développement du capital. Parler de la nécessité d'une analyse en termes de classes afin d'avoir un point d'appui dans les luttes qui structurent le mode de production capitaliste tout en en restant à l'analyse du rôle central de la classe productrice de plus-value, c'est s'arrêter à mi-chemin.

Une classe aux intérêts diversifiés

L'analyse du rapport à la lutte des classes des différentes fractions et couches de la classe moyenne n'est pas une tâche simple : nous avons affaire à un ensemble hétéroclite, sans conscience de lui-même, dont les productions des intellectuel·le·s organiques ont une place inscrite en lettres d'or aux oubliettes de l'humanité. Une première difficulté vient du fait que cette classe est produite par la contradiction prolétariat/capital qui structure le mode de production capitaliste, sans pour autant en constituer l'un des pôles. Des activités propres aux deux pôles de cette contradiction se combinent au sein de cette classe; on y trouve du travail improductif et productif, de la direction et de la subordination, du travail intellectuel et manuel.

Face à cette complexité à première vue désarmante, nous pouvons faire usage des résultats auxquels nous a conduit·e·s notre analyse du prolétariat. Nous avons pu conclure que celui-ci était révolutionnaire, puisque la poursuite de ses intérêts le place en contradiction absolue avec la totalité capitaliste, c'est-à-dire que son activité quotidienne – parce qu'elle s'inscrit dans un rapport contradictoire pour lui-même – l'amène à lutter contre le rapport social qui fonde tout l'échafaudage social. Sur cette base, il devient possible d'analyser le potentiel subversif des fractions et des couches de la classe moyenne

à la lumière de ce qu'implique, pour la reproduction du mode de production capitaliste, le fait que celles-ci poursuivent leurs intérêts propres. Nous l'avons vu, pour le prolétariat, le caractère contradictoire de son rapport à la totalité s'explique par le fait que sa lutte contre l'intensification de son exploitation menace sa reproduction comme classe, en tant que le capital l'emploie uniquement s'il parvient à extraire une masse suffisante de surtravail. En effet, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail (lorsqu'elles impliquent des coûts supplémentaires pour le capital) font diminuer le taux de profit et en ce sens, rendent de plus en plus difficile la valorisation du capital – celui-ci ne peut exister comme tel qu'à la condition de pouvoir exploiter toujours davantage. Ce rapport pose problème pour la totalité elle-même, car ce qui entre en jeu, ce n'est pas la reproduction de tel ou tel agent du mode de production, mais celle de tout le rapport social capitaliste dans la mesure où le prolétariat ne peut lutter pour l'amélioration de ses conditions de vie sans tendre à l'abolition de ce rapport social.

Pour la classe moyenne, le portrait se complexifie : le concept de *sursalaire* développé par Astarian et Ferro illustre justement la façon dont le capital fait un certain usage de la plus-value assurant la docilité d'une partie de celle-ci, la conduisant même à lutter activement pour la pérennisation des rapports sociaux capitalistes. On

pourrait rétorquer que la classe moyenne est elle aussi aliénée par le développement du capital, qu'elle est elle aussi spectatrice de sa dépossession et qu'une vulgaire prime permettant d'acheter de nouvelles cochonneries censément à la mode ne saurait faire taire la révolte qu'inspire la médiocrité quotidienne. Certes, la médiocrité est une situation commune, mais reste que sa répartition est inégale; ce n'est pas un hasard si certain-e-s défendent et conservent leur malheur et ses causes avec violence et obstination. Et lorsqu'on souhaite comprendre pourquoi une partie de la classe moyenne milite si âprement pour l'éternisation de sa condition de lécher-euse-s de bottes, le sursalaire devient un *indice* duquel on ne peut se dispenser. Celui-ci indique précisément qu'une partie des tâches assignées à la classe moyenne sont des tâches *du* capital (direction/surveillance, travail intellectuel) et, qu'en ce sens, elles leur confèrent une autorité et une rémunération suffisantes pouvant rendre opaque, à leurs yeux, la réalité de leur subordination essentielle au capital. À partir de là, il est déjà possible de faire une distinction au sein même de la classe moyenne entre, d'un côté, les couches qui reçoivent un sursalaire pour des tâches de subordination et, de l'autre côté, les couches qui occupent une position subordonnée ou effectuent un travail manuel⁹⁵. Avec cette

⁹⁵ Rappelons ici que si certains agents peuvent effectuer un travail manuel et subir les rapports de subordination propres à l'organisation capitaliste du travail

distinction peuvent se dessiner schématiquement les différentes conditions d'existence des agents de la classe moyenne et, par là, les différents intérêts qui expliquent en faveur de quel camp leurs luttes sont tendanciellement menées. Pour la partie recevant un sursalaire, suivre *ses intérêts de classe*, c'est d'abord lutter pour qu'il y ait *une classe subordonnée* sur laquelle l'autorité lui étant décernée par le capital puisse s'exercer, et cela implique de lutter pour la perpétuation du rapport d'exploitation par lequel seul est rendu possible son sursalaire, bref de défendre à peu près tout ce qu'il y a de plus nauséux dans les rapports sociaux capitalistes. Or, pour une autre partie de cette classe, rien n'indique que la poursuite de ses intérêts soit inconciliable avec la transformation radicale des rapports sociaux par la révolution communiste. C'est maintenant ce que nous devons interroger.

La division sexuelle du travail au sein de la classe moyenne

La profonde inégalité des conditions d'existence interne à la classe moyenne est d'autant plus importante qu'elle est marquée par la *division sexuelle* du travail qui traverse l'histoire du mode de production capitaliste⁹⁶. La

tout en se trouvant dans la classe moyenne, c'est parce que leur travail n'est pas producteur de plus-value.

⁹⁶ Legaré, *Les classes sociales au Québec*, PUQ, 1977, pp. 149-150. En 1977, Anne Legaré rendait compte de cette division sexuelle de la manière suivante : « La place des femmes dans le travail subordonné improductif a donc un double

division qui distingue, au sein du travail improductif, le travail subordonnant du travail subordonné n'est pas une distinction parmi tant d'autres, elle est un lieu particulièrement important de la reproduction de la division générée de la société qui naturalise et dévalorise les tâches de reproduction auxquelles les femmes ont été et sont encore arraisionnées. La surreprésentation des femmes dans le travail improductif subordonné, donc faiblement rémunéré (éducatrices en CPE, préposées aux bénéficiaires en CHSLD, nourrices, etc.) doit être considérée comme la continuité et le renforcement, au sein de l'organisation capitaliste du travail, de la principale forme de division sexuelle du travail, à savoir l'exclusion des femmes de la production sociale par leur cantonnement à la sphère privée de la production/reproduction de la force de travail⁹⁷. *Continuité*, parce que le travail reproductif rémunéré ne se substitue pas complètement à celui que les femmes effectuent encore en grande majorité dans la sphère

aspect : 1) le premier, l'aspect principal, est que 45% de ces femmes se trouvent, quant à la division sociale du travail, séparées du travail intellectuel; 2) le second est que dans tous les travaux, les femmes se trouvent soumises au travail masculin, et à ce titre, quant à la division sexuelle, assignés, à tous les niveaux, à des places relativement subordonnées (...). La particularité de la présence des femmes au sein du travail improductif consiste dans le fait qu'elles cristallisent deux aspects des contradictions internes propres au caractère de la petite-bourgeoisie : *le travail manuel et la féminisation de certaines couches.* »

⁹⁷ *Ibid.*, p. 152.

privée⁹⁸ et *renforcement*, parce que cette surreprésentation réitère, sur le lieu de travail, la séparation entre production et reproduction.

Que ces tâches particulières soient majoritairement effectuées par des femmes *et* qu'elles ne se résorbent pas en une marchandise contenant de la plus-value n'est pas le fruit du hasard. Le mode de production capitaliste s'est historiquement construit sur une division entre production et reproduction qui a eu pour fonction, d'une part, d'assurer l'*augmentation quantitative de la force de travail* par le contrôle du corps des femmes et, d'autre part, d'*assigner celles-ci aux tâches reproductives ne pouvant pas être intégrées à la production spécifiquement capitaliste*⁹⁹. En Europe, une série de législations toutes plus sordides les unes que les autres¹⁰⁰, accompagnée d'une chasse aux

⁹⁸ Rapport d'ONU Femmes dans : Camille Robert et Louise Toupin, *Travail invisible*, Éd. du remue-ménage, 2018, p. 11 : « Dans toutes les économies et cultures, les femmes et les filles assument la majeure partie des soins et des travaux domestiques non rémunérés. Au niveau mondial, les femmes consacrent deux fois et demie plus de temps que les hommes à ces tâches, avec des grandes disparités entre les sexes dans le temps passé à faire la cuisine, à nettoyer et à s'occuper des membres du ménage. »

⁹⁹ Silvia Federici, *Caliban et la Sorcière*, Entremonde et Senonevero, 2014, pp. 127-128.

¹⁰⁰ *Ibid.*, pp. 90-93. Federici mentionne des législations des XIV^e et XV^e siècles dont « l'ouverture de bordels municipaux » visant à calmer l'agitation des jeunes prolétaires, à contrer l'homosexualité et à fournir une alternative aux pratiques sexuelles impies (non reproductives) des sectes hérétiques. Elle mentionne également l'abjecte décriminalisation, en pratique, du viol en France et à Venise avec la violente collaboration d'une quantité troublante de jeunes hommes.

sorcières faisant plusieurs centaines de milliers de victimes, permirent aux classes dirigeantes féodales et à la bourgeoisie montante de s'assurer, par le feu et le sang, que la distinction entre sphère productive et sphère reproductive nécessaire au développement du capital soit créée et maintenue par l'autorité maritale. Pour les femmes, tout ce qui pouvait exister d'érotisme dans les pratiques sexuelles devait laisser place à la reproduction biologique et tout ce qui avait de collaboratif dans l'unité de production féodale devait disparaître au profit de la reproduction économique de la force de travail.

Aux États-Unis, cette même séparation se renforce lors de la période d'industrialisation de la première moitié du XIX^e siècle. Sans entamer une analyse historique détaillée, il est possible de tracer les grandes lignes de l'exclusion des femmes de la sphère productive lors de l'industrialisation des États-Unis en suivant les recherches de l'historienne Gerda Lerner à ce propos. Au début du XIX^e siècle, la séparation entre la sphère productive et reproductive s'accentue principalement de deux manières, soit en excluant progressivement les femmes des métiers qu'elles occupaient et en leur reléguant les postes les plus faiblement rémunérés du travail d'usine. Alors que, déjà à l'époque coloniale, les femmes étasuniennes pratiquent librement toute une série de métiers (bouchère, orfèvre, armurière, journaliste, médecin, etc.), le processus de professionnalisation des métiers qui s'opère au début du

XIX^e siècle a pour effet de restreindre significativement pour elles les possibilités d'emploi, notamment à travers la création d'écoles et de sociétés médicales, la standardisation de la pratique et la mise en place de l'obligation de posséder un permis afin de pouvoir pratiquer. En remplaçant la transmission du savoir-faire entre maître·sse et apprenti·e par une formation standardisée, les femmes qui, pour la vaste majorité, n'avaient pas la possibilité d'étudier furent alors exclues des nombreux métiers qu'elles exerçaient jusque-là. D'autre part, les femmes embauchées dans les usines en plein essor occupaient les emplois les plus faiblement rémunérés et où leur rémunération était encore davantage réduite en vertu du simple fait qu'elles étaient des femmes¹⁰¹. Hormis le travail d'usine, les seuls métiers dans lesquels elles restèrent encore les bienvenues correspondent justement aux tâches reproductives auxquelles elles sont encore aujourd'hui largement assignées, à savoir aux soins de la santé et à l'enseignement¹⁰². L'industrialisation s'est donc

¹⁰¹ Lerner, « The Lady and the Mill Girl : Changes in the Status of Women in the Age of Jackson », *American Studies*, vol. 10, n.1, 1969, pp. 5-15. Lerner insiste sur le fait que ce n'est pas tant la nature du travail effectué que la catégorie d'emploi (emplois faiblement rémunérés) qui détermine la spécificité du travail d'usine féminin : « Many business and professional occupations formerly open to women were now closed, many others restricted as to training and advancement. The entry of large numbers of women into low status, low pay and low skill industrial work had fixed such work by definition as "woman's work". »

¹⁰² *Ibid*, p. 16.

accompagnée de l'exclusion des femmes d'activités qu'elles effectuaient quelques décennies auparavant ainsi que de la création de fractions et de couches spécifiquement féminines au sein de l'organisation capitaliste du travail.

Prendre en compte le fait que les emplois improductifs effectués majoritairement par des femmes sous le regard paternel de l'État regroupent précisément les tâches qui leur ont été historiquement imposées dans la sphère privée permet d'identifier un lieu où s'articulent capital et patriarcat et, de là, d'identifier les conditions au sein desquelles les luttes féministes prennent un caractère proprement anticapitaliste. Ces emplois généralement peu rémunérés et presque toujours subordonnés ne sont pas seulement occupés majoritairement par des femmes, *ils ont été créés*, au sein du mode de production capitaliste, *comme des métiers spécifiquement féminins*. En ce sens, ce sont des lieux où la combinaison de l'organisation capitaliste du travail et de la domination patriarcale produit ses effets orduriers. Les salaires dérisoires des préposé·e·s des CHSLD et la contrainte aux heures supplémentaires des infirmier·ière·s ne sont que deux exemples parmi tant d'autres des conditions invivables que peut subir cette fraction de la classe moyenne. Pour cette raison, celle-ci peut former une catégorie sociale particulièrement subversive du fait que sa place dans le mode de production capitaliste se distingue par un

rapport surdéterminant à la domination patriarcale¹⁰³. Ces personnes peuvent poursuivre leurs intérêts *en tant que travailleuses subordonnées* et *en tant que femmes* en ciblant un point crucial du mode de production capitaliste : la reproduction directe de la force de travail. Ce caractère subversif n'est pas une possibilité purement formelle dont l'actualisation serait tout à fait contingente, il s'exprime réellement au sein des plus récentes luttes féministes. À titre d'exemples, nous pouvons nommer la grève des femmes du 19 octobre 2016 en Argentine consistant à arrêter le travail pendant une heure, que ce soit au travail, à l'école, à l'université ou à la maison¹⁰⁴, ainsi que le plus récent « *Un Día sin Nosotras* », la grève des femmes mexicaines du 9 mars 2020 ayant paralysé l'économie mexicaine pour une journée complète. Au Québec, la grève menée par les stagiaires à l'automne 2018 et au printemps 2019 a également fait voir comment ce double rapport au travail peut se concrétiser dans une lutte particulière. Par sa revendication principale – la rémunération de tous les stages à tous les niveaux –, ce mouvement a pu mettre en lumière le fait que l'écrasante majorité des stages non rémunérés sont

¹⁰³ Nous suivons ici le concept de *catégorie sociale* tel que formulé par Poulantzas. cf. *Pouvoir politique et classes sociales*, t. I, Maspero, 1968, p. 85. Les catégories sociales sont « des ensembles sociaux à “effets pertinents” [...] dont le trait distinctif repose sur leur rapport spécifique et surdéterminant à des structures autres que celles économiques. »

¹⁰⁴ Collectif Ni Una Menos, « Comment s'est tissé l'appel à la Grève internationale des Femmes? », *Contretemps*, 7 mars 2017.

effectués dans des domaines où les femmes sont largement surreprésentées. Les milieux de formation (cégeps, universités, écoles professionnelles) ainsi que les employeurs invoquent le dévouement et la passion du métier des stagiaires pour légitimer le travail gratuit réalisé quotidiennement. Mais pendant ce temps, les stages effectués dans des domaines d'étude traditionnellement masculins (génie industriel, chimique, physique, informatique, etc.) sont massivement rémunérés. La lutte des stagiaires destiné·e·s pour la plupart aux couches subordonnées de la classe moyenne a donc illustré comment cette catégorie peut se transformer en force sociale; pour ce cas précis, par la double critique d'une exploitation éhontée et de l'idéologie patriarcale la naturalisant.

Ce que cette esquisse sur la division sexuelle du travail au sein de la classe moyenne fait entrevoir, c'est la possibilité pour certaines fractions ou couches de la classe moyenne – possibilité chaque fois déterminée par leur position structurelle au sein de la totalité capitaliste – de mener leurs luttes jusqu'au bout, dans leurs ultimes conséquences, tout en pouvant les concilier avec celles du prolétariat. Nous disons « jusqu'au bout », parce qu'il ne s'agit pas simplement de déterminer si des alliances entre le prolétariat et la classe moyenne existent; ces alliances se nouent et se rompent constamment. Il ne s'agit pas non plus d'évaluer si quelques braves camarades

abandonneront la promotion de leurs propres intérêts de classe pour joindre la lutte révolutionnaire; ce sera certainement le cas. La question qui nous occupe ici est celle visant à déterminer le rôle que peuvent jouer certains agents de la classe moyenne dans le processus révolutionnaire, et ce, *en luttant pour leurs intérêts propres*. Nous avons vu que, pour les agents subordonnés du travail improductif – donc faiblement rémunérés –, le rapport à la lutte des classes n'est pas le même que pour les agents sursalariés, parce que la reproduction de la place des premiers – qui ne reçoivent aucune espèce de prime – n'implique pas la reproduction du rapport d'exploitation capitaliste. Plus encore, la division sexuelle du travail au sein de la classe moyenne distingue une fraction pour laquelle la frontière entre la lutte pour ses intérêts au sein des rapports de classe et celle au sein des rapports de genre est particulièrement perméable, pouvant ainsi menacer un élément essentiel de la reproduction du capitalisme. Ce dernier point soulève un élément crucial lorsqu'arrive le temps de déterminer le rôle que la classe moyenne peut jouer dans la lutte des classes, à savoir non seulement quels sont ses intérêts, mais surtout, comment la poursuite de ceux-ci peut menacer ou, inversement, renforcer les rapports sociaux capitalistes.

Fonctions de la classe moyenne et potentiel subversif

Jusqu'ici, nous avons principalement abordé la distinction en couches de la classe moyenne, à savoir les différents niveaux de domination/subordination et, corollairement, les inégalités salariales. Cela nous a permis de mettre en lumière la diversité des intérêts existant au sein de la classe moyenne et de rendre compte de la complexité de ses rapports avec le capital. Toutefois, si c'est le potentiel subversif ou réactionnaire des différentes parties de la classe moyenne que l'on cherche à déterminer, il faut prendre comme point de départ l'analyse des diverses fonctions que remplissent ses agents. Sur cette base peuvent être identifiés les aspects propres à ces fonctions qui militent, par exemple, en faveur de la conservation du mode de production capitaliste – c'est notamment le cas du pouvoir coercitif accordé aux individus exécutant les tâches répressives du capital. Ainsi, il est possible d'identifier les raisons pour lesquelles les agents qui occupent une place subordonnée au sein de la division sociale du travail font généralement preuve d'une servilité sans pareil face au capital. À partir du même point de départ peuvent être déterminés quels sont les impacts, pour la reproduction d'ensemble du capital, de la mise à l'arrêt de telle ou telle fonction de la classe moyenne. Dit autrement, en établissant les rôles joués au sein du mode de production capitaliste par ces agents, nous pouvons saisir quelles potentialités subversives se

dessinent lorsque tel ou tel agent fait grève, déserte ou occupe son lieu de travail – bref, lorsqu'il remet en question sa fonction dans le capitalisme. Pour évaluer la capacité subversive d'une fraction particulière de la classe moyenne, il faut donc déterminer a) si la poursuite de ses intérêts est compatible avec la préservation ou plutôt avec la dissolution de la société de classes et b) si la subversion de sa fonction spécifique peut menacer sérieusement la reproduction d'ensemble du mode de production capitaliste.

1. Parmi les fonctions propres à la classe moyenne, nous pouvons d'abord identifier les tâches répressives qui ont pour objectifs de museler, de contenir et d'écraser tout ce par quoi le refus du monde actuel se manifeste. Nous pensons ici aux flics et aux militaires, mais également à tout ce qui a trait aux services de renseignement et à la surveillance générale de la population – outils de plus en plus privilégiés pour cultiver la docilité. À cela s'ajoutent également les agents qui poursuivent et entérinent cette fonction sur le terrain juridique (procureur·e·s, juges, etc.).

2. Étant donné que le flicage ne s'arrête pas devant les portes de l'usine, nous pouvons également identifier, comme fonction de la classe moyenne, tout le travail de direction et de surveillance effectué *sur les lieux de travail*. Cette flicaille interne regroupe les agents dont les activités

visent, par l'exercice d'un pouvoir coercitif, à discipliner la force de travail dans l'objectif de réaliser la volonté directrice du capital. À ces agents, nous pouvons ajouter ceux qui, tout en réalisant cette même volonté, y parviennent cette fois par l'application de la science à la production (modélisation, conception, réalisation, etc.), par le constant révolutionnement technologique des moyens de production (innovation) ou encore, par l'imposition de méthodes de travail plus « rationnelles ». De même que l'autorité du contremaître fait respecter la cadence, la machine que l'ingénieur conçoit et la réorganisation imposée par le cadre dictent aussi aux prolétaires le rythme impératif de la production.

3. Si le capital assure sa reproduction par la flicaille externe et interne, il emploie également des moyens légèrement plus sophistiqués; c'est ici qu'interviennent la *production* et la *reproduction idéologique* de la société. Ces fonctions consistent essentiellement à produire et à reproduire les éléments avec lesquels ce bas monde est présenté comme le meilleur des mondes possibles – que ce soit sous la forme de productions théoriques ou artistiques –, ainsi qu'à former les idéologues qui devront porter le flambeau. Parmi les agents assurant ces fonctions, on y trouve les professeur·e·s d'université, les journalistes, les curés, les chroniqueur·euse·s et autres idéologues professionnel·le·s. Il faut noter qu'il n'est pas nécessaire d'avoir sa carte du Parti libéral du Québec,

d'être membre de l'Institut économique de Montréal ou de trimballer une photo de Christian Rioux dans son portefeuille pour assurer ces fonctions; situer les solutions aux problèmes que produit structurellement le capitalisme *à l'intérieur de celui-ci*, c'est déjà participer à sa reproduction idéologique. Bien entendu, toute production intellectuelle n'est pas directement arrimée aux besoins du grand capital; une dissidence minimale est possible dans des institutions comme l'Université et certaines productions intellectuelles ne pactisent pas servilement avec l'état actuel des choses. Néanmoins, l'histoire nous force à constater que l'influence que la théorie communiste put jadis avoir à l'intérieur même de l'Université était intimement liée à la force d'une identité ouvrière reproduite au sein même du procès de reproduction du capital. Dans les années 1960-1970, l'effervescence des mouvements indépendantistes et socialistes au Québec permit non seulement le succès de revues comme *Parti pris*, *Socialisme 64* et *En lutte !*, mais également la pénétration, sur le terrain universitaire, d'analyses marxistes rigoureuses des rapports de production ayant traversé l'histoire du Québec. Aujourd'hui, face à l'impossibilité matérielle de la résurgence de cette identité ouvrière, quiconque place de vagues espoirs dans la critique universitaire doit se contenter du bavardage sur les communs, la décroissance et autres théories au ventre mou.

4. En outre, on peut considérer comme une autre fonction propre à la classe moyenne *l'ensemble des activités ayant pour but l'accélération des cycles de rotation du capital par la fluidification des échanges et la facilitation de l'écoulement des marchandises*. Ici, nous ne faisons pas référence aux tâches de transport des marchandises – qui relèvent en réalité du travail productif –, mais plutôt à celles reliées à la transformation formelle du capital : passage de la forme capital-marchandise à celle de capital-argent et de cette dernière à celle de capital productif, c'est-à-dire les tâches qui concernent la réalisation de la plus-value contenue dans le capital-marchandise et qui permettent qu'elle soit réinvestie productivement. Cette fonction réunit donc tout ce qui a trait à la vente, à la comptabilité, au marketing et à la publicité. Cette fraction forme probablement l'équipe la plus désolante, s'étendant du traditionnel vendeur de chars, aux grandes firmes publicitaires, en passant par le mannequin et l'influenceuse.

5. Finalement, l'une des fonctions essentielles de la classe moyenne est celle consistant à *reproduire directement la force de travail*. Ce que nous entendons par « reproduction directe », ce sont tous les travaux absolument nécessaires pour que la force de travail puisse se rendre quotidiennement au travail et y être apte. Par là, nous excluons toute activité propre, exclusive à la reproduction de la classe capitaliste et des couches non

subordonnées de la classe moyenne. Si un bon bourgeois bien éduqué doit apprendre à jouer du Beethoven vers l'âge de 8-9 ans, il faut considérer que son professeur privé qui lui enseigne le violoncelle effectue des tâches de reproduction intellectuelle plutôt que de reproduction directe, et ce, tant et aussi longtemps que l'interprétation de la *9e symphonie* ne sera pas exigée à l'embauche au *Tim Hortons*. La reproduction directe de la force de travail désigne donc les activités consistant à former et à soigner la force de travail, ainsi que celles lui permettant d'aller travailler – notamment la charge des enfants, des personnes âgées et des personnes non autonomes. Cette fonction est celle qui regroupe les tâches reproductives dans lesquelles les femmes sont largement surreprésentées, résultat de leur arraîsonnement historique. Nous parlons ici des infirmier·ière·s, des enseignant·e·s du primaire et du secondaire, des préposé·e·s aux bénéficiaires, des éducatrices et éducateurs, etc. Contrairement aux autres fonctions énumérées ci-dessus, celle-ci est associée à la classe moyenne non pas parce qu'elle effectue des tâches propres au capital – que ce soit la vente, la direction ou la production idéologique –, mais parce qu'elle a été historiquement exclue de la production de plus-value, afin que le capital puisse se dispenser des tâches nécessaires à la reproduction de la force de travail ne pouvant être intégrées au procès de production.

La liste qui précède ne prétend pas à l'exhaustivité. Elle passe notamment sous silence tous les métiers improductifs qui relèvent en quelque sorte d'une complète contingence historique. Par métier relevant de la contingence historique, nous désignons les tâches assumées par l'État dans certains pays, alors que ces mêmes tâches relèvent du capital productif dans d'autres. Il faut également ajouter que les frontières entre les différentes fonctions ne sauraient être totalement étanches. Alors que la « Garda » – en tant que produit consanguin de la flicaille interne et externe – peut être difficile à classer, l'influenceur se révèle, quant à lui, strictement inassimilable à une seule fonction. En lui s'entremêlent indistinctement le publiciste de bas étage (par la promotion des nouveaux articles qui deviendront à la mode) ainsi que l'idéologue le plus servile et le plus niais (par l'élaboration d'une conception du monde pour laquelle l'achat de vitamines représente l'alpha et l'oméga de l'existence humaine). Qu'il fasse preuve d'une médiocrité achevée dans ces deux registres ne change rien au fait qu'il effectue simultanément deux fonctions bel et bien utiles à la reproduction du capital. Néanmoins, ce découpage permet de préciser les différents mécanismes avec lesquels le capitalisme se reproduit et, de là, de pointer les réactions possibles des agents qui remplissent ces fonctions lorsque cette reproduction ne va plus de soi. Si les militaires et les contremaîtres effectuent tous deux un travail de subordination politique, reste qu'il faut

déterminer le niveau auquel celui-ci s'applique pour saisir leurs rôles spécifiques au sein de la lutte des classes.

L'intérêt du découpage qui précède vient surtout du fait qu'il permet d'évaluer ce que signifie, pour la survie du capital, le bouleversement de telle ou telle fonction. Comme l'analyse de l'activité spécifique du prolétariat montre qu'il est la seule classe sans laquelle la révolution est impossible – parce que seule cette classe peut cesser de produire ce par quoi le capital se reproduit (plus-value) –, il devient possible d'identifier, parmi ces fonctions propres à la classe moyenne, des points de subversion qui découlent de leur importance spécifique. Si toutes ces fonctions sont utiles au bon déroulement de l'exploitation capitaliste, elles n'ont pas toutes la même importance : *reproduire directement la force de travail* comme le fait une partie importante et subordonnée de la classe moyenne est une nécessité absolue pour le capital, alors que celui-ci peut survivre relativement longtemps même si ses laquais diplômés cessent pour un moment d'en faire l'apologie. Il faut donc accorder une importance particulière à cette fraction de la classe moyenne (fonction 5), parce qu'elle est la seule pour qui, d'une part, l'existence dans le mode de production capitaliste n'est pas adoucie par une prime d'autorité ou une prime vénale¹⁰⁵ et qui, d'autre part, détient un levier de pouvoir indiscutable en tant qu'elle

¹⁰⁵ Il faut souligner l'exception des médecins qui reproduisent directement la force de travail tout en bénéficiant d'une importante prime vénale.

est absolument et *quotidiennement* nécessaire pour que le prolétariat soit en mesure d'aller reproduire sa dépossession. Si cette partie de la classe moyenne n'appartient pas à la classe révolutionnaire, en tant que son rapport au capital est dépourvu du caractère dynamique qui caractérise celui de prolétariat et du capital (il n'est pas contradictoire pour lui-même), n'en demeure pas moins que sa participation à la révolution est d'une importance stratégique essentielle.

D'une division de la classe moyenne à une division générale de la société

Cette analyse de la reproduction directe de la force de travail au sein des emplois salariés doit faire le pont avec ce qui explique la surreprésentation des femmes dans ceux-ci : l'assignation historique des femmes aux tâches reproductive en général. On peut bien expliquer que c'est parce qu'elles ont été contraintes aux tâches reproductive qu'elles sont majoritaires au sein de ces emplois spécifiques, mais encore faut-il être en mesure d'expliquer pourquoi elles sont arraisionnées aux tâches reproductive *en général*. Précédemment, nous avons souligné comment il a été historiquement nécessaire, pour le développement du capitalisme, de réprimer la sexualité non reproductive afin d'augmenter numériquement la force de travail et de reléguer à la sphère domestique les

tâches reproductives ne pouvant guère être intégrées à la production sociale. Comme cette division historique se reproduit constamment et, plus encore, comme le patriarcat et la division sexuelle du travail n'ont pas attendu l'avènement du mode de production capitaliste avant de surgir, il serait absurde de l'analyser du seul point de vue de la division sociale du travail spécifiquement capitaliste, comme s'il ne s'agissait que d'un pur produit du capitalisme, né et destiné à périr mécaniquement avec lui. C'est pourquoi il faut, pour expliquer l'arrasonnement des femmes aux tâches reproductives, emprunter un détour et s'attarder à la question de la reproduction sociale en général.

Avec Aurore Koechlin, nous pouvons avancer que la nécessité d'intensifier la reproduction afin de répondre à l'augmentation de la productivité dans la sphère de la production explique le renforcement de l'oppression et de l'exploitation des femmes¹⁰⁶; l'augmentation numérique de la force de travail étant donc la principale source du développement des forces productives. L'augmentation de la productivité ne doit pas être comprise comme une nécessité humaine universelle et éternelle; elle est un impératif propre aux sociétés de classes visant *l'accroissement du surtravail*. Autrement dit, l'augmentation de la population est une nécessité

¹⁰⁶ Koechlin, *La révolution féministe*, Amsterdam, 2019, pp. 100-101.

uniquement pour les sociétés où certain·e·s vivent et s'enrichissent par le travail d'autrui. En ce sens, le groupe « femme » doit être compris comme une catégorie dont la fonction est de diviser l'humanité afin d'isoler et de dominer les individus pouvant reproduire l'espèce. Ici aussi, ce qui explique cette division n'a rien de naturel, il s'agit plutôt de la nécessité de dominer ce groupe afin de contrôler *les modalités sous lesquelles se fait la reproduction générale de la société* et, ainsi, contrôler son organisation en classes. Évidemment, ce ne sont pas toutes les personnes définies comme femmes qui sont effectivement en mesure d'avoir des enfants et cette division binaire de l'humanité mène, en biologie, à d'innombrables impasses. Toutefois, nos sociétés sont bel et bien organisées autour de cette division, il y est davantage important d'attribuer « le bon sexe » aux individus – c'est-à-dire un sexe conforme à cette division binaire – que de rendre intelligible les processus complexes de sexuation¹⁰⁷. Ainsi, en plaçant la reproduction au centre du problème qu'est le genre, il faut également insister sur le fait que celle-ci est toujours déterminée socialement, à savoir par les modalités sous lesquelles la reproduction de la force de travail doit s'effectuer dans un mode de production spécifique¹⁰⁸. Mettre en relation le genre avec la nécessité

¹⁰⁷ Cf. Dorlin, *Sexe, genre et sexualités*, PUF, 2008, pp. 33-34.

¹⁰⁸ Koehlin, *op. cit.*, p. 92. « Lorsque la productivité du travail augmente, il devient nécessaire de contrôler plus étroitement la reproduction. C'est un phénomène imbriqué, lié à la nécessité d'augmenter la masse des travailleur·euse·s et leur reproduction quotidienne, tout en diminuant les

d'augmenter la population pour accroître le surtravail permet donc de faire le pont entre, d'un côté, le développement des sociétés de classes et, de l'autre, la division générée de la société.

La revue *Théorie Communiste*, tout en liant la distinction de genres au développement des sociétés de classes et à l'augmentation de la population¹⁰⁹, montre également comment le capitalisme est le premier mode de production dans lequel le rapport à l'augmentation de la population fait problème. Pourquoi? Parce qu'« aucun mode de production avant le capital n'avait pour dynamique de créer du travail nécessaire *pour l'abolir* »¹¹⁰. En effet, en tant que le genre a pour but de définir deux groupes, dont l'un a pour fonction fondamentale de (re)produire la force de travail (Guillaumin allait jusqu'à écrire « machine-à-force-de-travail »), la question de sa caducité est posée du moment où la classe productive cesse d'être uniquement *nécessaire* pour devenir également *de trop*; c'est-à-dire que sa raison-d'être (rendre possible l'augmentation de la population comme principale force productive) est tout autant problématique que l'est le surtravail. Le capital a besoin, pour extraire du surtravail,

capacités collectives de résistance. Cela semble vrai quel que soit le mode de production concerné. Ainsi, toute transition d'un mode économique à un autre, d'un mode de production à un autre, impliquerait une mise au pas particulièrement forte de la reproduction. »

¹⁰⁹ *Théorie Communiste*, n. 23, mai 2010, p. 101.

¹¹⁰ Koechlin, *op. cit.*, p. 121.

d'additionner les journées de travail, d'augmenter le nombre de forces de travail pouvant produire de la plus-value, mais en même temps, en cherchant à accroître l'extraction de plus-value par l'augmentation de la productivité, il évincé une partie sans cesse croissante de l'élément vivant du procès de production.

Avancer que le rapport de genre fait problème dans le capital ne signifie pas qu'une épée de Damoclès tiendrait, immobile, au-dessus de ce rapport en attendant le Grand Soir pour s'abattre sur lui. Ce problème a une histoire parce qu'il est, en dernière instance, une lutte. Cette histoire, c'est celle des luttes pour les droits politiques du XIX^e et du début du XX^e siècle, suivies de celles pour les droits reproductifs et contre l'exploitation du travail ménager, en passant par la remise en question de la catégorie « femme » comme sujet unique et universel du féminisme par la théorie *queer* et le féminisme intersectionnel, jusqu'aux plus récents mouvements contre les violences faites aux femmes. Toutes ces luttes doivent être considérées comme le développement progressif du caractère problématique du genre, en tant que se crée un écart entre la catégorie permettant le contrôle de la reproduction de la force de travail (la catégorie « femme ») et les individus devant être constitués par cette catégorie. En ce sens, le genre pose problème dans le capitalisme, non seulement parce que l'augmentation de la population comme principale force

productive devient conflictuelle, mais aussi parce que la catégorie « femme » qui assure un contrôle strict de la reproduction de la société de classes est de plus en plus déconstruite, voire même entièrement rejetée comme une catégorie mystificatrice.

Aborder la question des divisions internes à la classe moyenne et du rôle que peuvent jouer certaines couches et fractions de celle-ci dans la lutte des classes nous a conduit·e·s à la question du travail reproductif. Cette dernière nous a permis de saisir comment plusieurs agents du mode de production capitaliste peuvent lutter, sur la base de leurs intérêts propres, sans entrer en contradiction avec ceux du prolétariat et, plus encore, comment cela peut menacer un élément essentiel de la société de classe : la reproduction directe de la force de travail. Sur la base de ce résultat, on ne peut que rejeter la thèse selon laquelle le seul dénouement envisageable des luttes interclassistes est celui de leur échec ou, dit autrement, selon laquelle la révolution communiste ne peut aboutir qu'à la condition que toute lutte non prolétarienne s'efface devant celle du prolétariat. Seuls les intérêts du prolétariat sont directement en contradiction avec le capital, au sens où il n'y a que lui qui, de par son rapport spécifique au capital, puisse faire éclater la contradiction

qu'est l'exploitation capitaliste et sur laquelle se fonde tout l'édifice social. Que le travail de reproduction directe de la force de travail n'entre pas dans un tel rapport « privilégié » avec le capital n'implique absolument pas qu'il soit dépourvu d'importance quant à la réussite de la révolution – bien au contraire. Comme le genre constitue un élément clé de la reproduction matérielle de toutes les classes en même temps qu'il se trouve être une condition de possibilité de l'accumulation capitaliste elle-même, sa subversion effective représente, à ce titre, une manière indirecte – mais non moins réelle – de s'attaquer au capital.

